La Presse
LA PRESSE, MONTRÉAL, VENDREDI 18 JANVIER 1991

Une coalition tentera de forcer la tenue d'un référendum en 91

DENIS LESSARD
du bureau de La Presse
QUBEC

Une coalition sans précédent d'organismes, de syndicats, d'hommes d'affaires et de militants de tous les partis politiques québécois est à preparer un plan d'action pour forcer la main du premier ministre Bourassa, et l'inciter à décréter, dès cette année, un référendum sur le statut constitutionnel du Québec.

Selon les renseignements obtenus de plusieurs sources par *La Presse*, les promoteurs de ce mouvement, en gestation depuis l'été dernier, ont tenu une série de reunions, à Montréal, avant les Fêtes.

Au coeur de cette organisation se trouvent les présidents des trois principales centrales syndicales, la FTQ, la CSN et la CEQ; les ténors de plusieurs mouvements nationalistes; l'ex-ministre Lucien Bouchard; des permanents du PQ et



même des militants libéraux provinciaux.

Sans en préciser les détails, M. Bouchard a reconnu hier l'existence d'une telle coalition, «dont le but est d'élargir la base du consensus, au-dessus des partis (politiques)».

Il a indiqué que le grouve avait «deux ou trois objectifs, mais l'essentiel est d'obtenir un référendum sur la souveraineté».

Prevoyant que le premier ministre Robert Bourassa tenterait «d'acheter du temps» et de reporter le plus tard possible l'échéance référendaire, à l'issue de la Commission-Bélanger Campeau, ce groupe réfléchit sur un série de moyens de pressions visant à amener le gouvernement à s'en remettre le plus tôt possible à la décision de la population, exprimée lors d'un référendum.

Premier moyen considéré: une série de manifestations monstres dès ce printemps, où la population pourrait ouvertement réclamer l'appel aux urnes. M. Bouchard a reconnu que des discussions avaient cours à ce sujet, mais que les décisions seraient prises «en temps et lieu». Pas question de grèves, précise-t-on toutefois chez les syndicats.

Cette coalition a des ramifications jusque dans le Parti libéral du Québec, où plusieurs membres «nationalistes» se sont dit disposés à emboîter le pas. «Il n'y a qu'au libéraux fédéraux et aux conservateurs qu'on ne parle pas», résume l'un des ténors de ce groupe.

Dans l'entourage du premier ministre Bourassa on est bien au fait de cette opération, et de la pression qu'elle pourrait exercer. «Imagine ce printemps 50 000 personnes dans les rues à Montréal quelques samedis de suite; M. Bourassa a beau ne pas vouloir de référendum il subirait une pression énorme», a reconnu un statège libéral.

Cette coalition sort de l'ombre au moment où le PLQ est tiraillé par la division quant à sa position constitutionnelle. Des divergences profondes de vues ont ralenti les discussions au sein du comité spécial du parti, présidé par Me Jean Allaire, qui doit proposer une plateforme constitutionnelle aux libéraux. La pertinence de tenir ou non un référendun dès cette année divise les membres du comité.

Bélanger Campeau

Pour le politicologue Vincent Lemieux, de l'Université Laval, il est clair que M. Bourassa «ne pourra éviter un référendum». L'universitaire, qui comparaissait devant la Commission Bélanger-Campeau, préconise la tenue d'un référendum où on demanderait à la population de choisir entre les voies «fédéralistes et associationnistes» afin de bien jauger l'importance de l'appui accordé au fédéralisme au sein de la population.

Bien que le processus puisse démarrer dès cette année, ce serait une erreur de presser le pas, selon lui. M. Lemieux croit que le fractionnement de l'opinion publique au Canada favorisera davantage, au cours des prochaines années, un climat propice à la négociation.

Le politicologue, qui publiera sous peu une histoire des libéraux au Québec, ne croit pas que le PLQ puisse glisser vers l'option souverainiste. Stratégiquement, ils voudront mettre l'accent sur l'association pour se démarquer de leurs adversaires politique, prévoit-il.

Bourassa réfléchit sur l'appel au peuple

DENIS LESSARD
du bureau de La Presse
QUEBEC

L'unité des libéraux autour d'une position constitutionnelle reste à faire, a reconnu hier le premier ministre Robert Bourassa. Tout en lançant un appel «au réalisme» des membres de son parti, il admet que l'hypothèse de la tenue d'un référendum est considérée par le comité spécial qui proposera d'ici deux semaines une option constitutionnelle aux militants libéraux.

«Pour un chef de parti il est normal de rechercher l'unité», a soutenu hier M. Bourassa en conférence de presse. «J'ai confiance dans le réalisme des membres du comité constitutionnel», a-t-il dit. Il a refusé de livrer son opinion, prétextant ne pas vouloir influencer le débat au sein du comité.

Sans confirmer avoir demandé aux membres du comité de mettre la pédale douce sur la souveraineté et de ne pas l'enferrer dans des échéances référendaires serrées, M. Bourassa a reconnu l'intérêt d'un appel aux urnes.

Le référendum «fait parti de notre processus démocratique. Quand il y a un enjeu majeur, il est normal qu'on le considère comme une option», a-t-il dit. L'autre voie passe aussi par l'appel au peuple. Il a rappelé l'exemple du gouvernement de M. Jean Lesage qui, en 1962, avait préféré déclencher des élections sur son projet de nationalisation de l'hydro-électricité.

Son parti et lui même peuvent jongler avec l'idée d'un référendum, le premier ministre insiste toutefois pour conserver une marge de manoeuvre. Même le chef péquiste, Jacques Parizeau, lors d'une rencontre préparatoire à la Commission Bélanger-Campeau, avait reconnu qu'un premier ministre devait conserver une certaine latitude, et être «prudent en annoncant une date précise ou un moment précis parce qu'il a la responsabilité de la gestion de toutes les conséquences».

Même en convalescence, M. Bourassa affirme avoir suivi de près les travaux de la Commission Bélanger-Campeau, et a surtout insisté sur l'apport des «experts» aux discussions. Chez les autres groupes entendus, «la majorité étaient pour la souveraineté du Québec, mais ce n'est pas terminé, nous devrons évaluer à partir des conclusions (de cette commission)», a-t-il dit.

Le plan de relance de Québec garantit des hypothèques à 8,5 pour cent

DENIS LESSARD
du bureau de La Presse
QUÉBEC

Les maisons neuves achetées en 1991 ne coûteront pas plus de 8,5 p. cent d'intérêt hypothécaire pour les trois prochaines années. Les nouveaux propriétaires auront aussi la possibilité de réclamer, à la place de cet abattement de taux d'intérêts, une subvention pouvant atteindre 5 000.

Principale mesure du plan de relance économique annoncé hier par le premier ministre Robert Bourassa, ce programme est calqué sur celui proposé en 1982 par le gouvernement Lévesque (Corvée-Habitation). Québec prévoit ainsi faire passer de 22 000 à 30 000 le nombre de mises en chantier au cours de l'année.

Le gouvernement en évalue a quelque 170 millions sur quatre ans, un investissement censé générer pour 1 milliard d'activité économique et créer 16 000 emplois.

Le programme sera toutefois limité aux résidences principales — maison ou condominium — dont le coût n'exédera pas un seuil fixé en tenant compte du marché de l'habitation dans chaque région. Pour Montréal, par


Robert Bourassa

exemple, les nouvelles maisons ne devront pas dépasser 150 000$ pour bénéficier du programme.

Dans l'ensemble, avec une nouvelle série de devancements de travaux publics de l'ordre de 311 millions, Québec estime qu'il accroitra de 1 p. cent, ou 1,5 milliard, l'activité économique globale et créera ou préservera quelque 22 000 emplois.

Sans détours, M. Bourassa a reconnu hier que le Québec était désormais en récession. Mais il espère toujours que cette période difficile sera terminée avant l'été, à moins que le conflit du golfe Persique se prolonge, reconnait-il.

Déja, il prévoit que le gouvernement devra décréter de nouvelle compressions dans son prochain budget, «de manière à ne pas augmenter le déficit de façon abusive».

Les modalités du programme de construction domiciliaire, seront annoncées la semaine prochaine par le titulaire des Affaires municipales, Claude Ryan. Misant sur une baisse du loyer de l'argent, Québec paiera les intérêts dépassant 9 p. cent. Desjardins, la Banque nationale et le Trust Royal ont déjà accepté de réduire leurs taux d'un demi pour cent supplémentaire.

Ceux qui le préfèrent pourront obtenir de Québec une subvention totalisant 4,5 p. cent de la valeur de la maison, jusqu'à concurrence de 5 000$. Dans chacun des cas, la mise en chantier devra débuter avant le 30 septembre et la résidence devra être terminée avant la fin de l'année.

D'autre part, Québec injectera plus d'argent dans une série de programmes de rénovations, en particulier pour les immeubles locatifs. Le Programme de rénovation d'immeubles locatifs voit son budget de cette année passer de 15 à 55 millions. De plus Québec injectera 8,8 millions supplémentaires dans le programme de la Société d'habitation du Québec pour la rénovation des maisons en milieu rural.

Comme il l'avait fait au dernier budget, le gouvernement a décidé d'accélérer une nouvelle série d'investissements publics, une initiative qui devrait permettre a 311 millions de projet de démarrer dès cette année — bien que les fonctionnaires reconnaissent que tout cet argent ne pourra être dépensé. Avec les 279 millions du dernier budget, Québec aura accéléré des projets totalisant 590 millions.

Comme au dernier budget, ce sont de secteurs de l'éducation et de la santé qui seront privilégiés avec chacun plus de 100 millions de dollars de constructions accélérées

M. Bourassa a explique que le gouvernement avait d'abord cherché à mettre d'avant des initiatives susceptibles d'avoir rapidement un impact sur l'économie.

Une initiative calquée sur un programme du PQ, soutient Parizeau

ANDRÉ PÉPIN
du bureau de La Presse
QUÉBEC

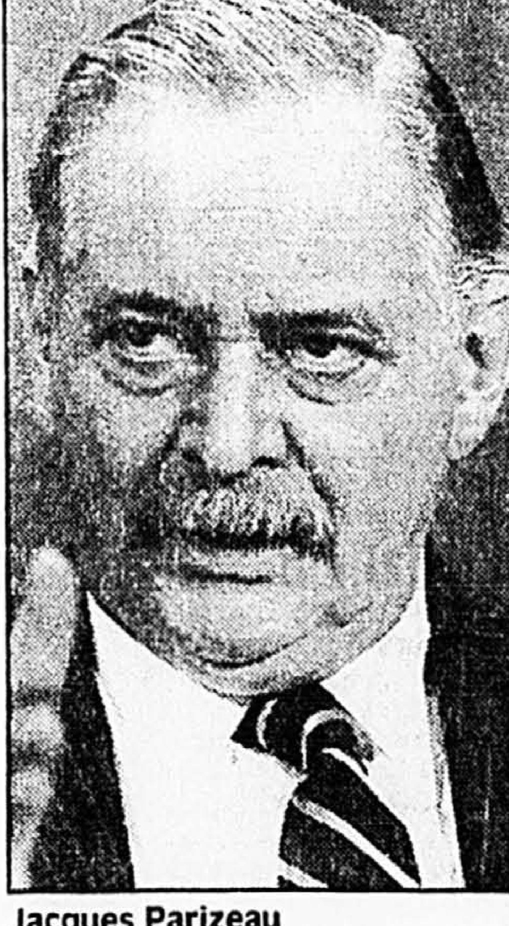
Le chef de l'opposition, Jacques Parizeau, se rejouit des mesures annoncées hier par le premier ministre concernant le soutien à l'industrie de la construction. Tout simplement parce qu'il reprend intégralement le plan Corvée-Habitation mis sur pied par le gouvernement péquiste en 1982.

Il constate cependant que le gouvernement actuel «a un gros problème de crédibilité» dans le domaine des investissements publics qui, dans les faits, ont chuté en 1990 «malgré la promesse de les augmenter de 10 p. cent».

M. Parizeau a réagi immédiatement hier au plan de relance annoncé par le premier ministre Bourassa, soulignant d'entrée de jeu que depuis l'été dernier, il a tenté à 14 reprises, à l'Assemblée nationale, de convaincre le gouvernement d'agir pour contrer les effets de la récession. «Je ne vais pas, dans ces conditions, attaquer le gouvernement pour avoir présenté un plan de relance que je lui réclame depuis des mois», a déclaré M. Parizeau.

Le chef péquiste se réjouit que le gouvernement reprenne l'essentiel de l'idée de Corvée-Habitation, mais se dit surpris de constater qu'il n'ait pas sollicité une aide plus appréciable des syndicats, des patrons de la construction et des institutions financières pour soutenir le nouveau programme, comme l'avait fait le PQ en 1982. «Le gouvernement devra ainsi débourser 171 millions sur trois ans, ce qui est beaucoup pour le trésor public.».

Le chef de l'opposition souligne par ailleurs que le gouvernement Bourassa a un problème de crédibilité dans le domaine des investissements publics. Selon lui, la promesse faite par le ministre des Finances, M. Gérard D. Lévesque, au printemps de 1990, d'augmenter de 279 millions les travaux dans le domaine public n'a pas été tenue. «Les investissements publics devaient augmenter de 10 p. cent. Or, ils n'ont augmenté que de 4,2 p. cent durant les trois premiers trimestres


Jacques Parizeau

de l'année. Lorsque le président du Conseil du trésor parle de "serrer la vis", il retarde les constructions d'écoles, les agrandissements d'hôpitaux etc. D'ailleurs, on ne voit rien dans le domaine de l'environnement, de l'assainissement des eaux, par exemple», a-t-il déploré. «Ils annoncent 311 millions de dollars de travaux publics devancés. C'est à peu pres les mêmes chiffres que le printemps dernier. Ça ne sert à rien de réannoncer les mêmes écoles tout le temps. Qu'ils les contruisent donc les écoles», tranche M. Parizeau.

Il souligne également que le gouvernement Bourassa n'offre que très peu d'aide aux entreprises en difficulté, à peine 15 millions de plus, alors que le nombre des faillites au Québec est encore plus impressionnant qu'en 1982. M. Parizeau va même jusqu'à se demander si le gouvernement Bourassa n'aurait pas dû consentir un effort moins significatif pour le secteur domiciliaire pour aider davantage les entreprises. Il n'est pas question de reprise significative avant plusieurs mois, croit le chef de l'opposition, si les ventes au détail continuent de chuter.

M. Parizeau, qui a géré la première récession d'après guerre, celle de 1982, croit que celle que nous traversons est la deuxième en importance.

Les 4000 maisons invendues font obstacle à la relance, selon les constructeurs

LAURIER CLOUTIER

Si les gens d'affaires et les syndicats accueillent avec joie l'annonce de la «relance Bourassa» de l'économie du Québec, plusieurs soulignent que des problèmes de taille risquent d'annuler en partie les efforts du gouvernement.

L'Association provinciale des constructeurs d'habitations du Québec accueille favorablement l'initiative mais souligne que plusieurs entrepreneurs se retrouvent maintenant coincés avec 4000 maisons et condos invendus, qui trouveront d'autant plus difficilement preneurs qu'Ottawa les taxe deux fois.

L'économiste Hughes Moisan de l'APCHQ explique que les constructeurs ont payé la taxe de 13,5 p. cent des manufacturiers sur ces logements construits en 90, à laquelle s'est ajoutée la TPS au tournant de 91. Le plan d'action du premier ministre Robert Bourassa rendra plus alléchantes les nouvelles habitations, assorties d'un taux hypothécaire garanti de 8,5 p. cent, durant trois ans.

«Ces constructeurs ont gelé leurs fonds dans ces maisons et ne pourront participer à la relance québécoise. Leurs banquiers ne sont pas heureux non plus», ajoute M. Moisan. «On doit revoir le gouvernement Bourassa. On espère un geste de bonne volonté de Québec», dit-il, tout en se réjouissant que la relance Bourassa démarre avec l'Expo-Habitat.

Alex Harper, vice-président exécutif du Bureau de commerce de Montréal, estime quant à lui que «le climat actuel de concertation au Québec devrait permettre de régler le cas des invendus».

Luc Lacharité, vice-président exécutif de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, reconnait que «les expériences antérieures de Corvée-Habitation furent assez fructueuses». Mais Québec vient «de pelleter 500 millions» de factures dans la cour des villes, dont 400 millions que devront absorber des compagnies déjà fragiles. Celles de Montréal écoperont particulièrement à la suite de la baisse des contributions de Québec au transport en commun.

La construction et la rénovation constituent de bons outils, éprouvés, pour stimuler l'économie, déclare Richard Le Hir, vice-président exécutif de l'Association des manufacturiers canadiens au Québec, surtout lorsque bien coordonnés avec d'autres.

La Banque Nationale monte de plain pied dans le train de la relance Bourassa dont «elle fut une des initiatrices», déclare son porte-parole, Michel Capistran.

Et le déficit?

Le Bureau de commerce et la CSN sont d'accord pour qualifier le projet de «pas dans la bonne direction». La récession, c'est «une bonne raison pour augmenter le déficit budgétaire du gouvernement», ajoute Alex Harper.

La Ville de Montréal lancera son programme aujourd'hui. John Gardiner appuie aussi le projet de Québec mais craint ses délais très courts. Gérald Larose, président de la CSN, déplore l'arrivée tardive de la relance Bourassa, et son caractère timide par rapport aux 58 000 emplois perdus en un seul mois à cause des taux d'intérêt d'Ottawa.

Hydro-Québec devrait contribuer à la relance, par la restauration de son réseau et l'accélération des études d'impact du projet de la phase deux de la Baie James, selon Fernand Daoust, secrétaire général de la FTQ.

La compassion des Québécois a ému le premier ministre

ANDRÉ PÉPIN
du bureau de La Presse
QUÉBEC

Le premier ministre Robert Bourassa affirme qu'il a traversé un des plus dur moments qu'un individu puisse traverser. Mais il se dit encouragé par l'opinion de ses médecins qui l'encouragent à reprendre ses activités normales. «Vous pouvez être en paix», a-t-il dit en blaguant, hier après-midi, au cours de sa première conférence de presse depuis son retour d'une longue convalescence.

Sa démarche n'a rien de changé, sa performance en conférence de presse, avec ses pointes d'humour, montre qu'il a l'intention de demeurer en poste. Un peu amaigri à la suite des interventions chirurgicales, M. Bourassa affirme vouloir se soumettre à une discipline personnelle sévère dans le but de relever le défi. «Il n'est plus question de bains de soleil, pour les raisons que vous connaissez. Je veux continuer de servir mes concitoyens qui ont été très généreux au cours de cette épisode car j'ai reçu un nombre incalculable de messages d'appui», a dit le premier ministre. Il est très rare que M. Bourassa exprime ainsi des sentiments très personnels.

«Je vais travailler fort. Ce sera une année difficile. J'espère qu'au plan personnel ce ne sera pas aussi difficile, mais je suis prêt à relever le défi», a-t-il poursuivi. Un journaliste un peu plus sarcastique lui a demandé si cette période de crise dans sa vie ferait de lui un homme plus «fort». «Vous en jugerez!» a sèchement répondu le premier ministre.

Il dit avoir été traité par les plus éminents médecins américains, peut-être même du monde, ce qui l'encourage dans sa décision de reprendre le travail.

Il refuse de commenter les sources anonymes qui font circuler la rumeur d'une démission prochaine. «Je suis heureux d'être ici aujourd'hui pour répondre aux questions des journalistes. C'est un signe que je veux continuer de servir. J'ai le support de mes médecins pour le faire. Donc, vous pouvez être tranquilles».

Avec une pointe d'humour, un journaliste lui a demandé de commenter l'attitude des comédiens, lors du Bye Bye 1990, qui, de leur aveu même, ont décidé d'épargner le premier ministre. «J'étais heureux, j'ai même téléphoné pour remercier la responsable de la production. C'est un précédent à cette émission, un tel geste d'humanité, de solidarité», a dit M. Bourassa.

Le premier ministre a croisé le chef de l'opposition, M. Jacques Parizeau, dans les couloirs de l'Assemblée nationale, échangeant avec lui quelques bons voeux. M. Parizeau a dit qu'il se réjouissait de revoir le premier ministre au travail avec la vigueur qui le caractérise habituellement.

M. Bourassa a promis de revenir devant la presse d'ici une ou deux semaines, dans le but de faire le point sur le programme constitutionnel de sa formation. On sait que les libéraux préparent leur congrès général pour mars prochain et c'est à cette occasion que des décisions importantes devront être prises, décisions qui pourraient même provoquer des déchirements à l'intérieur de la formation. M. Bourassa affirme qu'il ne veut pas «abuser de l'autorité» que son poste lui confère, mais qu'il travaillera à l'élaboration du rapport final de la Commission Bélanger-Campeau. On sait qu'il est membre de cette commission politique spéciale.

La Presse

Éditorial

Paul Desmarais, président du conseil d'administration
Roger D. Landry, président et éditeur
Claude Masson, éditeur adjoint
Marcel Desjardins, directeur de l'information
Alain Dubuc, éditorialiste en chef

Brian Mulroney n'avait pas vraiment le choix

Au Canada, personne ne voulait cette guerre. Mais le fil des événements montre à quel point la marge de manoeuvre du Canada était mince. Même si une majorité de Canadiens souhaitaient une solution négociée, le gouvernement Mulroney n'avait pas vraiment le choix.



Face à une situation mondiale complexe et explosive, bien des citoyens, peu importe leurs positions politiques, doivent regretter la présence de Pierre Elliott Trudeau, qui a su imposer le Canada sur la scène internationale, lui donner une vocation compatible avec sa petite taille et ses valeurs.

Mais M. Trudeau n'étant plus là, c'est Brian Mulroney et son gouvernement qui offrent la position la plus crédible et la plus responsable. On s'en rend compte quand on voit ce que proposaient les partis d'opposition.

Dans son pari indéfectible pour la paix, le NPD s'inscrit dans une forme de socialisme bien précise, celui de ceux qui n'ont jamais été proches du pouvoir. Quand aux libéraux, Jean Chrétien a sans doute réussi la rentrée la plus pitoyable en Chambre pour un nouveau chef de l'Opposition. Son refus d'entériner la résolution des Nations unies le rangeait du côté du Yémen et de Cuba, position d'autant plus fragile qu'il devait, quelques heures plus tard, à la fois changer d'idée et se faire désavouer par son prédécesseur John Turner.

Par contre, les explications fournies par le premier ministre et son ministre Joe Clark indiquent que le gouvernement canadien a multiplié les efforts diplomatiques pour favoriser les négociations et la paix, qu'il a agi dans le cadre des résolutions de l'ONU, qu'il a joué un rôle certain pour amener les USA à se ranger sous la coupe des Nations unies.

Ces démarches s'inscrivent dans la tradition canadienne et M. Mulroney n'a pas agi différemment de ses prédécesseurs libéraux. Sauf qu'il l'a fait sans appui populaire et sans le panache nécessaire pour faire comprendre les nuances de sa position.

Il faut rappeler que le Canada n'a jamais été un pays neutre. Membre de l'Otan, il a toujours été un allié des États-Unis; pro-israélien, il n'a jamais été défini comme un « ami » des pays arabes. Son art a toujours été de maintenir une distance face à son allié traditionnel américain, en dosant son appui par son humanisme et ses liens privilégiés avec les Nations unies.

Le problème de M. Mulroney, ce n'est pas qu'il a imposé un virage à la politique étrangère canadienne, mais plutôt que l'ONU a effectué un virage. En quelques mois, les Nations unies, auparavant paralysées par la guerre froide, ont pu trouver une cohésion et prétendre à un pouvoir d'action réel; mais cela s'est fait sous la domination de la seule superpuissance qui reste, les États-Unis, qui ont, dans les faits, planifié et décidé de l'offensive militaire de la force internationale.

Aucun pays industrialisé n'a réussi à se redéfinir dans ce nouveau rapport de forces. La France, le Royaume-Uni, l'Italie, l'Allemagne se sont finalement inscrits dans la démarche définie par les USA. Quelle était la marge de manoeuvre canadienne? S'abstenir?

Le Canada aurait ainsi coupé les ponts avec la communauté des pays industrialisés. Il se serait également marginalisé à l'ONU, en refusant de respecter sa résolution, ce qui ne lui aurait pas permis par la suite de jouer le rôle qui a toujours été le sien au sein de cet organisme. Face à ce dilemme, M. Mulroney a adopté une position typiquement canadienne, mi-chair mi-poisson, où le Canada participe à la force internationale, mais de façon symbolique et marginale. Le rôle militaire canadien, cantonné essentiellement dans des tâches de soutien, fera en sorte que les forces canadiennes participeront très indirectement au combat.

Faute d'images ou de témoignages en provenance de l'Irak, la guerre du Golfe apparaît en quelque sorte comme une guerre à la Nintendo dont on ne voit pas, pour l'instant, les milliers de victimes innocentes. Le fait que le Canada ne participe pas à ces bombardements, contrairement à l'Angleterre ou à la France, et que les forces canadiennes ne feront sans doute pas couler de sang, permettra au Canada de ne pas rompre avec sa vocation.

Ce rôle limité permettra à la fois au Canada de faire entendre sa voix au sein de la coalition pour limiter l'ampleur de l'offensive militaire, et surtout, de participer aux forces de paix qui seront par la suite nécessaires.

Alain DUBUC

Une guerre qui en cache une autre

Les dirigeants soviétiques ne pouvaient espérer mieux: les raids aériens qui se poursuivent depuis deux jours en Irak ont totalement éclipsé une autre offensive, celle qu'a lancée le Kremlin contre ses trois républiques baltes.

Noyées dans le flot d'informations sur la guerre du Golfe, quelques dépêches en provenance de l'URSS indiquent que la situation est extrêmement tendue à Vilnius, Riga et Tallin. La crainte que l'assaut donné dimanche contre la capitale lituanienne n'ait été qu'une répétition générale pour la violence à venir y est toujours aussi vive.



En essayant de se laver les mains du sang versé à Vilnius, Mikhaïl Gorbatchev n'a fait qu'aggraver son cas. Car peu importe de savoir si le président soviétique connaissait ou ignorait les intentions de ses généraux. Ce qui compte, c'est qu'il n'a pas dénoncé leur intervention. Il n'a pas, non plus, sévi contre les militaires responsables de cette opération. Au contraire, les événements des derniers jours indiquent que le numéro un soviétique compte persister dans la voie de la répression.

N'ayant pas apprécié la façon dont les journaux ont traité la tentative de mise au pas de la Lituanie, Gorbatchev a immédiatement fait planer la menace d'un retour à la censure. La tâche de justifier la révocation de la loi sur la liberté de presse a été confiée à une commission chargée de trouver les moyens d'assurer une information « objective ».

Gorbatchev a ainsi signé la fin de la glasnost et le retour d'une rhétorique orwelienne qui détourne le sens des mots. En même temps, le Kremlin continue d'appeler la Lettonie à se soumettre au pouvoir soviétique, arrête dans les rues de Vilnius les jeunes appelés qui refusent de rejoindre les casernes, et met en place les pièces d'un scénario éculé: celui visant à légitimer de futures interventions militaires en tirant profit de quelques organisations fantoches qui appellent à « l'aide ».

Parallèlement, Gorbatchev a promis de tenir en mars un référendum sur son nouveau « projet d'Union ». Mais l'URSS est déjà engagée trop loin sur le chemin de la dictature pour que cette consultation ne puisse être autre chose qu'un simulacre de démocratie. Quelle crédibilité pourrait-on accorder à un processus référendaire si la presse est bâillonnée et que l'armée se tient sur un pied d'alerte?

Cette semaine, l'Autriche a fait une timide proposition visant à engager la communauté internationale dans la recherche d'une solution au problème balte, sous les auspices de la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe. L'URSS a rejeté cette proposition. Il est douteux qu'un tel arbitrage international puisse être organisé sur fond de poudrière irakienne. Mais l'Occident ne doit pas se fermer les yeux sur la question balte sous prétexte qu'il a plus que jamais besoin du soutien stratégique de l'URSS dans la guerre du Golfe. Car en ces temps de débandade économique, l'URSS a tout autant, sinon plus, besoin de l'Occident.

Agnès GRUDA

Pas de papamobiles!

La suprématie légendaire de la Sûreté du Québec vient de se heurter de front à l'autoritarisme responsable de son ministre, M. Claude Ryan. Il a sagement réprimé leur désir primaire de se munir de chars d'assaut achetés aux États-Unis et dont la facture s'élèverait à près de 2,5 millions.



Pour la SQ, est-ce une séquelle de la crise amérindienne ou l'envie d'introduire l'exotisme du golfe Persique aux abords du pont Mercier? Il s'agit plutôt d'une autre preuve qu'à la Sûreté du Québec, on se croit encore tout permis.

Si l'idée d'envoyer deux agents faire du magasinage aux USA pour trouver les meilleures aubaines sur le marché des blindés relève de la direction, le syndicat des policiers l'appuyait fortement.

Mais comment expliquer que la direction de la SQ ait décidé d'un tel achat incongru sans avoir consulté le ministre? Un ministre qui, depuis sa nomination, a pris les choses bien en main et a promis à la communauté autochtone de Kahnawake une nouvelle formule de surveillance sur le territoire.

Dans son esprit, M. Ryan ne pensait certainement pas à trois chars d'assaut de type *Leopard*, amphibies et étanches aux contaminations radioactives, avec à leur bord quatre policiers, chacun entraîné à manier un canon de 105 millimètres, une mitrailleuse 7,2 mm, 54 obus et 4 000 cartouches de ravitaillement.

S'il est vrai que le ministre Ryan s'entretient plusieurs fois la semaine avec le directeur Robert Lavigne, il vaudrait mieux échanger plutôt que de monologuer. Ou proposer des cours de recyclage sur le terrain pour policiers orgueilleux dépassés par les événements contemporains.

À quand la fin d'un État dans l'État?

Claudette TOUGAS



La boîte aux lettres

Mulroney et la TPS

Monsieur Claude Masson,

■ Félicitations pour votre éditorial intitulé « TPS : Prix citron à Brian Mulroney ». Vous rejoignez mon point de vue et aussi, j'en suis certaine, celui de nombreux lecteurs.

Cette loi n'a jamais été expliquée aux contribuables. Le gouvernement canadien aurait eu avantage à les renseigner et à leur faire voir les bons et les mauvais côtés de la taxe. Au lieu de cela, nous sommes plongés dans une confusion totale. En recevant une facture dans un magasin, il est très difficile de trouver l'explication du montant taxé. Aucun commis ou gérant ne peut nous la fournir.

Je me sens très frustrée. J'ai l'impression d'être un robot payant.

Si au moins cette taxe servait réellement à réduire l'immense dette nationale! Je crains, au contraire, que cette taxe supplémentaire ne serve qu'à payer une fois de plus de luxueux et infructueux voyages de ministres.

Françoise CARTIER
Saint-Laurent

■ Pourquoi attendre le *Festival juste pour Rire* pour se payer une bonne rigolade, il suffit de lire *La Presse*.

Cela ne vous fait pas rire (ou pleurer), vous, le titre suivant: « Députés fédéraux et autochtones admissibles à un remboursement de TPS » (*La Presse*, samedi 29 décembre)?

Bien sûr, nos autochtones auront droit à un remboursement de TPS. Après l'été qu'ils ont passé et fait passer à tout le monde, c'est tout naturel, j'imagine. Monsieur Ricard, de Revenu Canada, est impuissant à nous expliquer ça! Allez, faites un effort, monsieur Ricard, je suis impatiente du résultat.

Par ailleurs, les députés, ces «pôvres» qui touchent seulement 91 700$ par année sans compter les allocations de toutes sortes, auront eux aussi droit à un retour de TPS. « Ben voyons », avec un salaire comme celui-là en temps de récession, cela est juste et raisonnable...

Une question, monsieur Ricard : pourriez-vous m'expliquer pourquoi un couple marié (et heureux de l'être) n'a pas droit, lui, au remboursement de TPS, parce que les deux salaires sont calculés pour le remboursement, et que le même couple non marié, avec les mêmes salaires, y a droit, lui!!?

Vous savez, la somme de deux salaires ne totalise pas toujours 91 700$ par année. Le couple marié ne peut pas non plus déduire de pensions alimentaires et allocations de toutes sortes. Il est patient, le couple marié, il paie bien, le couple marié, n'a droit à rien ou presque, le couple marié, ne dit rien, le couple marié, peut-être parce que les gens heureux n'ont pas d'histoire. Mais lentement le couple marié commence à en avoir plein le dos.

Edith D'AMOUR
Marieville

Discrimination acceptable

■ Dans un article publié dans *La Presse* du 21 décembre, Martha Gagnon cite les dires de la Commission de protection des droits de la jeunesse du Québec au sujet de la discrimination faite à des jeunes d'origine ethnique étrangère à qui on interdit de s'exprimer dans leur langue. À mon avis, il est indéniable qu'il s'agit d'une discrimination basée sur l'origine ethnique; par contre elle est acceptable, car nécessaire. L'unique solution à ce problème posée par la Commission, l'embauche de personnel de la même origine que la clientèle, me semble difficilement applicable. En effet, dans un centre d'accueil à majorité francophone telle La Cité des Prairies, il est déjà difficile de trouver des éducateur qualifiés qui parlent l'anglais et cette langue est parlée par la plus grande minorité du Québec.

Le problème demeure donc entier et la seule solution possible reste la restriction de certains droits individuels, car la Commission semble oublier un détail important: le haut niveau de dangerosité de la clientèle des centres d'accueil à garde fermée tel La Cité des Prairies. En effet, pour des raisons sécuritaires évidentes, l'éducateur en fonction se doit de savoir tout ce qui se fait et tout ce qui se dit dans l'unité de vie. Donc les conversations doivent se dérouler dans un langage qu'il peut comprendre. Si les jeunes ne se conforment pas à cette règle, la sécurité du personnel et des autres jeunes en présence peut exiger que les contrevenants soient séparés dans deux unités distinctes. Ces techniques sont certes discriminatoires, mais acceptables.

Martin GARNIER
educateur au Centre d'accueil
La Cité des Prairies

Les journaux de quartier

À Claudette Tougas et Marianne Favreau,

■ Mesdames, vous vous étonnez que la Ville de Montréal ait «oublié» d'inclure les journaux de quartier dans sa réglementation sur la distribution des circulaires. Ainsi, selon vous, les journaux de quartier devraient être traités comme de simples circulaires. Voilà un raisonnement surprenant venant de deux journalistes.

Les journaux de quartier diffusent une information que les quotidiens ne couvrent pas, à moins qu'elle soit d'intérêt général ou spectaculaire. Ils informent les citoyens sur ce qui les touche de près, leur donne le pouls du quartier, exposent les enjeux du secteur, font connaître les politiciens locaux en retraçant leurs bons et leurs mauvais coups. Les journaux de quartier occupent un créneau que les autres médias ne peuvent remplir. Cela en fait-il des circulaires pour autant?

En parlant des journaux de quartier, Marianne Favreau souligne que « ce sont leurs feuilles qui jonchent* les rues ». Je vous renvoie l'ascenseur puisqu'aujourd'hui, en prenant le métro, j'ai constaté que c'étaient les feuilles de *La Presse* qui étaient éparpillées dans le wagon!

Christiane DESJARDINS,
rédactrice en chef,
Journal Côte-des-Neiges
Journal Notre-Dame-de-Grâce

** Cette correspondante a omis le mot « souvent » qui apparaissait dans mon texte. Nuance! M.F.*

Opinions

Un NON presque unanime à la guerre

N.D.L.R. — Les nombreux lecteurs qui nous ont écrit sur le conflit dans le golfe Persique sont majoritairement opposés à cette guerre et, surtout, à la participation du Canada. Voici des extraits de leurs lettres.

Manque de patience

En lançant la « tempête du désert » contre les forces irakiennes occupant le Koweït, le président George Bush fait preuve d'un manque de patience et de diplomatie ahurissant. Ce faisant, il sabote la tentative de forces plus pacifistes de l'ONU d'établir un nouvel ordre mondial basé sur les pressions économiques et diplomatiques plutôt que militaires. L'attitude du gouvernement canadien est tout aussi condamnable, lui qui vient de rejeter plus de 20 ans de diplomatie efficace en appuyant les États-Unis dans leur démarche guerrière.

Robin CANTIN
Université Laval

Une guerre insensée

■ Les États-Unis vivront bientôt dans le golfe Persique une deuxième guerre du Vietnam. Le malheur, c'est qu'ils veulent y entrainer tout le monde occidental. Nous nous étions réjouis de la chute du Mur un peu trop vite; nous avions oublié que si quelqu'un continue à produire des armes, il faut bien que quelqu'un les « consomme » tôt ou tard. Et le danger pour la santé croit avec l'usage...

On nous parle d'intégrité territoriale, de violation de la souveraineté nationale pour appeler à la défense des intérêts de l'Émir, des intérêts des marchands d'armes, des intérêts des pétrolières. Pourtant, les bonnes causes n'ont jamais manqué. Où étaient donc les ardents défenseurs des droits et libertés quand les Pinochet, Pol Pot et compagnie se sont installés? Qui a défendu l'intégrité territoriale de la Grenade ou de Panama quand les valeureux Marines y ont débarqué? Qui a jamais parlé de recourir à la force pour empêcher l'armée israélienne de tirer sur les Palestiniens?

De plus, le prix à payer pour empêcher Saddam Hussein d'exploiter les puits de pétrole koweïtiens risque d'être trop élevé. En pleine récession, avons-nous les moyens d'engloutir des millions, voire des milliards, dans une telle guerre?

Avec nos impôts, nous préférerions peut-être faire manger les enfants montréalais sous-alimentés (vous savez bien, ceux qui n'arrivent plus à se concentrer en classe l'après-midi... ici, chez nous, dans un pays industrialisé et développé). Ou, mieux encore, nous soignerons les victimes de « leur » guerre.

Jacques BÉDARD
Saint-Lambert

L'homo sapiens a peu changé

■ Environ 400000 ans se sont écoulés depuis que notre ancêtre, l'*homo sapiens* fit son apparition. La fabrication d'armes pour assurer sa subsistance et sa survie ainsi que la protection des territoires occupés ou conquis constituaient ses principales activités.

Qu'en est-il aujourd'hui? Force est de constater que la situation a irrémédiablement régressé. L'espèce est devenue plus belliqueuse et toujours aussi assoiffée de conquêtes de territoires. Qui plus est, ces activités naguère isolées et individuelles se sont solidement institutionnalisées au niveau des peuples, des nations et des gouvernements.

L'on eût cru qu'après des millénaires jalonnés de guerres et de génocides et, plus récemment d'un demi-siècle de guerre froide, l'appétit de la plupart des gouvernements se fusse assouvi. Voeux pieux! La crise du Golfe vient de mettre à nu les instincts, ô combien encore primitifs, de l'espèce évoluée de l'*homo sapiens* que cristallisent la majorité des chefs d'État impliqués dans cette confrontation.

Olthene TANISMA
Montréal

D'une guerre à l'autre

■ Au terme de la guerre froide, la machine de guerre, celle des États-Unis en tête, n'a pas chômé. Après le communisme, l'islam est le nouvel ennemi, le nouveau symbole contre lequel « le monde libre » se définira, se comportera, se justifiera. La démilitarisation qu'on disait tant souhaiter n'a donc pas eu lieu. La guerre pour le contrôle du monde, sous prétexte de différends idéologiques socio-économiques, se poursuit dorénavant sous le prétexte d'idéologies culturelles et religieuses.

Gilles McMILLAN
Martinville

Les « Cent Familles »

■ Il est vrai que la politique israélienne semble ne pas tenir compte de la leçon de 1939-45 dont toute l'humanité devrait se souvenir, en l'occurrence et au premier plan les Juifs.

Par contre, on ne peut pas négocier la paix en envahissant un pays dit « légitime » par la communauté internationale pour régler un autre problème. Imaginez l'exemple que cela donnerait à d'autres.

L'erreur s'est faite lorsque les Américains se sont installés dans la région. L'ONU, tout comme le Canada et la Grande-Bretagne, est au service de l'Oncle Sam — j'allais dire au service des « Cent Familles » (milliardaires américains) qui ont fait que M. Bush est en place actuellement. Pour ne citer qu'un exemple, avant que la guerre commence l'Arabie Saoudite a acheté pour 12 milliards $ (US) d'armement aux « Cent Familles ».

Personnellement, je m'enrôlerai dans les forces armées si l'on m'assure une représentation arabe et juive résidant au Canada et la participation du fils aîné de M. Mulroney au sein de mon bataillon. Sans cette condition, je vous promets un « Woodstock » aux cheveux courts. Qu'est-ce que je dis là? Je suis Québécois et à ce que je sache, le Québec n'envoie pas de troupes dans le golfe.

Christian PELCHAT
Montréal

Une guerre immorale

■ Le Koweït, l'Arabie saoudite, les Émirats du Golfe ne sont pas des démocraties. Pourtant, ce sont « nos alliés ».

Faire la guerre à l'Irak, ce n'est pas protéger la souveraineté d'un petit pays sans défense. Le Canada a-t-il protesté avec autant de vigueur quand Israël a envahi les territoires palestiniens? Quand les États-Unis ont envahi Grenade ou Panama?

Le Canada est en train de s'engager dans une guerre meurtrière pour défendre les intérêts financiers et économiques des personnes les plus riches de la planète, pour imposer solidement au Sud la loi des multinationales du pétrole et l'ordre économique du Nord. Il s'agit d'une guerre injuste et immorale.

Québécois, refusez d'aller tuer pour les milliardaires; refusez de payer pour leurs guerres. Je refuse.

Jacques LABONTÉ
Verdun



L'ex-général Allard au peloton d'exécution...

■ Le jour même où Alain Dubuc titre en éditorial « Le Canada doit rester un ambassadeur de paix », l'ex-général Allard clame: « Les Arabes sont des bandits et Hitler était un monsieur, comparé à Hussein. »

Jusqu'où peuvent donc aller des individus comme ce monsieur dans leur délire, leur mythomanie ou carrément leur ignorance ou bêtise crasse?

Je pensais d'autre part qu'il existait une loi dans notre pays sur la propagande haineuse et raciste et que les journaux étaient tenus de l'appliquer!

Ce petit ex-général, guère grand à mes yeux, ferait mieux de gérer sa ménopause et contempler ses galons bien remisés dans un fond de tiroir au lieu d'insulter un milliard d'Arabes. Qu'il s'intéresse un peu plus à l'histoire pour essayer de comprendre que cette autre sale guerre n'est motivée que par le pétrole des Arabes, ressource certes mondiale — mondialisée par qui et au profit de qui? Ressource appartenant bel et bien aux Arabes et sans laquelle même les petites flottes de guerre de ce général se retrouveraient en chômage, tout comme lui d'ailleurs.

C'est la grâce que je souhaite à ce petit monsieur et je me permets de signer à titre d'ex-commando, à jamais dégoûté de l'uniforme et plus particulièrement des généraux.

Marcel MARJOT
Montréal

■ Nous tenons à exprimer notre indignation devant les propos haineux et racistes tenus par l'ex-général Allard à l'encontre des Arabes: « ...les Arabes sont tellement fanatiques... c'est (Saddam Hussein) un fanatique comme les autres arabes... les Arabes sont des bandits. »

Ce sont là des propos inacceptables qui montrent que M. Allard, qui s'amuse à comparer Hitler et Saddam, est aussi raciste que le premier et aussi fanatique que le second. Seule sa bêtise et son ignorance le distinguent des deux autres.

Jawad SOALLI
Centre d'Études Arabes pour le Développement

Pourquoi cette folie?

Monsieur le Premier ministre,

■ En date du 24 juin 86, dans une lettre en réponse à des élèves de 4e année, vous écriviez: « ...je n'aurai pas réalisé mon désir le plus cher si, sous ma direction, le Canada ne contribuait pas à réduire la menace de guerre et à accroître les perspectives de paix. »

Alors, Monsieur Mulroney, quelle mouche vous a piqué pour que vous précipitiez le Canada dans l'aventure américano-irakienne? En pleine récession, avec des finances gouvernementales en débandade, avec un appui populaire de l'ordre de 20 p. cent, de quelle autorité, avec quelle légitimité avez-vous pu décider de lancer notre pays tête première dans ce bourbier? Pourquoi ne pas avoir attendu l'effet des sanctions économiques?

D'une façon ou d'une autre, nous sommes piégés et votre discours ne convainc que vous-mêmes. Il est complètement aberrant que vous prononciez le mot guerre. Nos administrations consacrent annuellement 30 milliards à la santé; tout est déployé pour garder artificiellement en vie les comateux chroniques, les incurables sont empêchés de mettre consciemment fin à leurs jours, nous traquons les suicidaires, la VIE est sacrée, proclame-t-on. Mais pour quelques barils de pétrole vous êtes prêts à provoquer une guerre meurtrière et un désastre écologique aux conséquences inimaginable. Ne décelez-vous pas là une faille dans votre logique?

Ne serait-il pas temps d'avoir la guerre en horreur, de cesser de considérer celles du passé comme des faits divers et d'arrêter aussi de glorifier les malheureux éclopés qui en sont revenus? Inconsciemment, nous vouons un culte à la guerre et les militaires qui vous entourent nourrissent subtilement cette dévotion. Ils ont un vocabulaire épuré et vicieux où les mots blessure, souffrance, mutilation, mort sont bannis. La réalité guerrière qui est sang, souffrance et mort est banalisée et cette barbarie n'est que l'inévitable conséquence d'une nécessité qui est raison d'état.

Mario LAPRISE
Saint-Étienne

Si tu veux la paix, prépare la guerre

■ Il est amusant d'entendre et de lire les propos de nos pacifistes idéalistes antiaméricains du jour, malheureusement trop présents dans certains milieux, dont celui de l'éducation.

Ce doit être certainement les mêmes qui, au début des années 1980, s'opposaient à la politique américaine vis-à-vis l'Union soviétique.

Face à la force, la meilleure dissuasion réside dans la menace de l'utilisation de celle-ci et ultimement son utilisation.

Face au réarmement soutenu de l'Union soviétique amorcé à la fin des années soixante-dix, les États-Unis ont réagi en ne baissant nullement les bras et ont réarmé à la demande de l'Europe qui se sentait alors menacée. Cet effort a permis à l'Occident de ne pas se laisser distancer et de ne pas créer un déséquilibre des forces qui aurait pu créer des tentations du côté soviétique.

Dix ans plus tard, acculé à la faillite économique par l'effort américain de réarmement, l'Union soviétique a pris la voix de la raison. Ce pays s'est rendu compte que face à la fermeté des États-Unis aidés de ses principaux alliés, la France de François Mitterrand, la Grande-Bretagne de Margaret Thatcher et le Canada de Brian Mulroney, ses ambitions militaires ne mèneraient nulle part.

À l'opposé, l'inaction des gouvernements français et britannique face à la montée d'Hitler, de l'émergence du nazisme et de la militarisation de l'allemagne a mené à l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale où cinquante millions d'humains ont péri.

« Si tu veux la paix, prépares la guerre ». L'histoire de l'humanité est jonchée d'exemples attestant de la véracité de cet adage.

Philippe CAUCHI M.A.
Ottawa

Le mal envahit la terre

■ L'humanité est à la veille de payer pour son manque de confiance et de responsabilité. Depuis que les hommes ont pris le contrôle de l'humanité, les peuples s'enlisent inlassablement dans le gouffre noir et profond de la noirceur. Le mal envahit la terre.

Guy BOULIANNE
Montréal

Rhétorique belliqueuse

■ Nous vivons depuis une décennie une situation d'affrontement larvée entre le monde chrétien et le monde musulman. Ne prétendons pas parler ici des musulmans, que nous ne connaissons pas (c'est d'ailleurs un sérieux problème). Notre propre inquiétude, par contre, est évidente devant la montée en puissance d'une ferveur religieuse dont seuls nous parviennent des éclats guerriers et des cris d'intolérance.

Les appels télévisés de Saddam Hussein à la guerre sainte sont destinés au monde musulman, qu'il espère rallier à sa cause; ironiquement, l'action des médias étant beaucoup plus efficace en Occident, ils auront plutôt comme effet de réveiller dans le monde chrétien la peur de l'intégrisme musulman. La rhétorique belliqueuse du président irakien fouettera l'ardeur au combat des occidentaux plus efficacement que celle du président Bush.

Guy VERSAILLES
Vaudreuil-sur-le-Lac

Bonjour, monsieur le premier Ministre,

Nous sommes des enfants de 8 ans.
Nous vous écrivons pour vous parler du conflit entre le Koweït et l'Irak dans le golfe Persique. Nous, ça nous inquiète de savoir qu'il va peut-être avoir une guerre. Vous ne trouvez pas que déjà il y en a assez comme ça? Nous dans notre classe, quand il y a des conflits, on les règle souvent en se parlant. Quand on n'est pas capable de trouver des solutions, on en parle au Conseil.

Le Conseil c'est: On se regroupe tous les enfants avec la professeure et on parle des projets collectifs et on essaie de trouver des solutions aux problèmes.

Nous on n'est pas d'accord parce que vous envoyez des soldats au golfe Persique.

On veut que les chefs des pays se parlent au lieu de faire la guerre S.V.P.

Nous faisons à chaque matin une minute de silence jusqu'à ce qu'il y ait la paix dans le golfe Persique.

Marie-Claude Demers D'Amour

et tous les enfants de la classe de Danielle Jasmin!

École Alternative L'Envol
1305 de L'Assomption
Laval H7E 4C5 Qc
663-3502

Marie-Eve Meault
Guillaume Payette
Jonathan-Xavier
Alexis Charlebois-Laurin
Carl Gravel
Mélisande Demers-Caron
Laurent Noël
Hugues Tremblay
Fannie Doré-Turgeon
Olivier Côté
Vanessa Roy
Dominique Déry
Mathieu Dostie
Marie-Pier Sénécal Grondin
Amélie Dufresne
Anne Daveluy-Morency
Christophe Geoffrion
Mathieu Lauzière

La gloire de mon père

■ Mon père, ce n'est pas seulement un père, c'est aussi un grand-père et même un arrière-grand-père: quatre belles générations qu'il contemple du haut de ses soixante-quatorze ans.

La guerre a toujours marqué la vie de mon père. Né durant la Première Guerre mondiale, il s'est marié avant la Deuxième Guerre mondiale. Et cette troisième qui gronde autour du golfe Persique m'inquiète. Où s'arrête le fanatisme quand le torchon brûle entre deux nations qui s'abreuvent à deux sources qui cumulent pourtant les mêmes vérités: Le Coran et la Bible? Et de quel pouvoir semble s'enquérir les princes de l'or noir, imbus de leurs richesses?

Il n'y a rien au monde qui puisse justifier les guerres. Seule la bêtise. De tuer par principe va à l'encontre des principes et échappe à l'entendement de la plus élémentaire des sagesses.

Mon père a toujours détesté regarder les images de guerre à la télévision; que ce soit un film de fiction ou un documentaire. Il abhorre. Et moi, son fils, je dois m'armer de courage pour dire aux hommes que cette terre ne nous appartient pas; pas plus que la vie qui nous est donnée.

Daniel LABONTÉ
Montréal

Prions pour la paix

■ Nous ne voulons pas être des spectateurs impuissants qui croient à la fatalité de la guerre. Toutes les personnes de bonne volonté qui croient à la paix sont invitées à utiliser l'arme de la prière, une heure par jour, jusqu'à ce que la paix règne dans cette région troublée du monde. La prière et la prière seule qui peut changer le coeur des personnes.

« Si vous avez la foi, vous transporterez des montagnes. »

Antoine Ahmarani
Fabreville

Guerre à la guerre

■ J'irai par les chemins s'il le faut, pauvre et insoumis, sans uniforme, ni casque, ni fusil, plutôt qu'avec du sang sur mon corps qui soit de femmes, d'enfants ou de soldats.

Je pleure sur les foules enivrées par le sang et la gloire qu'on leur chante de mourir en héros, au nom de la patrie et sous les drapeaux, alors que le ministre orchestre la sinistre hécatombe. Je refuse de payer ma dîme à cet État sacré où l'innocent trompé gît en inconnu sous les arcs-de-triomphe, et où le prêtre en képi prépare l'holocauste en chantant Te Deum à la gloire des armées.

Je dis non à ceux qui oppriment en mon nom, aux faiseurs d'unité à coups de silence, de peur et d'obéissance; à ceux qui achètent la paix à ce prix j'oppose ma liberté et ma conscience. Je nie la tranquillité aux goûts de guerre, de sang et d'humiliation, la supercherie des traîtres qui vendent leur âme aux idoles pour que des milliers d'autres meurent à leur place; je refuse la paix au coût du meurtre. Mais je dis oui à la vérité sans mensonge, à la justice sans gibet et me refuse à embrasser l'une en baisant l'autre, à faire du viol la joyeuse fête des nuits de noces.

Jean-Claude RAVET
Montréal

Précision

■ Je me dois de signaler une erreur dans le compte rendu de la conférence de presse du Regroupement « Échec à la guerre » en page E-8 de votre numéro du 9 janvier.

Au troisième paragraphe, il est écrit: « Madeleine Parent, qui se souvient d'avoir protesté en 1939 contre le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale... »

Il s'agit là d'une altercation à la conférence de presse entre une journaliste des médias anglophones et la soussignée où celle-là suggérait que j'avais été contre la participation canadienne à la guerre de 1939-45.

Pour toute réponse, j'ai raconté une histoire personnelle pour démontrer que j'avais appuyé la participation du Canada à cette guerre mais que j'avais été contre la conscription. L'altercation s'est déroulée en anglais. Il faut croire que votre correspondant n'a pas compris.

Madeleine PARENT
Montréal

La guerre du Golfe confond les économistes

Les cours du brut se sont effondrés

RUDY LE COURS

On s'attendait à ce que la guerre du golfe Persique crée une pénurie de pétrole: elle a tout au contraire engendré une saturation des marchés. Conséquence: les cours du brut se sont effondrés tant à Londres qu'à New York dès qu'il est devenu clair que les puits saoudiens étaient hors de danger.

Le prix du brut, qui s'était envolé sur les places boursières asiatiques à plus de 40 $ US le baril dès le début des hostilités, s'est affaissé à l'annonce du succès des raids américains et des forces coalisées.

À la clôture de la séance de la Bourse mercantile à New York, le prix du baril de West Texas Intermediate pour livraison en mars cotait 21,45 $ US en baisse de 10,55 $. A Londres, le Brent de mer du Nord a reculé de 9,20 $ et cotait seulement 20,80 $ en fin de séance.

L'affaissement des prix n'illustre pas seulement la confiance des négociateurs dans l'issue de la guerre du Golfe: il traduit la sursaturation des marchés qui en découlerait.

Selon Europa, l'association européenne de l'industrie pétrolière, «grâce aux efforts des pays producteurs, la disponibilité de brut est revenue à des niveaux supérieurs à ceux atteints juste avant le début de la crise cet été.» Comme de plus, la consommation a diminué en raison du ralentissement économique, les réserves sont très élevées et les pays producteurs sont contraints d'accumuler leurs stocks.

Selon Philippe Hervieu, analyste pétrolier chez Nesbitt Thomson Deacon à Montréal, les prix du brut devraient se maintenir à des niveaux assez bas durant plusieurs semaines et même légèrement baisser, encore à moins d'un revirement imprévu sur le champ de bataille.

L'Agence internationale de l'énergie reconnaissait de son côté que les surplus étaient considérables, ce qui devrait forcer le devancement de la réunion de l'OPEP, prévue en mars à Vienne. Le cartel pourrait devoir ajuster à la baisse sa production de manière à s'assurer que le prix du brut ne tombe pas sous la barre des 21 $ sur laquelle il s'était entendu comme prix plancher au printemps.

La déclaration de l'Agence, liée à l'effondrement des prix, a incité les pays de la Communauté européenne a reporté sine die l'entrée en vigueur de mesures visant à limiter de sept p. cent la consommation de pétrole sur une base volontaire.

De son côté, la Maison blanche précisait que l'utilisation des réserves stratégiques annoncée quelques heures avant l'attaque, ne débutera pas avant la fin de février, voire en mars.

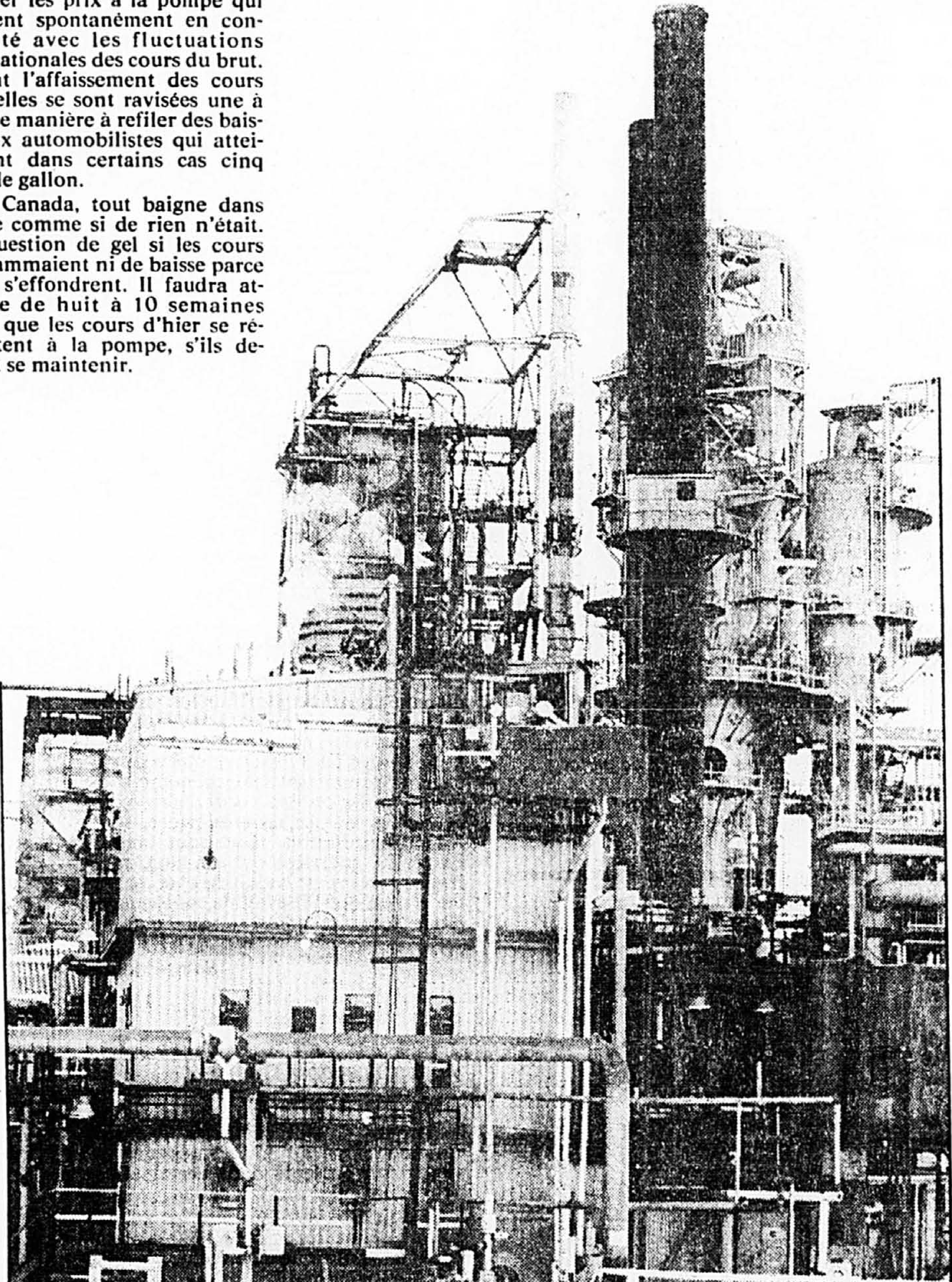
Cette situation de surplus survient alors que l'ensemble de la production iraquienne et koweitienne est sous embargo. La destruction des installations de ces deux pays dans le cadre du conflit ne devrait donc pas modifier la situation. Il en aurait été autrement si les puits saoudiens avaient été anéantis ou gravement endommagés puisqu'on y pompe jusqu'à 8,5 des 24 millions de barils produits tous les jours.

Alertées par la flambée des cours du brut sur les marchés asiatiques mercredi soir, certaines pétrolières américaines avaient annoncé leur intention de geler les prix à la pompe qui évoluent spontanément en conformité avec les fluctuations internationales des cours du brut. Devant l'affaissement des cours hier, elles se sont ravisées une à une, de manière à refiler des baisses aux automobilistes qui atteignaient dans certains cas cinq cents le gallon.

Au Canada, tout baigne dans l'huile comme si de rien n'était. Pas question de gel si les cours s'enflammaient ni de baisse parce qu'ils s'effondrent. Il faudra attendre de huit à 10 semaines avant que les cours d'hier se répercutent à la pompe, s'ils devaient se maintenir.

INDICES

MONTRÉAL	1721,82 (+24,33) (+1,43%)
TORONTO	3201,64 (+37,15) (+1,17%)
NEW YORK	2623,51 (+114,60) (+4,57%)
DOLLAR CANADIEN	86,28 ¢ (-0,67 ¢)
PÉTROLE (N.-Y.)	21,45 $ (-10,55 $)
OR (N.-Y.)	373,40 $ (-29,80 $)





Frénésie à l'ouverture des marchés: le Dow Jones gagne 114,6 points

LISA BINSSE

L'espérance d'une victoire des forces américaines et alliées dans le golfe Persique a provoqué hier matin une frénésie à l'ouverture des marchés financiers nord-américains. Le Dow Jones a gagné 114,6 points, sa deuxième hausse de tous les temps.

Les marchés boursiers et financiers, hier, ont réagi au déclenchement des hostilités dans le Golfe de manière tout à fait opposée à celle que l'on attendait: les places boursières ont toutes affiché des hausses sensibles, alors que les cours du pétrole se sont effondrés.

Au fil de la journée, la situation s'est quelque peu calmée devant le succès de l'attaque américaine sur l'Irak, mais la hausse s'est poursuivie toute la journée. Le volume des transactions à la Bourse de New York a doublé par rapport à la moyenne des six mois pour atteindre 318,9 millions de dollars US.

«C'est une grosse journée. C'est excitant», a lancé hier Denise Péloquin, analyste de la firme ScotiaMcleod. Depuis six mois, le volume moyen des transactions à la Bourse de New York était de 150 millions.

C'est la Bourse de New York qui a connu la plus forte hausse. le Dow Jones clôturant avec une hausse exceptionnelle de 114,6 points à 2623,51, soit un bond de 4,5 p. cent.

L'agence Dow Jones parlait de la deuxième plus forte hausse du célèbre indice. La première est celle du 21 octobre 1987, quelques jours après le krach boursier, alors que l'indice terminait la journée avec une progression de 186,8 points.

Mme Péloquin a noté que 30 minutes après l'ouverture de la Bourse de New York, l'indice Dow Jones avait grimpé de 80 points, «ce qui est exceptionnel». Le fait, entre autres, que les actions d'IBM se transigeaient à 116 $US, en hausse de 7 $, a donné confiance aux acheteurs.

Mais cette confiance, a-t-elle ajouté, réside dans la conviction des investisseurs que la guerre sera non seulement victorieuse, mais de courte durée. Une vive contre-attaque des Irakiens ferait reculer les marchés.

Dès l'ouverture des bourses, hier matin, les analystes s'attendaient à des marchés très forts, notamment à cause de la hausse de 4,47 p. cent enregistrée à la Bourse de Tokyo, où l'indice Nikkei avait grimpé de 1004 points à la fermeture. La Bourse de Londres a connu une hausse de 2,4 p. cent. L'indice FT- SE 100 grimpait de 49,8 points à 2104,6.

La Bourse de Toronto a aussi connu une hausse, mais beaucoup moins forte que celle de New York. L'indice TSE 300 a gagné 37,15 points à 3201,64. Le prix de l'once d'or a d'ailleurs chuté de 29,80 $US pour terminer la journée à 373,40 $US l'once.

À Montréal, la bourse a aussi connu une hausse appréciable. L'indice de marché XXM a augmenté de 24,33 points à 1721,82.

Le taux d'escompte de la Banque du Canada à 11,08 %

JACQUES BENOIT

Pour la deuxième semaine consécutive, la Banque du Canada a fortement réduit hier son taux d'escompte, qui a reculé de 22 centièmes de point à 11,08 p. cent, entraînant à sa suite le taux préférentiel des établissements financiers qui est passé de 12,75 p. cent à 12,25 p. cent, en baisse d'un demi-point. Le dollar canadien a lui aussi dégringolé, perdant 67 centièmes au cours de la journée.

Les taux hypothécaires ont suivi — ou devraient suivre sous peu —, avec des diminutions allant jusqu'à un demi-point de pourcentage.

«C'est très bien pour l'économie. On va assister encore à des baisses. Mais même si ça diminuait d'encore 100 centièmes de point, ça ne veut pas dire que l'économie repartira comme une fusée. Il y a trop de dommages», a déclaré l'économiste en chef de la Banque nationale, M. Richard Carter.

Entraînée dans les remous du conflit dans le golfe Persique, la devise canadienne, elle, a perdu hier, d'un coup, 67 centièmes de cent américain par rapport au dollar US, avec une cote de 86,28 US en clôture contre 86,95 US la veille. Raison: les milieux financiers ne voient plus le dollar canadien comme une monnaie refuge, en raison de la tournure prise par la bataille du Koweït.

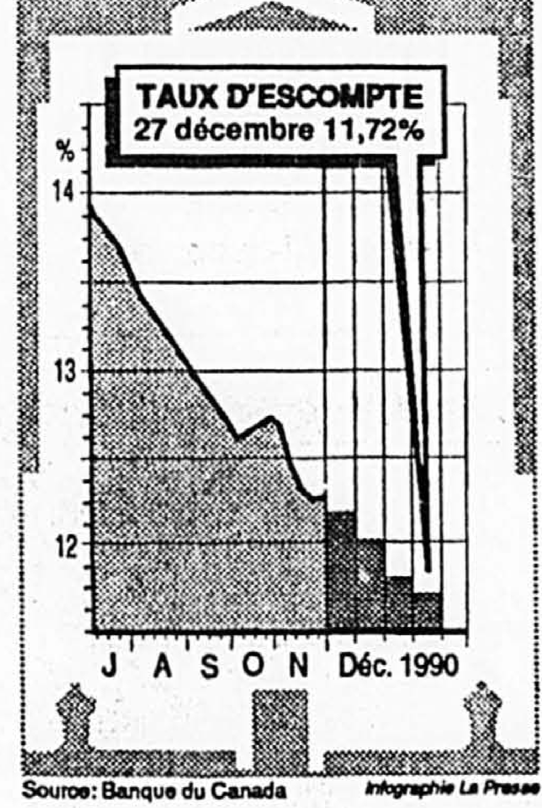
«On a l'impression que les Américains ont vraiment du succès, qu'il n'y aura pas de bouleversement dans le prix du pétrole, et donc qu'il n'y aura pas de poussée inflationniste, explique M. Georges Saba, économiste en chef du Montréal Trust. Ça donne de la marge de manoeuvre à la Banque du Canada et ça lui permet de baisser son taux d'escompte. Mais la guerre n'est pas finie...»

M. Carter, de la BN, ne s'attend pas à de nouvelles diminutions des taux au cours du prochain mois, l'incertitude restant à ses yeux trop grande.

Toutefois, le premier vice-président trésorerie et placements de la Caisse centrale Desjardins, M. Arthur Pfeiffer, s'attend de son côté à une baisse additionnelle d'environ un demi-point pour le mois qui vient.

«Mais il faudrait que ça baisse encore d'un point de pourcentage ou de 1,5 p. cent pour que ça ait de l'effet sur l'économie. Ça devrait arriver d'ici trois à six mois. En juin, le taux préférentiel devrait être à 11 p. cent», dit-il.

À ses yeux, ce sont surtout les taux à court terme (jusqu'à cinq ans) qui régresseront, alors que les taux à moyen et à long terme varieront moins.



Source: Banque du Canada — Infographie La Presse

Finances personnelles

MICHEL GIRARD

Renouveler son hypothèque avant terme?

Renouveler son hypothèque avant terme entraine souvent des pénalités. Il faut bien vérifier si le taux réduit d'une nouvelle hypothèque rendra l'opération rentable. Par ailleurs, entre personnes liées on peut certes faire des dons... mais on n'échappera pas au fisc.

Le fiscaliste consulté cette semaine est Michel Matifat, de la firme Poissant Thibault-Peat Marwick Thorne.

Renouvellement d'hypothèque

Q. Je suis co-propriétaire avec ma soeur d'un duplex à Montréal et nous habitons respectivement un logement. Notre hypothèque actuelle est de 92 500 $ et fut renouvelée fin septembre 1990 à 13 p. cent pour une période de deux ans. Il s'agit d'une hypothèque amortie sur 17 ans. Advenant que le taux hypothécaire baisse, serait-il avantageux de renégocier notre hypothèque avant terme. Je prendrais les fonds nécessaires (pénalités) à même ma marge de crédit personnelle. Si oui, à quel taux hypothécaire devrions-nous entreprendre ces démarches.

Mme L. G. Montréal

R. Depuis le sommet atteint en mai dernier, les taux d'intérêt sont à la baisse au pays. Malgré un certain recul, les taux hypothécaires demeurent toutefois encore élevés. Les hypothèques d'un terme de deux ans varient présentement entre 12 et 12,5 p. cent. La plupart des grandes banques canadiennes exigent actuellement 12,5 p. cent. Du côté des fiducies, plusieurs d'entre elles demandent un quart à un demi point de moins que les banques.

Quand on parle de pénalités pour renégociation avant terme d'une hypothèque, cela pourrait atteindre l'équivalent de trois mois d'intérêt, ce qui est très onéreux. Plus l'hypothèque est récente, plus les intérêts sont élevés, toute proportion gardée.

Votre emprunt hypothécaire devrait nécessiter actuellement des mensualités d'environ 1106 $. Pour chaque baisse d'un p. cent du taux hypothécaire, les mensualités diminueraient approximativement de 60 $. Sur une année, cela signifie une économie de 720 $, ce qui est tout de même appréciable.

Mais une hypothèque qui en est à ses débuts, coûtera en pénalités quelque 3000 $. On peut ainsi voir que, dans un tel cas, la renégociation de l'hypothèque ne serait pas rentable, à moins d'une chute de cinq points de pourcentage. Il ne faut pas se leurrer, une telle chute est impossible dans le contexte actuel.

Maintenant, les pénalités varient tout de même d'une institution à une autre. Peut-être qu'à certains endroits, il y a moyen de renégocier son hypothèque avant l'arrivée de l'échéance et ce sans pénalités... ou presque. Bien souvent, dans un tel cas, on vous accordera un taux d'intérêt intermédiaire, entre le taux négocié à la signature de l'emprunt et le taux actuel. C'est une façon sûrement moins coûteuse... de renégocier l'emprunt hypothécaire.

Faire un don et économiser?

Q. J'ai acquis de mon père (un fermier), il y a plusieurs années, une parcelle de sa terre. En raison des infrastructures aménagées par la ville, les terrains ont pris de la valeur et sont maintenant recherchés. Pour diminuer mon gain en capital, lors d'une future vente, un notaire m'a dit que je peux céder à mon épouse la moitié desdits terrains. Ce dernier affirme qu'entre époux on peut se faire des dons sans problème. Un autre professionnel, un comptable agréé cette fois, me dit que je n'ai pas le droit de faire un tel don et que j'aurai à être taxé sur l'excédent du 100 000 $ de gain en capital. J'aimerais bien avoir l'heure juste afin de donner le moins d'argent possible aux gouvernements.

I. D. Mercier.

R. Il est vrai qu'il est possible de faire un don à votre épouse. Cependant, entre personnes liées maritalement, le don doit être effectué à la juste valeur marchande du bien transféré. Et le donateur, vous en l'occurence, devra déclarer le gain en capital réalisé à la suite de ce transfert de propriété.

Exemple: supposons que le terrain a été acquis de votre père au prix de 5000 $. Aujourd'hui, sa valeur est maintenant rendue à 50 000 $. Si vous cédez à titre de don la moitié du terrain à votre épouse, vous serez tenu de déclarer un gain en capital de 22 500 $, soit 50 000 $ - 5000 $ divisé par deux. Évidemment, si vous avez encore droit à votre exemption à vie sur le gain en capital vous pourrez y déduire ce gain en capital.

Votre épouse, elle, sera réputée avoir acheté ledit terrain pour une somme de 25 000 $. Si le terrain est revendu plus tard à 35 000 $, elle en sera quitte pour déclarer un gain en capital de 10 000 $. Vous, à partir du moment où le don prend effet, vous n'avez plus à vous occuper de la plus-value du terrain, si ce n'est de la partie qui vous reste encore.

Pour toutes questions touchant vos finances personnelles, veuillez écrire à: LA PRESSE, Finances personnelles, AS Michel Girard, 7 rue St-Jacques, Montréal, H2Y 1K9

NDLR: Les renseignements fournis dans ce courrier proviennent d'informations que nous croyons fiables. Ils ne constituent pas cependant une garantie. A partir de cas particuliers, nous généralisons notre étude de manière à répondre au plus grand nombre de lecteurs possible.

Pour bien gérer

Et si votre employé était votre client...

Sylvie Mongeau

Psychologue — conseillère en développement organisationnel Centre Hospitalier Saint-Charles-Borromée

■ La situation économique actuelle menace plus que jamais les entreprises. Leur survie est largement conditionnée par la qualité de leur gestion et surtout de leur gestion des ressources humaines. En effet, il semble que seul l'esprit innovateur, la loyauté, la compétence, la motivation et la productivité des employés puissent vraiment permettre à une entreprise non seulement de survivre mais de se démarquer.

Ainsi, la principale responsabilité des gestionnaires est-elle de maintenir motivé son personnel afin d'assurer une productivité maximale? Tâche qui s'avère plutôt complexe compte tenu des différences individuelles et de la complexité de l'être humain. Aussi faut-il agir avec honnêteté, tact et diplomatie lorsque les employés connaissent des baisses de rendement. Une intervention auprès d'un employé en difficulté ne s'improvise pas.

Lorsque le gestionnaire observe que l'employé ne répond plus de façon satisfaisante aux attentes qui lui ont été clairement signifiées, il se doit d'intervenir dans les meilleures délais. L'expérience démontre que de ne pas intervenir ou de retarder l'intervention en espérant que le problème va se solutionner par lui-même n'est surtout pas la stratégie à adopter.

Évidemment l'importance, la constance et la durée de la baisse de rendement doivent justifier l'intervention du gestionnaire. Des faits concrets ou des observations précises doivent être consignés afin d'illustrer clairement les écarts de rendement. L'arbitraire ou de simples suppositions n'ont pas leur place dans la relation gestionnaire-employé.

Lorsque le gestionnaire intervient auprès de l'employé, il poursuit deux objectifs: signifier à l'employé le problème et son impact sur son rendement et corriger le comportement pour rétablir la situation.

Un climat propice est essentiel à toute intervention. Ainsi l'entretien doit être privé, imprégné de respect et de considération. Toute l'attention du gestionnaire doit être centrée sur l'intervention et cette rencontre ne doit pas être tenue en un temps où le gestionnaire ou l'employé est survolté, fatigué, préoccupé ou agressif.

Lors de la rencontre, il est impératif que le gestionnaire maintienne la discussion centrée sur le problème à résoudre. L'employé dans ces situations est souvent inconfortable et peut chercher à éviter la question. Le gestionnaire présente les faits qu'il a observés et en vérifie l'exactitude avec l'employé. Il est essentiel d'amener ce dernier à reconnaître la justesse des faits exposés.

Corriger un comportement

Ensuite le gestionnaire réitère à l'employé ses attentes en termes de rendement. Il fait ressortir l'écart entre le comportement actuel et celui attendu. De fait l'objectif visé est de corriger un comportement et non de changer l'individu. Le fait pour l'employé de reconnaître cet écart est une condition sine qua non à la modification de son comportement.

Plusieurs actions peuvent être utilisées par le gestionnaire pour amener l'employé à admettre le problème. Il faut d'abord maintenir son estime de soi, se montrer empathique, lui faire prendre conscience de ses sentiments, clarifier les éléments de discussion, l'encourager à s'exprimer et surtout éviter toute forme de jugement.

Une fois le problème reconnu, il est réglé... ou presque! En effet, il reste à l'employé et au gestionnaire la recherche conjointe de diverses solutions. La solution retenue doit être susceptible de résoudre le problème et adaptée à l'employé. Les actions à entreprendre par chacun pour appliquer la solution sont déterminées. Un échéancier de réalisation est convenu et une date de suivi est fixée. Le gestionnaire termine l'entretien en reprenant les divers éléments de l'intervention: écart de rendement, solution, actions à entreprendre, résultat à atteindre et suivi.

Si l'entreprise a intérêt à traiter au mieux ses clients, il en va de même pour ses employés. À l'instar du client, l'employé a besoin de considération, d'écoute et de soutien pour solutionner les problèmes rencontrés.

La Presse publie chaque semaine cette chronique rédigée par des consultants ou des professionnels membres de l'Association des Professionnels en Ressources humaines du Québec.

Labatt centralise ses activités et licencie 100 cadres

NICOLE FRANCE BERNIER

■ La consommation de bière continue de s'émousser au pays, et les Brasseries Labatt du Canada a confirmé hier qu'elle licencie une centaine d'employés cadres au Canada, soit deux p. cent de son effectif total et sept p. cent de son personnel salarié.

Comme l'a fait sa rivale Molson en 1985, Labatt centralise ses activités canadiennes de mise en marché, de publicité et de recherche au siège social de la compagnie à Toronto. Toutefois, le marketing n'est pas affecté au Québec, comme l'indique M. Alain Bolduc, porte-parole de la compagnie.

« Au Québec, affirme-t-il, entre 10 et 15 postes seront coupés, mais contrairement aux autres provinces, les coupures se font dans les différents services plutôt que dans les activités de marketing.

Marché québécois

« C'est que Labatt a reconnu l'importance et la spécificité du marché québécois, et la compagnie a décidé de ne pas altérer la structure de gestion. » La période de licenciements a commencé hier et se poursuivra jusqu'à la fin de février.

Labatt compte environ 400 cadres et 2000 employés dans la Belle Province, et quelque 6000 employés au Canada.

M. Bolduc indique que les mises à pied surviennent alors que la concurrence entre brasseurs est particulièrement agressive au Canada, et tandis que la consommation de bière connait une stagnation depuis le milieu des années 80.

« Avec la fusion des compagnies Molson et O'Keefe en 1989, Labatt a perdu la première place et est devenue le brasseur no 2 au Canada, indique-t-il. En même temps, la consommation de bière a stagné et même diminué. De plus, la concurrence étrangère et l'apparition des micro-brasseries affectent notre marché. »

Marché en déclin

Comme l'indique M. Yvon Millette, président de l'Association des brasseurs du Canada, la bière est un marché en déclin. En 1990, il s'est vendu au Québec 1,4 million de caisses de 24 bouteilles de bière de moins que l'année précédente, ce qui représente une baisse de 2,4 p. cent.

Les bières importées et celles des micro-brasseries ne représentent qu'une petite partie du marché au Québec, à peine un p. cent, mais la réalité de l'Ouest canadien est tout autre. « Dans l'Ouest, affirme M. Bolduc, les bières importées, surtout les bières américaines en canettes, représentent jusqu'à 10 p. cent du marché.

« D'ailleurs, ces pourcentages n'iront pas en s'amenuisant au cours des prochaines années, parce que les compagnies américaines exercent d'énormes pressions, notamment avec l'entente du GATT, pour obtenir un meilleur accès au marché canadien.

Selon un analyste montréalais, il n'est pas impossible que les brasseurs canadiens doivent procéder à d'autres coupures au cours des prochains mois. Celles-ci affecteraient vraisemblablement les activités de promotion et de publicité, qui représentent des dépenses de quelques 350 millions par année pour l'industrie de la bière. M. Bolduc affirme toutefois que Labatt ne prévoit pas d'autres réductions de personnel en 1991.

La Mutuelle des fonctionnaires se lance dans le courtage

RICHARD DUPAUL

■ La Mutuelle des Fonctionnaires du Québec se lance dans le secteur du courtage, en faisant l'acquisition des services de courtage immobilier de Trustco Général du Canada. Le président de la nouvelle compagnie: M. Paul Legault, l'ancien patron du Permanent.

Le montant de la transaction, qui devrait être complétée à la fin de janvier, n'a pas été dévoilé.

Connue sous le nom «Le Maître Courtier», la filiale du Trust Général spécialisée dans la vente de propriétés compte plus de 125 employés et 500 agents d'immeubles répartis dans 25 bureaux au Québec.

Pour le Trust Général, une filiale de Trustco Général du Canada, «cette transaction s'inscrit dans un plan stratégique connu, visant à concentrer nos activités dans le domaine des services financiers et fiduciaires», a déclaré M. Maurice Myrand, président et chef de la direction.

Le courtage immobilier a représenté l'an dernier 4 p. cent du chiffre d'affaires de Trustco Général (669 millions en 1989).

Pour sa part, la Mutuelle cherchait depuis un certain temps l'occasion de s'impliquer dans le courtage immobilier, a déclaré son président du conseil, M. Claude Simoneau.

C'est M. Paul Legault, l'ancien vice-président et directeur général du Permanent, qui dirigera la nouvelle filiale du Groupe MFQ, dont le nom reste à déterminer. On se rappellera que M. Legault avait tenté en vain d'acheter, des mains de Canada Trust, le Permanent l'an dernier. Mais la transaction avait achoppé à cause d'un problème de financement.

La Mutuelle des fonctionnaires contrôle un actif de 1,2 milliard de dollars et emploie plus de 1100 personnes. Elle réunit une quinzaine de compagnies, dont la Capitale, compagnie d'assurance générale, la Société Nationale de Fiducie et la Personnelle, compagnie d'assurance du Canada.

Pour sa part Trustco General, société-membre du Groupe l'Industrielle-Alliance, oeuvre dans différents secteurs des services financiers et administre un actif de 15 milliards.

Questions d'argent

MICHEL GIRARD

Cette chronique fait le point sur des sujets traités lors de l'émission Questions d'argent, diffusée à Radio-Québec le jeudi, 19h30. Reprise le dimanche à 9h30. L'émission est animée par Lise LeBel, avec la participation de Michel Girard, de LA PRESSE, et Diane Bellemare, de l'UQAM.

Plan d'urgence de rationnement du pétrole

■ C'est maintenant officiel: un plan d'urgence de rationnement du pétrole est entré en vigueur hier. Le plan deviendra opérationnel dans une quinzaine de jours.

Côté approvisionnement en pétrole, le Canada est auto-suffisant. Alors pourquoi évoque-t-on la mise en place d'un système de rationnement de l'essence?

Il est vrai que le Canada est auto-suffisant. Qui plus est, il est même classé dans la catégorie des exportateurs nets de pétrole, la quantité de pétrole exportée dépassant les importations. Théoriquement, un rationnement en pétrole n'aurait pas sa place dans un pays exportateur comme le Canada.

Mais en pratique, comme le Canada est l'un des 21 pays industrialisés membres de l'Agence internationale de l'Énergie (AIE), il doit respecter les engagements conclus entre les membres. Et un des engagements touchent justement la répartition équitable des réserves de pétrole disponibles entre les membres de l'organisme et ce dans le but d'éviter qu'un des membres en manque.

Devant la guerre sévissant dans le Golfe Arabo-Persique, l'AIE a préparé un plan d'urgence qui forcera, dans deux semaines, chaque pays membre à contribuer à la création d'un supplément de 2,5 millions de barils par jour.

La part du Canada a été fixée à 115000 barils par jour, ce qui équivaut à sept p. cent de notre consommation quotidienne de pétrole.

Pour fournir ce pétrole, le Canada a deux options: ou bien il puise dans les réserves excédentaires des grandes pétrolières canadiennes ou bien il limite la demande. Depuis quelques mois, le gouvernement fédéral incite les Canadiens à réduire leur consommation d'essence. Mais cela se fait sur une base volontaire.

Mesures restrictives

Avec l'entrée en vigueur du plan d'urgence de l'AIE, le gouvernement fédéral devrait annoncer des mesures restrictives. On parle de réduction de la consommation tant chez les citoyens, les organismes gouvernementaux que les entreprises et ce par le biais de mesures telles la réduction forcée de la vitesse sur les autoroutes, la diminution de la température dans les maisons et immeubles.

Si la situation devenait grave, en raison de la destruction d'installations pétrolières au Moyen-Orient, un système de distribution de tickets de rationnement de pétrole pourrait même être créé.

Autre façon de rendre le rationnement efficace: augmenter les prix de l'essence à la pompe.

Si cela peut rassurer des gens, mentionnons qu'actuellement les réserves mondiales de pétrole sont extrêmement élevées. Il faudrait une longue guerre ou une destruction massive des installations pétrolières pour que la situation devienne alarmante.

Fait à noter: le Canada est certes un exportateur net de pétrole mais en raison de son étendue il importe 30 p. cent de sa consommation et exporte 40 p. cent de sa production. Il importe un volume important, notamment pour répondre aux besoins en pétrole du Québec. Quelque 60 p. cent des approvisionnements en pétrole brut du Québec proviennent de l'étranger. Le reste nous vient de l'Ouest canadien, par pipeline. Toutefois, le pipeline en question arrête à Montréal. Le 60 p. cent provenant de l'étranger sert à desservir les raffineries situées plus à l'est de la province, comme celle de St-Romuald.

Ce pétrole étranger arrive par bateau non pas du Moyen-Orient mais plutôt de la Mer du Nord, de l'Amérique du Sud et de l'Afrique.

Système de santé: si on se comparait...

On a beau critiquer notre système de santé, n'empêche qu'il est l'un des meilleurs au monde. Notre système n'a d'ailleurs rien à envier à ceux qui s'y apparentent, comme celui de la France, de la Suède ou de l'Allemagne.

Le système québécois de santé coûte plus cher, en ce sens que nous y consacrons 8,8 p. cent de notre Produit Intérieur Brut alors que la moyenne dans les pays membres de l'OCDE est de 7,5 p. cent. Si on se compare avec les États-Unis, nul doute que notre système est nettement meilleur. Est-il nécessaire de rappeler que 61 p. cent des Américains souhaitent l'adoption d'un système semblable au nôtre. Il faut dire qu'avec leur système, les gens doivent se payer des assurances privées, ce qui n'est pas accessible aux citoyens démunis.

Notre système de santé a des failles. Nul doute. Surtout du côté de son financement. Avec sa récente réforme, le ministre de la Santé et des Services sociaux, Marc-Yvan Côté, entend imposer un impôt-service dans le but d'éponger une partie des coûts.

Cet impôt-service a un sacré défaut: il ouvre la porte à la sélectivité. En outre, il défavorise les personnes âgées qui prennent plusieurs médicaments par jour. À choisir entre le ticket-modérateur et l'impôt-service, il appert que le ticket-modérateur serait préférable. Des pays comme la France et la Suède ont introduit pareil ticket et il semble que cela a donné des bons résultats. Une baisse des coûts aurait notamment suivi. Bien sûr, pour que le ticket-modérateur ne soit pas pénalisant, il est évident que les personnes à revenus faibles devraient être remboursées totalement.

L'Indice précurseur Desjardins toujours en baisse

Presse Canadienne

■ L'Indice précurseur Desjardins est en baisse pour un septième mois consécutif, confirmant si cela était nécessaire que l'économie québécoise s'enfonce dans la récession.

La dernière livraison du bulletin mensuel sur l'IPD publié par la direction de l'analyse économique au Mouvement Desjardins indique en effet que l'indice a chuté de 1,4 p. cent au mois d'octobre, le dernier mois pour lequel les données de base sont disponibles.

Selon ses concepteurs, l'IPD anticipe le comportement de l'économie au Québec d'environ six mois. « Compte tenu de ces résultats, une reprise de l'activité économique au Québec semble peu probable avant le second semestre de 1991 », écrit l'économiste François Dupuis, responsable de la publication.

Il estime qu'avec une succession prévue de cinq trimestres consécutifs de décroissance de l'écomomie, « la récession en cours pourrait bien être l'une des plus longues période d'affaissement depuis la deuxième grande guerre », estime M. Dupuis.

« La sévérité de la récession inquiète à plus d'un titre », ajoute-t-il, notant que la détérioration du bilan financier des entreprises ainsi que la marge de manoeuvre financière limitée des gouvernements « accentuent le climat de pessimisme des Québécois. »

Le CN à la recherche d'un nouveau président

RICHARD DUPAUL

■ Le Canadien National est à la recherche d'un nouveau président et chef de la direction pour remplacer M. Ron Lawless, dont le mandat se termine en octobre et qui ne sera vraisemblablement pas renouvelé.

Fait inusité pour une entreprise de cette taille, le CN a fait paraître des annonces dans les principaux quotidiens au pays demandant aux intéressés de soumettre leur candidature. La firme Laurendeau Labrecque Gestion, membre du groupe Alliance International, a reçu le mandat de diriger les « recherches » au Québec.

« Le conseil d'administration du CN a décidé de former un comité de sélection, sous la direction du président du conseil, M. Brian Smith, pour trouver des candidats », a expliqué un porte-parole M. Robert Frank. L'exercice vise à doter le CN de « certaines options » dans l'éventualité où M. Lawless quitterait son poste.

Lors d'une entrevue au mois de décembre, M. Lawless, qui aura 67 ans le 24 avril, a indiqué qu'il comptait prendre sa retraite à la fin de son mandat.

M. Lawless, qui est entré au CN en 1941 à titre de commis, a été nommé président du groupe en 1987. Il s'est acquis une réputation de « dur » à cause des nombreuses compressions qu'il a imposées au CN au fil des ans dans l'espoir de rentabiliser ses activités. Son mandat a été renouvelé à deux reprises par le gouvernement.

Pour l'instant, les observateurs misent surtout sur des candidats à l'interne pour le remplacer. On avance notamment les noms de M. John Sturgess, premier vice-président et chef de l'exploitation, John Walker, premier vice-président Ouest canadien, et de M. Yvon Masse, premier vice-président et chef de la direction financière.

Écono-flashes

Diminution des commandes en usines

■ Le valeur des commandes à satisfaire en novembre par les industries manufacturières du Canada a été de 2,8 p. cent moindre qu'en octobre, s'établissant à 23,8 milliards $ comparativement à 24,5 milliards le mois d'avant. Un recul de 1,2 p. cent avait été enregistré de septembre à octobre. Parallèlement, le volume des commandes à remplir ultérieurement s'est amenuisé de 0,9 p. cent en novembre au regard d'octobre. Les livraisons ont représenté 24 millions $ en novembre, soit trois p. cent de moins que les 24,8 milliards enregistrés en octobre, une baisse imputée surtout à un fléchissement dans le matériel de transport, particulièrement les véhicules automobiles. Pour les onze premiers mois de 1990, les livraisons ont représenté 270,2 milliards, soit 2,9 p. cent de moins que durant la même période en 1989.

CANADA: ventes de maisons en baisse de 23,4 p. cent

■ Tandis que le prix moyen variait entre 67 657 $ à Chicoutimi et 254 890 $ à Toronto, la facture type étant de 226 385 $ à Vancouver, l'Association immobilière du Canada a enregistré l'année passée au pays 23,4 p. cent moins de ventes de maisons qu'en 1989. Basées sur les transactions résultant d'inscriptions multiples, les observations de l'Association dénotent une accentuation du ralentissement au fil de l'exercice, un total de 163939 maisons changeant finalement de mains comparativement à 214 112 en 1989. Des villes de l'Ouest, notamment Calgary, Edmonton, Winnipeg et Regina, ont connu une amélioration de leur marché durant le premier trimestre, les ventes demeurant supérieures à la moyenne nationale jusqu'au milieu de l'année à Halifax et Saint-Jean de Terre-Neuve.

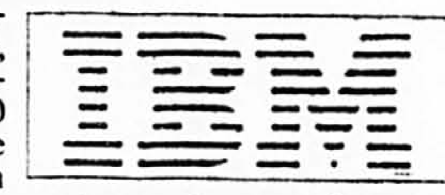
Moins d'acier canadien début janvier

■ La fabrication d'acier au Canada entre le 1er et le 12 janvier a été de 465646 tonnes, soit huit p. cent de moins que les 506055 tonnes fournies durant la même période en 1990, a révélé le bureau fédéral des statistiques.

Ouvertures de chantiers en baisse, aux É.-U.

■ Le ministère du Commerce des États-Unis a fait savoir à Washington que le nombre desaisonnalisé des nouveaux chantiers de constructions domiciliaires était tombé à 987 000 en décembre, un recul de 12,4 p. cent sur le mois précédent et de 22,5 p. cent sur décembre 1989. Il s'agit du plus bas niveau depuis janvier 1982, alors qu'on avait recensé 902 000 chantiers. Le nombre total des chantiers en 1990 a été de 1 193 000, un recul de 13,3 p. cent sur l'exercice antérieur et un autre point bas. En 1982, au cours de la récession précédente, 1 062 000 millions de logements avaient été construits.

IBM CANADA a vendu plus et gagné moins



■ Géant de la production informatique avec près de 13 000 employés, la société IBM du Canada communique pour son exercice de 1990 des résultats comportant un chiffre d'affaires de 4,58 milliards $ et un bénéfice net de 316 millions qui représentent respectivement une hausse et une baisse de neuf p. cent sur les ventes de 4,19 milliards et les profits de 349 millions réalisés en 1989. Évoquant le relatif succès de l'entreprise dans la présente récession, son président John Thompson a souligné à Montréal qu'IBM Canada a exporté l'an dernier pour 1,8 milliard de sa production, un progrès de 16 p. cent sur l'exercice précédent. Il a ajouté que les dépenses des laboratoires canadiens d'IBM ont atteint 209 millions l'an passé, 35 millions de plus qu'en 1989.

Innovations aéroportuaires, à Toronto



■ Dans le cadre d'un programme d'innovations et de rénovations d'une valeur de cent millions $ à l'aérogare 2 de l'aéroport international Pearson de Toronto, la société Air Canada a inauguré un dispositif capable de traiter correctement 60 articles de bagage par minute au lieu de deux comme précédemment. Réalisé au coût de 28 millions, le nouveau système s'inscrit dans le cadre d'un projet conjoint de trois ans du ministère fédéral des Transports et de la société Air Canada en vue d'améliorer les services aux voyageurs aériens en général et ceux d'Air Canada en particulier. Prévu pour avril prochain, un réseau de trottoirs roulants est au nombre des travaux commandés.

GRAPHICOR lié à SOQUEM à Saint-Jovite

■ Conformément à l'accord conclu au printemps dernier avec la société gouvernementale Soquem, la compagnie minière Ressources Graphicor Inc. annonce son acquisition d'un intérêt indivis de 50 p. cent de la propriété du lac Carmin, située à 40 km à l'ouest de Saint-Jovite et comportant 13 claims sur 520 hectares du canton Addington. En vertu de l'entente, Graphicor, qui cherche de gisements de graphite en vue d'exploitation ultérieure, assumera les travaux sous la direction d'un comité de gestion composé de représentants des parties en nombre égal.

La Banque BT ferme son service obligataire à Montréal

■ La Banque BT (Banker's Trust) du Canada, une maison de courtage offrant des services institutionnels, a fermé son service obligataire de Montréal le 15 janvier dernier. Cette décision survient exactement deux ans après l'ouverture de leurs bureaux montréalais. Deux négociateurs ont été remerciés. Il s'agit de MM. Louis Campeau et Michel Charbonneau. De Toronto, le vice-président aux finances, M. Robert Barclay, a affirmé que la Banque BT poursuivrait ses activités à Montréal sur le marché financier en négociant tout particulièrement les produits dérivés tels les options et le troc financier.

Chambre de commerce du Québec: démission du président



■ Le conseil d'administration de la Chambre de commerce du Québec a accepté la démission du président de la Banque, Clément Joly, pour des raisons personnelles. Le président du conseil, Jean Lambert, terminera le mandat de M. Joly.

STANDARD TRUST fait le ménage



■ Standard Trustco annonce le départ de trois de ses vice-présidents. La compagnie, qui a mis en vente sa fiducie Standard Trust, procédera à de nouvelles nominations bientôt, indiquant que les postes vacants seront remplis par des personnes qui contribueront à redonner à la société son rang au sein de l'industrie des services financiers au Canada.

BANQUE NATIONALE: forte activité

■ D'importants blocs d'actions de la Banque Nationale ont été échangés hier sur les marchés boursiers. Un dirigeant de la Banque a affirmé que ces transactions avaient été initiées par des investisseurs institutionnels. Il a ajouté, qu'à sa connaissance, ces transactions ne sont pas reliées à des développements futurs de la banque. L'action de la « BN » était le titre le plus actif hier à la Bourse de Toronto, où 3,8 millions d'actions avaient changé de mains au milieu de l'après-midi.

Rachat chez LESSARD, BEAUCAGE et LEMIEUX

■ Fabriquant notamment fenêtres et solariums, la compagnie montréalaise Lessard, Beaucage et Lemieux Inc., dont le plus récent exercice a permis des ventes de 33 millions, exprime l'intention de procéder — à compter de mardi et pour un an — une offre publique de rachat d'un maximum de 344 000 de ses actions ordinaires, soit cinq p. cent des 6,8 millions de ces titres en circulation, par la bourse de Montréal. Les administrateurs de LBL jugent le cours de ces actions sous-évalué et y voient un placement judicieux des réserves de l'entreprise. La compagnie a déjà racheté 229 900 de ses actions ordinaires au fil des 12 derniers mois.

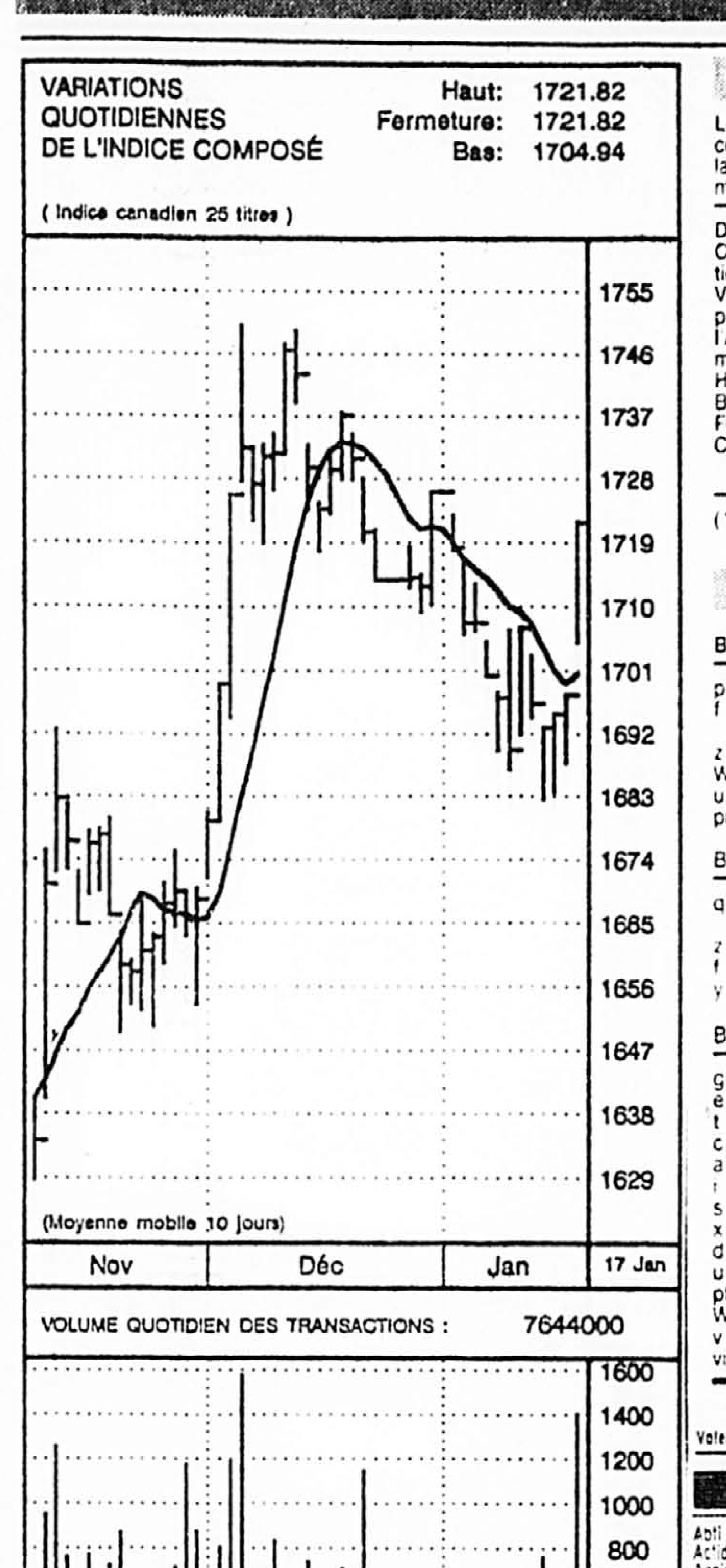
Percée d'ASEA BROWN BOVERY aux États-Unis

■ La succursale canadienne d'Asea Brown Bovery, un géant mondial de l'électro-technique et pour qui 4000 personnes travaillent au Canada, signale à Montréal que les six derniers mois lui ont permis d'effectuer une percée aux États-Unis en y vendant à des services publics pour 16 millions d'inductances shunts, lesquels, rappelle ABB, optimisent le transport de l'électricité en absorbant la puissance réactive qu'engendrent les lignes à haute tension sur de grandes distances. Actif dans 140 pays où elle emploie 200 000 personnes, ABB a son siège social en Suède et son chiffre d'affaires annuel est de l'ordre de 25 milliards.

MONTRÉAL

VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ — Haut: 1721.82 — Fermeture: 1721.82 — Bas: 1704.94

(Indice canadien 25 titres)



VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS : 7644000

1600 1400 1200 1000 800 600 400 200 — Nov — Déc — Jan — 17 Jan

INDICES DE MONTREAL

	Ferm.	Var.
MARCHÉ CANADIEN (XXM)	1721.82	+24.33
MARCHÉ BANCAIRE (XCB)	1721.71	+43.04
HYDROCARBURES (XCO)	1473.00	-14.10
MINES/MÉTAUX (XCM)	1678.66	-13.52
PROD. FORESTIERS (XCF)	2148.85	+31.27
BIEN D'ÉQUIP. (XCI)	1234.05	+32.74
SERV. PUBLICS (XCU)	1629.97	+19.19

source: Info-Bourse Inc.

COMMENT LIRE LES COTES DE LA BOURSE

Les titres sont énumérés par ordre alphabétique de noms de compagnies. Seuls apparaissent les titres transigés au cours de la période. La valeur des titres est exprimée en cents sauf si la mention « $ » apparait.

Div (1) = Dividende par action sur une base annuelle.
C/B (1) = Cours de l'action divisé par le bénéfice annuel par action.
Ventes = En unités sauf si la mention « h » (centaines) apparaît, pour les Bourses canadiennes. À la Bourse de New York et à l'AMEX, tous les montants sont exprimés en centaines sauf si la mention « z » (unités) apparaît.
Haut = Sommet atteint par le titre au cours de la période.
Bas = Plancher touché par le titre au cours de la période.
Ferm. = Cours à l'arrêt des transactions.
Ch = Variation par rapport au cours de fermeture de la séance précédente (lot régulier).

(1) Données disponibles pour les Bourses américaines seulement.

EXPLICATION DES CODES

BOURSES DE MONTRÉAL ET TORONTO

p ou o = Titre assujetti à une réglementation spéciale.
f = Action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne.
z = Lot brisé.
Wt ou w = Bon de souscription (*Warrant*).
u = Unités de capital-actions.
pr = Action privilégiée

BOURSE DE VANCOUVER

q = Action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne.
z = Lot brisé.
f = Entreprise commerciale ou industrielle.
y = Entreprise de ressources.

BOURSES DE NEW YORK ET AMEX

g = Dividende en dollars canadiens
e = Dividende extraordinaire.
t = Dividende en action.
c = Dividende spécial faisant suite à une liquidation.
a = Dividende annuel plus un dividende extraordiaire.
i = Paiement suspendu du dividende.
s = Après fractionnement d'actions.
x = Ex-dividende.
d = Nouveau bas de l'année.
u = Nouveau haut de l'année.
pf = Action privilégié
Wt = Bon de souscription.
v = Suspension des transactions.
vi = Situation de faillite.

Valeurs	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	ch. Net
A / B					
Abti Prce	500	$11¾	11¾	11¾	+ ¼
Actidev	500	80	80	80	+ 10
Agnico.wt	5000	155	152	152	− 23
Agnico E	5650	$6⅝	6¼	6⅜	− ¼
fAgromx	7046	12	10	12	− 2
BgRy 1.45	1500	$16½	16½	16½	+ ⅛
BgRy 1.88	400	$22¼	22¼	22¼	
Bq.Ry.srF	2000	$24⅝	24⅝	24⅝	+ ¼
Bq. T—D	126769	$17½	16⅞	17⅜	+ ½
B.TD.srF	700	$24	23⅞	23⅞	− ⅛
B.Imp.sr8	2400	$23⅞	23¾	23⅞	+ ¼
B.Imp.sr6	1800	$24	24	24	+ ¼
BqC.Imp	111148	$27⅝	27⅛	27½	+ ⅝
[illegible]					

Valeurs	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	ch. Net
U / Z					
fUAP.In.A	900	$15½	15½	15½	
Ultrmar	300	$6⅞	6⅞	6⅞	
Uni—Selct	1100	$6⅞	6½	6⅞	− ⅛
Unigesc0.65	805	$8⅝	8⅝	8⅝	+ ⅛
fUniges B	7500	245	240	240	
Unienergy	10300	$11¼	11¼	11¼	+ ⅛

CIBk Nv.c	15000	125	125	125	+ 45
Total Sales :				103,900	
Partnership Units					
PGF VIII	791	$6½	6½	6½	
Saskoil eu	100	$100	100	100	+1½
Total Sales :				891	
Junior					
Armeno	6500	25	25	25	− 1
Armistc	64075	11	11	11	− 1

Temisca	2382	17	17	17	
VSM	11500	95	95	95	
Vior	14000	58	57	57	
Total Sales :				454,457	
Total Market :				7,443,425	

[illegible]

LES GRAINS

WINNIPEG (CONTRATS EN TONNES)

MARCHE A TERME

	Ouv.	Haut	Bas	Ferm.	Hier
LIN					
Mars	246.70	250.00	245.80	250.00	250.20
Mai	250.50	252.50	249.00	252.50	252.40
Juil.	254.10	257.00	253.00	257.00	256.20
Oct.	262.00	264.00	260.80	263.60	264.90
Dec.	267.00	267.40	266.60	267.40	268.80
VANCOUVER					
GRAINE CANOLA					
Janv.	281.80	284.10	281.50	284.10	283.00
Mars	283.00	288.10	283.00	288.00	286.60
Juin	290.20	295.40	290.00	295.10	293.10
Sept.	298.50	304.00	298.50	303.90	302.00
Nov.	305.50	310.20	305.50	309.90	307.70
SEIGLE					
Mars	90.00	90.00	90.00	90.00	90.50
Mai	92.50	93.70	92.50	93.70	94.00
Juil.	97.50	97.50	97.50	97.50	98.00
Oct.	100.00	100.00	100.00	100.00	101.00
ORGE (Thunder bay)					
Mars	85.50	86.80	85.50	86.50	87.60
Mai	90.00	91.00	90.00	90.90	92.00
Juil.	92.50	93.70	92.50	93.20	94.40
Oct.	90.00	90.50	90.00	90.50	90.90
BLÉ-FOURRAGER					
Mars	108.50	109.50	108.40	109.00	109.30
Mai	108.00	108.70	107.80	108.10	108.80
Juil.	- -	- -	- -	107.60	107.50
Oct.	103.00	103.30	103.00	103.10	103.40
AVOINE					
Mars	79.00	79.00	79.00	79.00	79.00
Mai	- -	- -	- -	79.90	80.00
Juil.	- -	- -	- -	79.80	79.80
Oct.	- -	- -	- -	88.50	88.50
ORGE (Alberta)					
Fev.	97.80	97.80	97.00	97.00	98.00
Mai	- -	- -	- -	101.50	102.50
Août	- -	- -	- -	103.00	103.00
Nov.	- -	- -	- -	101.00	101.00

MARCHE AU COMPTANT:
AVOINE: 1 cw 76.00 : 2 cw 76.00 : 3 cw : 76.00 grains melanges 71.00
ORGE(Thunder Bay) 1 cw 83.20 2 cw : 82.20 : grains melanges 73.20
SEIGLE 1 cw 82.70 : 2 cw 80.70 cw 56.70
LIN 1 cw 244.20 : 2 cw 242.20 3 cw 209.20
GRAINE - CANOLA: Thunderbay canadienne no1 264.10
Vancouver no1 canadienne 284.10

BLÉ FOURRAGER: 3 rouge printemps 106.00 fourragere canadienne 101.00
Orge Alta: Calgary — — : Lethbridge — —

CHICAGO

	Ouv.	Haut	Bas	Ferm.	Hier
BLÉ					
Mars	2.48	2.54	2.45	2.54	-.04
Mai	2.57	2.64	2.55	2.63	+.04
Juil.	2.65	2.71	2.63	2.71	+.03
Sept.	2.71	2.78	2.71	2.77	+.02
Dec.	2.84	2.91	2.84	2.91	+.03
Mars	2.99	2.99	2.98	2.98	-.04
Ventes: 7 935					
Int. en cours:					
MAÏS					
Mars	2.35	2.42	2.35	2.40	+.01
Mai	2.43	2.49	2.43	2.48	+.01
Juil.	2.50	2.56	2.49	2.55	-.01
Sept.	2.50	2.56	2.50	2.56	+.02
Dec.	2.51	2.57	2.51	2.56	-.01
Mars	2.60	2.64	2.60	2.63	+.01
Mai	2.64	2.67	2.64	2.67	+.01
Ventes: 63 304					
Int. en cours:					
AVOINE					
Mars	1.13	1.16	1.13	1.15	+.01
Mai	1.19	1.22	1.19	1.21	+.01
Juil.	1.26	1.28	1.25	1.27	-.00
Sept.	1.32	1.32	1.32	1.32	-.01
Dec.	1.38	1.39	1.38	1.39	+.00
Ventes: 642					
Int. en cours:					
FÈVES-SOYA					
Janv.	5.58	5.74	5.57	5.71	-.07
Mars	5.67	5.81	5.64	5.77	+.06
Mai	5.82	5.95	5.78	5.92	-.07
Juil.	5.92	6.09	5.92	6.04	-.06
Août	5.98	6.10	5.98	6.08	-.07
Sept.	5.99	6.11	5.99	6.07	-.06
Nov.	6.03	6.17	6.03	6.14	-.07
Janv.	6.16	6.29	6.16	6.26	+.07
Mars	6.28	6.40	6.28	6.39	+.02
Ventes: 33 161					
Int. en cours:					
Huile-SOYA					
Janv.	21.35	21.59	21.35	21.51	stab.
Mars	21.40	21.84	21.40	21.72	+.03
Mai	21.70	22.17	21.70	22.05	-.07
Juil.	22.00	22.38	22.00	22.29	-.07
Aout	22.10	22.45	22.10	22.31	-.16
Sept.	22.20	22.45	22.20	22.26	+.16
Oct.	22.15	22.30	22.15	22.33	+.18
Dec.	22.10	22.40	22.10	22.35	+.18
Janv.	- -	- -	- -	21.87	+.07
Mars	- -	- -	- -	21.87	+.07
Ventes: 27 320					
Int. en cours:					
TOURTEAU DE SOYA					
Janv.	160.50	165.20	160.00	164.00	-2.80
Mars	164.50	169.50	164.10	167.40	+2.00
Mai	169.50	173.90	168.50	172.10	+2.30
Juil.	173.90	178.00	173.20	175.50	+2.40
Août	175.80	179.00	175.80	178.30	+2.50
Sept.	176.30	180.00	176.30	179.50	+2.50
Oct.	176.40	180.50	176.40	179.60	+2.10
Dec.	181.50	183.20	181.40	182.00	+1.50
Janv.	- -	- -	- -	180.50	+1.00
Ventes: 16 894					
Int. en cours					
CAFE					
Mars	87.25	88.10	86.75	88.00	+1.05
Mai	89.60	90.60	89.25	90.60	+1.20
Juil.	91.75	92.80	91.65	92.80	+1.20
Sept.	93.90	95.00	93.80	95.00	+1.60
Dec.	96.95	97.00	96.80	97.75	+1.50
Mars	98.95	99.95	99.95	99.50	+1.25
Mai	- -	- -	- -	101.50	+1.00
Ventes: 6 068					
Ventes:					
SUCRE					
Mars	9.05	9.09	8.84	9.03	+.08
Mai	9.12	9.14	8.94	9.07	-.06
Juil.	9.14	9.17	8.97	9.10	-.05
Oct.	9.19	9.23	9.02	9.14	+.04
Mars	9.35	9.35	9.20	9.24	-.03
Mai	9.35	9.33	9.30	9.32	stab.
Ventes: 14 554					

LE PÉTROLE

NEW YORK (AP) Prix par baril en $ US

	Jeudi	Mercredi
[illegible]	18.15	27.40
[illegible]	20.80	30.00
West Texas intermediate	21.45	32.00

NEW YORK

VARIATIONS QUOTIDIENNES DE L'INDICE COMPOSÉ — Haut: 2635.40 — Fermeture: 2623.51 — Bas: 2571.78

(Selon les 30 plus gros titres de Dow Jones)

2670 2650 2630 2610 2590 2570 2550 2530 2510 2490 2470 2450 — (Moyenne mobile 30 jours) — Nov — Déc — Jan — 17 Jan

VOLUME QUOTIDIEN DES TRANSACTIONS : 322046000

4000 3500 3000 2500 2000 1500 1000 500 — Nov — Déc — Jan — 17 Jan

INDICES DE NEW-YORK

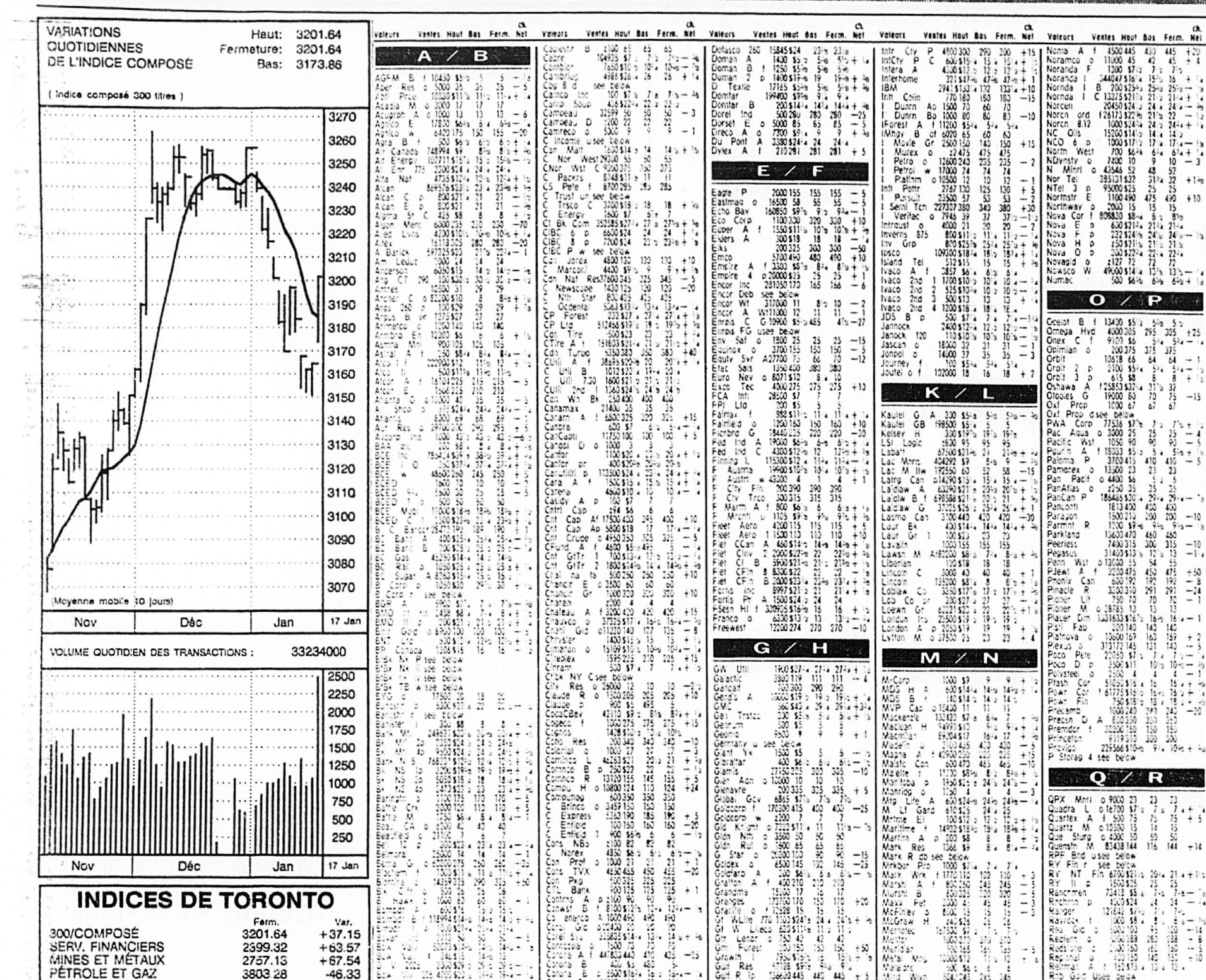
	Ferm.	Var.
COMPOSÉ	178.98	+5.98
INDUSTRIELLES	222.13	+7.52
TRANSPORTS	149.28	+8.85
SERVICES PUBLICS	89.37	+2.60
FINANCE	120.66	+3.92

source: Info-Bourse Inc.

Valeurs	Div.	C/B	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	Ch. Net
A / B							
AAR	.48	8	1674	10½	10	10	+ ⅛
ACM n	1.03e		378	9	8¾	8¾	− ⅛
ACMIn	1.26		1389	10⅝	10⅜	10½	+ ⅛
ACMM n	1.01		501	7⅞	7⅝	7⅞	+ ⅛
AM Intl			350	1¼	1⅛	1⅛	
AMEVSc	1.05a		35	9½	9⅜	9½	+ ⅛
AMR		15	20292	51⅞	50¼	51½	+4⅜
ASA	3		2628	44¼	43	43⅛	−4
AbtLab	s.84	19	16676	42⅞	41¾	42½	+1¾
Abitibi	g .50		98	10⅛	10	10⅛	+ ⅛
AcmeC	.40	11	294	5	4⅞	4⅞	
Acuson	s	21	2362	27¼	26¼	26⅞	+1½
AdaEx	1.72e		353	14¾	14½	14¾	+ ⅜
Adobe			185	8¾	8⅝	8⅝	
[illegible]							

suite à la page B 8

TORONTO



INDICES DE TORONTO

	Ferm.	Var.
300/COMPOSÉ	3201.64	+37.15
SERV. FINANCIERS	2399.32	+63.57
MINES ET MÉTAUX	2757.13	+67.54
PÉTROLE ET GAZ	3803.28	-46.33
INDUSTRIELLES	1618.33	+33.81
AURIFERES	5142.82	-287.02
PAPETIERES	3015.72	+34.07
CONSOMMATION	4466.68	+100.99
IMMOBILIER	7756.59	+49.97
TRANSPORT	8104.99	+245.26
PIPELINES	3877.54	+33.16
SERV. PUBLICS	2802.58	+53.15
COMMUNICATIONS	6156.25	+72.57
DÉTAIL	3770.70	+53.22
GESTION	4113.75	+84.11
HAUTE TECHNOLOGIE	748.60	+28.43

INDICE TSE 35

HAUT	179.75
FERMETURE	179.75 (+2.75)
BAS	177.00
VOLUME	14813946

source: Info-Bourse Inc.

LES METAUX

MARCHE DE LONDRES PRIX EN STERLING PAR TONNE METRIQUE

FERMETURE

CUIVRE (catégorie-A-)

comptant	1247-1249
3 mois	1271-1272
15 mois	1245-1265
ventes	8 566 tonnes

ETAIN ($ US)

comptant	5615-5625
3 mois	5730-5735
15 mois	6050-6150
ventes	1 803 tonnes

PLOMB

comptant	311-312
3 mois	326-326.5
15 mois	360-365
ventes	1 217 tonnes

ZINC spec.(qualite super)($US)

comptant	1180-1182
3 mois	1184-1185
15 mois	1165-1175
ventes	6 147 tonnes

ALUM. (qualite sup.) ($ US)

comptant	[illegible]
3 mois	1546-1547
15 mois	1610-1620
ventes	10 661 tonnes

NICKEL ($ US)

comptant	8510-8530
3 mois	8490-8500
15 mois	8250-8350
ventes	2 274 tonnes

TITRES AU COMPTOIR (de Montréal)

Valeurs	Ventes	Haut	Bas
Euro-Disney	400	$20.75	20.15
Golden Hope	4000	$1.10	1.05

VANCOUVER

VOLUME: 502 38 +0,15

INDICE GÉNÉRAL FERMETURE 7 300 000

TOTAL VOLUME 7,279,955

DEBT INSTRUMENTS

	Volume	High	Low	Close	Net Ch'ge
BC Gas deb	350	$105¾	105⅛	105¾	+ ¼
Prov bc w f	2170	$25	24	26	+6

NEW YORK

suite de la page B 7

DENRÉES AGRICOLES

MONTREAL (PC) — Cours des denrées transmis jeudi, par le ministère fédéral de l'Agriculture:

Beurre: Commission canadienne de l'industrie laitière. prix d'achat le kg: 39-92: 5,167-5,331$; 40-93: 5,167-5,331$; prix du gros au détaillant: 7,010$.

Fromage cheddar au kg, première catégorie, blanc: 5,381$; première cat., coloré: 5,388$.

Produits concentrés (sac de 20 kg): lait écrémé en poudre, pulvérisé: 3,130$ le kg; pour bétail: 1,373$ le kg; poudre de babeurre, pulvérisé: 2,480$ le kg; pour bétail: ----- le kg; poudre de lactosérum, pulvérisé: 0,649$; pour bétail: 0,612$ le kg.

Oeufs: prix de gros aux détaillants à Montréal, en carton de 12, A-extra-gros: 1,435$; A-gros: 1,415$; A-moyens: 1,362$; A-petits: 0,915$.

Prix payés aux producteurs d'oeufs au Québec: A-extra-gros: 1,08$; A-gros: 1,08$; A-moyens: 0,98$; A-petits: 0,58$.

Prix payés aux producteurs d'oeufs en Ontario: A-extra-gros: 1,05$; A-gros: 1,05$; A-moyens: 0,94$; A-petits: 0,53$.

Pommes de terre (prix du grossiste au détaillant, marché de Montréal): Québec, brossées: 3,75-4,15$ le sac de 50 lb; 1,75-1,80$ le sac de 20 lb; 0,95-1,00$ le sac de 10 lb; extra-grosses: 5,00$ le sac de 50 lb. Québec, lavées: 5,50$ le sac de 50 lb; ----$ le sac de 20 lb; ----$ le sac de 10 lb; extra-grosses: ----$ le sac de 50 lb. Ile-du-Prince-Edouard, brossées: 4,85-5,55$ le sac de 50 lb; 2,24-2,40$ le sac de 20 lb; 1,10-1,20$ le sac de 10 lb; extra-grosses: 6,10-6,70$ le sac de 50 lb.

RAPPORT FINANCIERS EXPRESS

COMPAGNIES	PROFITS (PERTES) ($000) Courant	L'an dernier	Variation	REVENUS BRUTS ($000) Courant	L'an dernier	Variation
Moffat Communications (communi.) Toronto, Ont. 1er trim. 30 nov.	584 C 0,12	1,556 C 0,32	−62 %	20,200	19,375	+4 %
Union Camp (prod. forestiers) Franklin, C.B année, 31 déc.	229,591 3,35	299,400 4,35	−23 %	2,839,704	2,761,338	+2 %
American Home Products (construction) New York, N.Y. année, 31 déc.	1,230,000 3,92	1,102,158 3,54	+11 %	6,775,182	6,747,016	+0 %
Bristol-Myers Squibb (méd. cosmé.) New York, N.Y. année, 31 déc.	1,747,703 3,33	746,775 1,43	+134%	10,299,729	9,189,147	+12%
IBM (électronique) Armonk, N.Y. année, 31 déc.	6,020,000 10,51	3,758,000 6,47	+60 %	69,018,000	62,710,000	+10%
PPG Industries (revêtement) Pittsburg, Pensy. année, 31 déc.	474,800 4,43	465,200 4,18	+2 %	6,021,400	5,734,100	+5 %
Westinghouse (app. et équip. élec.)Pitts.Pen. année, 31 déc.	1,001,000 3,41	922,000 3,15	+8 %	12,915,000	12,844,000	+0 %
Outboard Marine (mot. bateaux) Waukegar, Ill. 1er trim., 31 déc.	(23,200) (1,16)	(15,300) (0,79)	-- %	205,100	232,700	−11%
Bankamerica Corp. (banques) San Francisco, Cal. année, 31 déc.	1,115,000 4,95	1,103,000 5,19	+1 %	--	--	− %

AMÉRICAINE

[illegible]

OPTIONS SUR L'OR
Canada. Europe. Australie

Transigées Série	Vol.	Int. en cours	Haut	Bas	Ferm.	Série	Intérêt en cours	Offre	Demande
Aug 410	2	98	22.00	22.00	22.00	Aug 360	22	39.00	43.00
Aug 430	3	520	14.90	14.90	14.90	Aug 360p	100	10.00	13.00
Feb 350	20	96	36.50	30.50	30.50	Aug 370	28	32.00	35.00
Feb 350p	130	737	2.30	1.80	1.80	Aug 370p	10	13.00	16.00
Feb 360	55	289	28.00	27.50	28.00	Aug 380	83	26.00	29.00
Feb 370	60	262	19.00	19.00	19.00	Aug 380p	0	20.00	23.00
Feb 370p	55	679	6.50	6.00	6.00	Aug 390	47	21.00	24.00
Feb 380	35	815	15.50	14.00	14.00	Aug 390p	0	26.00	29.00
Feb 380p	167	676	13.00	9.50	13.00	Aug 400	64	18.00	21.00
Feb 390	260	1752	10.50	8.00	8.00	Aug 400p	205	32.00	35.00
Feb 390p	136	453	16.50	13.50	16.00	Aug 410p	0	37.00	40.00
Feb 400	552	2631	7.50	5.00	7.00	Aug 420	25	12.00	15.00
Feb 400p	5	225	20.00	20.00	20.00	Aug 420p	0	46.00	49.00
Feb 410	261	2123	15.00	3.50	4.50	Aug 430p	0	56.00	59.00
Feb 420	255	3135	3.40	2.50	3.00	Aug 440	200	7.50	9.50
Feb 430	133	1032	2.00	1.90	1.90	Aug 440p	0	66.00	69.00
Feb 440	18	948	2.30	1.30	1.50	Feb 340	117	36.00	39.00
Feb 450	579	1664	1.10	1.00	1.00	Feb 340p	718	1.20	2.20
Feb 460	30	4959	0.50	0.50	0.50	Feb 360p	230	3.50	5.00
May 360	15	73	37.00	37.00	37.00	Feb 410p	93	36.00	39.00
May 360p	34	239	10.00	8.50	9.00	Feb 420p	0	46.00	49.00
May 380	1	383	24.00	24.00	24.00	Feb 430p	0	56.00	59.00
May 380p	30	48	17.00	16.50	16.50	Feb 440p	0	66.00	69.00
May 390	16	370	22.00	18.50	18.50	Feb 450p	0	76.00	79.00
May 390p	10	45	20.00	20.00	20.00	Feb 460p	0	86.00	89.00
May 400	31	397	14.00	14.00	14.00	May 350	20	40.00	44.00
May 400p	20	30	28.00	25.00	25.00	May 350p	0	6.00	8.50
May 410	30	1100	14.00	9.50	11.00	May 370	163	26.00	29.00
May 420	57	342	9.50	8.00	9.00	May 370p	128	11.50	14.50
May 450	15	94	4.20	4.20	4.20	May 410p	95	37.00	40.00
May 460	250	1312	2.80	2.50	2.50	May 420p	100	46.00	49.00
Total du marché:					3,265	May 430	573	5.00	7.00
						May 430p	0	56.00	59.00
						May 440	702	4.00	5.50
						May 440p	0	66.00	69.00
						May 450p	0	76.00	79.00
						May 460p	0	86.00	89.00
						Intérets en cours:			3,726

Non transigées Série	Intérêt en cours	Offre	Demande
Aug 350	3	46.00	50.00
Aug 350p	0	7.00	10.00

MINES ET PÉTROLES
(OFFRE ET DEMANDE À TORONTO)

TORONTO (PC) — Les cotations sur les titres au comptoir (mines et pétroles), fournies par l'Association des courtiers de l'Ontario.

[illegible]

LES DEVISES

(PC) - Voici les taux des devises étrangères tels que fournis par la Banque de Montréal. Les cotes sont en monnaie canadienne.

Ces taux sont qualifiés de nominaux parce qu'ils fluctuent durant la journée et qu'ils varient d'une banque à l'autre. x-Taux mensuel fixe:

Afrique du S.	Rand	$0,4411
Allemagne	Mark	$0,7629
Ar. Saoudite	Rial	$0,3063
Australie	Dollar	$0,9024
Autriche	Schilling	$0,1078
Bahamas	Dollar	$1,1551
Bahrain	Dinar	$3,0424
Barbade	Dollar	$0,5721
Belgique	Franc	$0,036895
Bermudes	Dollar	$1,1551
Brésil	Cruzado	$0,006101
xBulgarie	Lev	$0,4079
Caraïbes	Dollar	$0,4262
Chine	Renminbi	$0,2199
xColombie	Peso	$0,002007
Corée	Won	$0,001600
Danemark	Couronne	$0,1972
É.A.U.	Dirham	$0,3127
Espagne	Peseta	$0,012045
États-unis	Dollar	$1,1551
Fiji	Dollar	$0,7929
Finlande'	Mark	$0,3155
France	Franc	$0,2248
Grèce	Drachme	$0,007155
Guyane	Dollar	$0,02569
Hong kong	Dollar	$0,1481
Hongrie	Forint	$0,016084
Inde	Roupie	$0,0625
Indonésie	Rupiah	$0,000605
Irak	Dinar	$3,6953
Irlande	Livre	$2,0257
Israël	Shekel	$0,5619
Italie	Lire	$0,001015
Jamaïque	Dollar	$0,1472
Japon	Yen	$0,008682
Kenya	Shilling	$0,049504
Koweit	Dinar	$3,9913
Liban	Livre	$0,001276
Malaysie	Ringget	$0,4219
Mexique	Peso	$0,000391
Norvège	Couronne	$0,1943
N.-Zélande ·	Dollar	$0,6871
Pakistan	Roupie	$0,0524
Pays-Bas	Florin	$0,6771
Philippines!	(Peso)	$0,04102
xPologne	Zloty	$0,000118
Portugal	Escudo	$0,008478
xRoumanie	Leu	$0,03295
Royaume-U.	Livre	$2,2213
Singapour	Dollar	$0,6511
Suède	Couronne	$0,2043
Suisse	Franc	$0,9077
Taiwan	Dollar	$0,042451
Tanzanie	Schilling	$0,005883
xTchécosl.	Couronne	$0,035699
Thaïlande	Baht	$0,04543
Trinidad-T.	Dollar	$0,2706
Turquie	Livre	$0,000382
xURSS	Rouble	$2,0727
Venezuela	Bolivar	$0,02182
Yougoslavie	Dinar	$0,08357

Les cotes sont en devises canadiennes.

LES OBLIGATIONS

GOUVERNEMENT DU CANADA

	Prix	Rend.	Var.
Cda 10¾ 5Sep92	100.65	10.28	+0.05
Cda 10¼ 5Dec92	100.10	10.17	+0.05
Cda 11¼ 15Oct93	103.45	10.25	+0.10
Cda 10¼ 1Feb94	100.50	10.05	+0.12
Cda 9½ 15Dec94	97.32	10.09	+0.20
Cda 10¾ 15Dec95	102.57	10.06	+0.35
Cda 10½ 1Mar96	101.17	9.46	+0.40
Cda 9¾ 1Oct97	98.72	10.01	+0.65
Cda 9½ 1Dec99	95.47	10.02	+0.85
Cda 10½ 1Jul00	102.62	10.06	+1.00
Cda 11½ 1Sep00	107.77	10.20	+1.10
Cda 10½ 1Mar01	102.77	10.05	+1.05
Cda 9½ 1Oct01	96.87	9.97	+1.10
Cda 10 1May02	99.62	10.05	+1.25
Cda 11¼ 1Feb03	110.25	10.24	+1.25
Cda 10¼ 1Feb04	101.25	10.07	+1.25
Cda 10 1Jun08	98.75	10.15	+1.62
Cda 9½ 1Jun10	95.25	10.05	+1.62
Cda 9 1Mar11	91.25	10.01	+1.62
Cda 10¼ 15Mar14	100.87	10.14	+1.75
Cda 11¼ 1Jun15	108.12	10.32	+1.75
Cda 10½ 15Mar21	103.00	10.17	+1.75
PROVINCIAL			
Alta 10¾ 15Jan96	100.62	10.58	+0.35
Alb Tel 9½ 8Jul97	95.00	10.58	+0.55
B.C. 11 20Jun95	101.27	10.62	+0.30
B.C. 11¼ 16Aug00	103.12	10.71	+0.95
B.C. 10.60 5Sep20	99.12	10.69	+1.60
HvQue 11¼ 10Oct00	100.82	11.10	+1.00
Hv Que 11 15Aug20	98.37	11.18	+1.62
Man 11¼ 17Oct00	103.15	10.71	+1.00
N.B. 11¼ 18Oct95	101.12	10.92	+0.30
N.B. 11¼ 13Dec00	100.92	11.08	+0.95
Nfld 10.13 22Nov14	89.10	11.46	+1.10
NfldLb H 9⅞ 15Jul96	95.17	11.07	+0.30
NS P 11.85 24Oct95	103.12	10.97	+0.30
NS P 10¼ 10Jan20	92.20	11.15	+1.55
Ont H 11½ 16Jun92	101.30	10.45	+0.05
Ont H 10 16Jun93	98.77	10.58	+0.05
Ont H 10¾ 19Nov95	100.47	10.61	+0.30
Ont H 10⅞ 8Jan96	100.87	10.64	+0.35
Ont H 9.63 3Aug99	94.42	10.63	+0.85
Ont H 11.20 8Aug00	102.77	10.72	+0.95
Ont H 9¼ 6Jan04	89.12	10.83	+1.00
Ont H 10 17Oct14	93.90	10.70	+1.60
Ont H 11 1Oct20	102.87	10.67	+1.65
Ont 10¾ 1May96	100.52	10.60	+0.35
Ont 10.88 10Jan01	101.02	10.70	+1.00
PEI 11½ 16Aug10	101.02	11.36	+1.60
Que 10¼ 7Apr98	96.07	11.04	+0.75
Que 10 26Apr00	92.62	11.11	+0.90
Sask 12¼ 5Jun 95	104.22	10.99	+0.25
Sask 11 9Jan01	99.67	11.05	+0.90
Sask 10 18Jan10	91.42	11.09	+1.60
TorMet 11.63 6Dec00	104.42	10.87	+0.95
CORPORATIONS			
Alcan 12.45 7Nov 97	104.87	11.39	+0.75
Bell 10½ 15May98	98.75	10.74	+0.75
Bell 11⅛ 15Apr10	103.00	11.06	+1.62
BC T 10½ 12Jun00	97.50	10.92	+0.87
BC T 11.90 22Nov15	105.50	11.23	+1.62
CIBC 12.45 1Dec00	106.37	11.35	+1.00
C Util 11.77 30Nov20	105.25	11.15	+1.75
Hshld 12.40 1Nov95	102.50	11.68	+0.37
Imp O 9.88 15Dec99	94.62	10.82	+0.75
McLH 12.20 19Jul95	102.75	11.39	+0.37
Nova 12.63 15Apr10	102.87	12.22	+1.50
RylB 11 11Jan02	99.62	11.05	+1.12
Sears 11½ 5Dec95	100.87	11.50	+0.25
TrAlta 11½ 15Dec00	103.25	10.94	+1.00
TrCan 11.90 20Aug15	103.00	11.52	+1.62
UnGas 11½ 28Aug15	99.87	11.51	+1.62

CONTRATS À TERME DE TITRES FINANCIERS

Acceptations Bancaires Canadiennes $1 million; points de 100 pct

Saison Haut	Saison Bas		Haut	Bas	Régl.	Var.	Int. en cours
89.94	86.60	Mar	89.70	89.57	89.58	+ 0.05	2739
89.98	87.00	Jun	90.02	89.89	89.89		1292
90.16	88.40	Sep	90.15	90.08	90.05	— 0.03	1364
90.15	89.00	Dec	90.05	90.05	90.05	— 0.03	679
89.75	88.30	Mar	89.65	89.65	89.60		164
89.08	88.20	Jun	0.00	0.00	88.80		185
89.60	88.00	Sep	0.00	0.00	88.45		133
88.20	88.15	Dec	0.00	0.00	88.45		12

Volume estimé: 671
Volume d'hier: 753
Intérêts en cours: 6,568

CONTRAT À TERME SUR OBLIGATIONS DU GVT DU CANADA

$100 000; points de 100 pct

Saison Haut	Saison Bas		Haut	Bas	Régl.	Var.	Int. cours
93.39	86.18	Mar	93.90	92.75	93.00	+ 0.85	5927
93.30	91.96	Jun	0.00	0.00	93.15	+ 0.85	244
95.70	92.60	Sep	0.00	0.00	0.00		0
0.00	0.00	Dec	0.00	0.00	0.00		0
0.00	0.00	Mar	0.00	0.00	0.00		0
0.00	0.00	Jun	0.00	0.00	0.00		0
0.00	0.00	Sep	0.00	0.00	0.00		0
0.00	0.00	Dec	0.00	0.00	0.00		0

Volume estimé: 1,889
Volume d'hier: 283
Intérêts en cours: 6,171

LA DIVISION INTERNATIONALE À MONTRÉAL

Valeur	Offre	Dem.	1989 Haut	Bas	
(SOCIÉTÉS FRANÇAISES)					
Traded					
Stocks trading in CDN$					
Cascd s.a.	400	55	5	5	— ½
Untraded					

Stock	Bid	Ask	52 Weeks High	Low
Stocks trading in CDN$				
BET Ads	$14½	15½	22¾	14¾
Flet.Chllg	190	250	325	210
Foster's	110	120	220	110
Maxwell	310	345	450	315

Autres Valeur	Offre	Dem.	1989 Haut	Bas
Stocks trading in US$				
ADT Ltd.				
BET.plc.U	300	400		
pLatonia	$63⅛	63⅜		
LyonDmez				

FONDS MUTUELS

[illegible]

Bond	8.90	gVoyageur	3.19	nDiv. Growth	8.16	oMMF	(10.91)10.00
JF Am Equ	10.54	**Ont. Teachers Gr.**		nIncome	8.77	oPacific	7.78
JF Bal	8.31	vnBalanced	10.75	nInsta	(11.17)10.05	oSect Ame	5.62
JF Cdn Equ	9.37	vnDiversifd	9.77	**NON MEMBERS**		oSect Cdn	4.91
MMF	(10.90)10.00	vnFix	(11.57)10.00	**AIC Group**		oSect Cur	5.94
T-Bill	(10.57)10.00	vnGlobal Value		Advntage	9.52	oSect Glo	5.09
uUS M	(6.64)10.00	vnGrowth	10.58	oValue	9.03	oSect Pac	5.43
First Cdn Funds		vnMtge	11.49	**Allied Capit Mgmt**		oSect Res	4.04
nBalanced	9.63	**PHN Group**		nCanadian	3.88	**Westrn Grth**	
nBond	9.79	nBalanced	10.21	nDividend	3.85	yzWestrn Grt	4.64
nEqty. Inc.	9.40	nBond	8.31	nIncome	5.04		
nMMF	(10.37)1.00	nCanadian	19.57	nInternt'l Cdn	4.19	17 JAN 91	
nMortgage	11.33	nDiv Inc	14.02	nuInternt'l U.	3.63		

ALBERTA

Valeurs	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	ch. Net	Valeurs	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	ch. Net
Ab hotel	1000	$8¾	8¾	8¾	+ ⅛	Nrthn reef	1500	100	100	100	—15
Ab oil gas	40000	19	19	19	+4	Nth am gld	40000	55	55	55	
Altafund	8050	$8½	8¼	8½	+ ⅛	Ontex res	2700	220	210	220	
Amer ore	2200	7	7	7		Pc venture	1000	40	40	40	—5
Amswiss sc	2803	240	240	240		Pemco res	10000	15	15	15	+3
Anglo pac j	2000	48	45	45	—5	Pge res	1000	85	85	85	
Anyox met	1000	26	26	26	—11	Polo pete	590	20	20	20	
Argus res	z500					Primelink j	1000	12	12	12	
Ashgrove	23500	140	125	140		Probe expl	4500	17	17	17	+1
Avanti cap	9800	315	315	315		Profile cap	500	45	45	45	—10
Aviva pete	1000	20	20	20		Raider res	1000	9	9	9	
Ayrex res	2500	25	25	25		Rainbow	15000	8	8	8	
Battery 1	4555	175	175	175		Reed lake	500	10	10	10	
Bavaura	22000	42	41	42	+1	Revmont	209100	9	6	7	—2
Bearcat ex	24000	55	50	53	+3	Rockford	50000	8	8	8	+2
Benson pet	18000	45	40	40	—5	Royaledge	2000	150	150	150	
Big valley	10000	20	20	20	+7	Santa fe	500	18	18	18	—6
Biron bay	10500	90	90	90		Savanna	77000	42	40	42	—1
Blue range	1092	175	175	175		Scotia pr	500	35	35	35	—5

[illegible]

ALBERTA MOST ACTIVE STOCK

Stock	Volume	High	Low	Close	Net Ch'ge
Revmont	[illegible]	9	6	7	—2
Savanna	77000	42	40	42	—1
Mueller	55000	21	15	21	+4
Larr cap	54250	131	124	131	+4
Gunnar gld	50000	5	5	5	—2
Rockford	50000	8	8	8	+2
Westcan	48500	15	13	15	+3
Dunsmuir	41000	57	45	50	
Ab oil gas	40000	19	19	19	+4
Nth am gld	40000	55	55	55	

LA BOURSE DE TOKYO

L'INDICE NIKKEI

Fermeture	Variation
23 446,81	+ 1004,11

MARCHÉ DES OPTIONS — (Chicago)

Options et prix		Jan.	Fév.	Jan.	Fév.
AirbFr	15	r	3½	r	r
18⅞	17½	1 7-16	2⅛	r	r
Alcoa	55	4	4⅜	1-16	1⅜
58½	60	¼	1¼	1½	3¼
58½	65	1-16	¼	6¼	r
58½	70	1-16	s	r	s
Amdahl	10	s	4¼	s	r
14¼	12½	1 7-16	r	r	5-16
14¼	15	1-16	½	⅜	⅞
14¼	17½	r	⅛	r	r
AmGenl	25	4¼	5⅛	r	r
30¼	30	9-16	1¼	¼	1⅜
30¼	35	1-16	r	5⅛	r
AGreet	30	3⅞	r	⅛	r
AInGrp	65	r	r	r	1-16
77	70	r	7	r	½
77	75	1⅜	3⅜	r	1½
77	80	r	1	r	4
77	85	r	r	9¼	r
AmStr	40	16½	s	r	s
57¾	50	7½	r	r	r
57¾	55	2¼	4	r	r
57¾	60	1-16	r	r	3⅞
ATcT	25	6	r	r	r
31¼	30	13-16	1 15-16	1-16	9-16
31¼	35	1-16	3-16	4¼	4⅛
AmTlvC	25	r	7½	r	r
Amrtch	60	4¾	r	r	r
65⅞	65	13-16	2⅜	½	1 11-16
65⅞	70	¼	r	r	r
Amoco	45	3⅞	3½	r	½
48⅜	50	¼	⅝	1⅜	2

Option et prix		Janv.	Fév.	Janv.	Fév.
Hitachi	75	10⅜	r	r	1
85¼	80	5⅞	7½	1-16	1⅜
85¼	85	1 9-16	4⅜	½	3¼
85¼	90	1-16	1⅜	4	r
85¼	95	1-16	r	r	r
Homfed	5	r	r	1	r
3⅛	7½	r	r	3⅛	r
Homstk	15	2⅜	2¾	r	⅜
17¼	17½	¼	1	9-16	1¼
17¼	20	1-16	½	3⅛	3⅜
17¼	22½	r	s	5¼	s
Honwll	90	s	4⅜	s	2⅜
Honwll	40	4½	5⅜	r	5-16
45⅛	42½	2½	2⅝	1-16	1
45⅛	45	½	1⅜	1	r
45⅛	47½	⅛	½	r	r
45⅛	50	r	⅜	r	r
Humana	40	r	13-16	⅜	1⅜
Imcera	70	3⅛	4⅛	r	r
73¼	75	1-16	r	r	3
Intrmc	12½	2⅛	2⅜	r	r
15¼	15	11-16	r	9-16	1⅛
15¼	17½	r	5-16	r	r
I B M	95	19⅜	s	1-16	s
115⅞	100	16	15⅞	1-16	9-16
115⅞	105	10⅞	11½	1-16	¾
115⅞	110	5⅞	7	1-16	1½
115⅞	115	1¼	3¼	⅜	3⅛
115⅞	120	⅛	1¼	4½	5⅞
115⅞	125	1-16	s	10½	s
In Flv	70	r	4¼	r	⅜

[illegible]

Total volume 1,021,709
Open interest 6,831,855
r—Not traded. s—None offered. o—Old

OFFRE ET DEMANDE (TORONTO)

TORONTO (PC) — 17 janvier Les actions fournies par la Bourse de Toronto.

	Offre	Dem.		Offre	Dem.		Offre	Dem.		Offre	Dem.
Adt ads	$21¼	23½	Cnsltx	$23	24½	Invern	$6	6¼	Roy L	265	300
ARC	100	120	C Gas	$33		Iona f	35	50	Ryl Gld	7	10
Abby W	61	70	CGs A	$77	100	Irwin	400	475	Ry Oak	65	75
Acind	$6	6¼	CGs B	$74	100	Irwin f	375	450	Ryl T p	$8¾	9
Adanc	15	20	CGs E	$24½	26	Ivaco B	$6½	7	RTc F p	$99	100⅛
Adv grv	20	28	Com A f	50	60	Ivco C p	$28¼	28¾	RTc J p	$18¾	19¼
Aetna p	$22⅛	22⅜	Contor	12	20	Ivco D p	$19½	20¼	SR Tlc	285	310
Agasiz	20	30	Cntrn A f	21	35	Ivco E p	$17½		S Clf Af	125	150
Agra A	$6½	7¼	Cwst A	$13	13½	JDS In	425	475	Samuel	$11¼	11½
Akaitc	10	12	Corb	$30½	31¼	Jean C f	$17¾	18	Skt T f	18	25
Albany	8	10	Corb B f	$30½	31½	Joss E	190	205	Savnor	13	30
Alcan F	$24¼	25¼	Crna a p	$6⅜	6¾	KRG M	150	170	Sce in af	$27	28¼
Alexs 1	$24⅜	24⅞	Cor 96 w	$29	31¼	Kltlc A f	250	275	Sep R B	$14¾	15

[illegible]

	Offre	Dem.		Offre	Dem.		Offre	Dem.		Offre	Dem.
C hci B	$5½	6	I Geogr	90	105	Rilevs	50	90	MTC	$8¼	9¼
C HCO	115	120	I Lrdr	20	30	Rim A f	50	60	NCE u	50	75
C Merc	33	43	I Oiltx	16	19	Rio 580	$78		Pgrw u	$6¼	6⅞
C Mrc p	4	11	I Polar	15	35	Robson	10	15	**Trading in US Funds**		
C Nthln	12	17	I Retail	48	50	Rockfd	1	4	Caribn	$8⅛	9⅜
C Ramb	$10¼	11¼	I Verif p	375	395	Rin A f	$8	8½	N Bk 6	$27⅜	
C Syn	10	12	I Veri w	1	2	Roth A	$90⅛	90½	OCG	5	18
C Ticor	35	50	Intrwst	$8	8¼	Roth 2	$13¼		PHH	$23¾	24½
C Thom	12	25	Invtrn	220	225	Rxmk	3	7			

INDICES STANDARD & POOR DES OPTIONS DE CHICAGO

Options et prix		Jan.	Fév.	Jan.	Fév.
SP100	265	46½	47¼	1-16	1 1-16
311.10	270	r	r	1-16	1¼
311.10	275	r	36	1-16	1 11-16
311.10	280	29	33¼	1-16	1 15-16
311.10	285	27½	30	1-16	2⅜
311.10	290	23	25¼	1-16	3
311.10	295	17¾	20⅞	3-16	3¾
311.10	300	12⅜	16⅜	¼	4⅞
311.10	305	7⅝	13	7-16	5⅞
311.10	310	3¾	9½	1½	7½
311.10	315	1 1-16	6⅜	4⅛	9⅞
311.10	320	3-16	4	9	12¾
311.10	325	1-16	2⅜	16	19
311.10	330	1-16	1⅜	23½	23
Tot call vol 274,762			call op in 457,487		
Tot put vol 256,548			put op int 451,235		
SP500	250	78⅞	r	1-16	⅜

Option et prix		Janv.	Fév.	Janv.	Fév.
327.97	290	s	r	s	1½
327.97	295	r	35½	1-16	1 13-16
327.97	300	27¾	30½	1-16	2⅛
327.97	305	r	r	1-16	2⅝
327.97	310	17	23⅛	3-16	3⅜
327.97	315	15	19	¼	4¼
327.97	320	10¼	15¼	5-16	5⅛
327.97	325	6	11⅛	13-16	6⅜
327.97	330	2½	8	2¼	8½
327.97	335	½	5¾	5⅜	11¾
327.97	340	⅛	3¾	12¼	13⅜
327.97	345	1-16	2⅛	r	16⅜
327.97	350	1-16	s	21⅛	s
327.97	355	r	s	25½	s
Tot call vol 57,109			call op in 424,218		
Tot put vol 43,325			put op int 502,623		

r—Not traded. s—None offered. o—Old

Bell octroie un contrat de 1,2 million à Poly

CAROLE THIBAUDEAU

■ L'Ecole Polytechnique a conclu hier avec Bell Canada un contrat de recherche de 1,2 million de dollars, portant sur l'ingénierie et la qualité des logiciels. Ce contrat de trois ans est le plus important jamais octroyé par Bell à une université.

Le défi, relevé par le professeur Pierre Robillard et son équipe, du Laboratoire de recherche en génie logiciel de Polytechnique, consiste à améliorer les techniques de vérification de logiciels complexes, un enjeu d'une importance vitale pour le domaine des télécommunications.

Pour évaluer la qualité, les chercheurs dessinent la structure du programme, c'est-à-dire le squelette de tous ses cheminements logiques.

«Ce *Rayon-X* du logiciel devrait un jour nous permettre de faire un diagnostic de qualité et des suggestions de restructuration destinées à améliorer le programme», explique le professeur.

L'équipe Robillard, formée d'une douzaine d'ingénieurs, tire du logiciel à examiner des courbes de normalité, à partir de certains facteurs de qualité déjà pré-établis.

Un tel outil diagnostique peut s'appliquer aux logiciels du domaine des télécommunications, mais aussi à tous les programmes d'informatique qui ont à manipuler des millions de données et d'instructions: transport de fret ou de passagers, lancement de navette spatiale, contrôle de centrale nucléaire, distribution d'énergie, et le reste.

Ultimement, le but de l'équipe Robillard est de mettre au point un outil capable d'évaluer les programmes en cours de conception, ce qui permettrait une autocorrection au moment même où la structure de base est établie. Il en résulterait des logiciels simplifiés et d'une grande qualité.

Optimiser ainsi les logiciels peut épargner énormément de temps et de difficultés aux informaticiens. Déjà, des sociétés comme Northern Telecom et Bell-Northern Research reluquent ce puissant outil d'amélioration des logiciels et ont pris contact avec le professeur Robillard.

D'autres entreprises, du domaine de l'espace et de l'énergie nucléaire, sont intéressées par les travaux du chercheur, qui attend que les ententes soient plus concrètes avant de dévoiler leurs noms.

Datrix

L'entente intervenue entre Bell Canada et Polytechnique comprend également le perfectionnement du logiciel Datrix, un logiciel mis au point par l'équipe Robillard avec le soutien des ingénieurs de Bell, au cours d'un contrat antérieur.

Datrix permet d'évaluer la qualité de la conception et du fini de certains systèmes informatiques, en testant une quarantaine des paramètres qui caractérisent un programme d'informatique. Lancé sur une base commerciale l'année dernière, il est déjà utilisé par Bell et ses compagnies associées.

AerocarMurray Hill se place sous la protection de la loi avec les créanciers

RICHARD DUPAUL

■ Croulant sous une dette de plus de 7 millions de dollars, le groupe de transport nolisé par autobus, AerocarMurray Hill, s'est placé sous la protection de la loi sur les arrangements avec les créanciers (C-36).

Une proposition de refinancement sera soumise à une assemblée des créanciers le 15 mars prochain, dans le but de permettre au groupe d'éviter la faillite et de poursuivre ses activités.

Avec des revenus de 17 millions, AerocarMurray Hill est l'un des plus importants transporteurs nolisés par autobus au Québec. Le groupe, basé à Montréal, est réputé pour ses tours de ville et ses expéditions dans des centres de ski. AMH, qui offre aussi une navette vers l'aéroport Dorval, exploite quelque 80 autobus et emploie environ 225 personnes.

La cour Supérieure a émis une ordonnance le 16 novembre, exigeant l'arrêt des procédures de recouvrement instituées contre la compagnie et nommant le syndic Richter & Associés à titre de coordinateur dans le dossier.

Aerocar a acquis les activités de la société Murray Hill il y a un an. C'est depuis ce temps que le groupe «éprouve des difficultés financières», a déclaré hier le président d'AMH, M. Ian Smith, en entrevue avec *La Presse*. Ce dernier n'était en mesure de chiffrer les pertes de la compagnie, car on effectue actuellement une mise à jour de l'état des revenus et dépenses.

Les deux compagnies du groupe, Aerocar et Service de limousine Murray Hill, ont expédié une lettre à environ 1000 créanciers pour leur faire part de la situation. Au total, AMH a contracté des dettes totalisant près de 7,2 millions dollars.

Le plus important d'entre eux est la Banque Nationale, à qui AMH doit une somme de 2,1 millions de dollars. Dans sa proposition, AMH dit vouloir rembourser entièrement son emprunt avec la Banque.

Dans le cas des sommes dues à Greyvest Canada (950 000) et Crédit-Bail P.L.L Capital (40 000), pour l'achat d'équipement, AMH souhaite reporter ses paiements au 1er juillet; de plus, les deux entreprises se verront offrir 75 cents pour chaque dollar de dette. La compagnie General Electric Vehicule Management, à qui AMH devait 1,5 million, a pour sa part décidé de reprendre possession d'une dizaine d'autobus qu'elle avait vendus à AMH.

Quant aux quelque 1000 créanciers non garantis, à qui AMH doit environ 1,5 million au total, ceux-ci se feront offrir 30 cents pour chaque dollar de dette. Les paiements se feront en trois versements égaux les 15 septembre 1991, 1992 et 1993. Dans ce groupe, on trouve notamment le cabinet d'avocats Lafleur, Brown, De Granpré (92 349) et Voyageur Colonial (plus de 56 000).

AMH doit aussi plus de 300 000 dollars à divers organismes publics (CSST, Ville de Montréal) à qui on propose de faire le remboursement en douze tranches à compter du 15 juillet.

Entouré de son avocat et de représentants de Richter, M. Smith a attribué les difficultés financières d'AMH à différents facteurs. Notamment, les intérêts sur l'emprunt servant à acheter Murray Hill, au coût de 4,6 millions au 1er janvier 1990, «a considérablement laminé les profits d'Aérocar», écrit-il dans sa lettre aux créanciers.

De plus, la baisse du tourisme à Montréal l'été dernier, la hausse des coûts du carburant et le dédoublement de certains frais fixes (la compagnie a deux garages à Montréal) sont autant de raisons «qui nous ont nui», d'ajouter M. Smith en entrevue. Aerocar souhaitait fusionner les deux compagnies pour économiser sur les frais généraux, tels le loyer, le personnel d'encadrement et le personnel comptable. Mais cette opération n'a pas eu lieu, notamment à cause des retards rattachés au «regroupement des syndicats de chaque entreprise en un seul», explique M. Smith, co-propriétaire d'AMH avec son épouse.

M. Smith dit avoir bon espoir de réaliser la fusion. Le groupe veut vendre l'un des garages et restructurer ses activités en réduisant le parc d'autobus, de 85 à 55 véhicules.

Les producteurs de Bordeaux entre la satisfaction et la crainte

Reuter

PARIS

■ Après une décennie triomphante, marquée par quelques millésimes exceptionnels, les producteurs de Bordeaux oscillent entre la satisfaction du devoir accompli et la crainte de lendemains qu'ils prévoient «plus exigeants».

Pour les trois premier mois de la campagne 1990/1991, qui a débuté en septembre, les exportations ont augmenté en volume de 3 p. cent et en valeur de 8 p. cent, a annoncé Hubert Bouteiller, Président du Conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux (CIVB).

En France, la consommation de vins de Bordeaux a cru de huit p. cent l'an dernier, davantage que le marché des vins fins, qui a progressé de trois p. cent.

Hubert Bouteiller a cependant mis en exergue deux faits qui pourraient, selon lui, entrainer un retournement de conjoncture si les producteurs ne font pas preuve de vigilance.

«Deux affaires nous ont préoccupés en 1990: la loi Evin et la procymidone», a-t-il dit au cours d'une conférence de presse.

La loi Evin, du nom du ministre de la Santé Claude Evin, a été adoptée en décembre dernier par le parlement. Elle limite, à compter du 1er janvier 1992, la publicité sur les vins et les alcools et interdit entièrement celle sur le tabac.

«Nous entrons dans une période que l'on peut qualifier de moralisatrice, selon une logique qui nous vient des États-Unis», a estimé le président du CIVB, en ajoutant que «le prétendu lobby alcoolique a montré son inexistence» à l'occasion de ce débat.

La promycidone, un fongicide utilisé par les vignerons, a failli provoquer la perte du marché des États-Unis, où les autorités sanitaires ont estimé qu'il était cancérigène.

CIBC: plus de pertes à l'horizon

d'après Dow Jones

■ En marge de son assemblée annuelle, la CIBC annonce qu'elle prévoit davantage de prêts non performants et davantage de pertes sur prêts cette année.

La Banque, qui tenait son assemblée annuelle à Vancouver hier, attribue cette situation à une détérioration continue des conditions économiques. À la fin de l'exercice 1990, la CIBC avait déclaré pour 872 millions de prêts non performants.

OPTIONS TRANS-CANADA (transigées)

Série		Off	Dern	Dern opt	Vol	Opt en cours
[illegible]						

Total contract volume 15389
Total open interest 245815

La bourse en bref

MONTRÉAL

Volume:
Jeudi 7 644 000
Mercredi 3 254 000

Faits saillants:

	Jeudi	Mercredi
Actions trans.	352	351
Gains	148	93
Pertes	96	123
Inchangées	108	135
Hauts 91	2	0
Bas 91	16	19

Valeurs les plus actives

Volume	Valeurs	Ferm.	Var.
1 344 743	Bq Nationale	7⅛	+¼
639 436	Bq Nouv-Ecosse	12½	+½
357 918	Can. Pacific	19¾	+½
347 959	Alcan	23⅛	+¾
300 000	Cambridge Shopp.	26¼	+½

Juniors / Mines et pétroles

Volume	en cents	Ferm.	Var.
64 075	Armistice	.11	-.01
50 110	Radisson	.12	+.01
48 656	Golden Day	.03	stab.
37 656	Mazarin Expl.	.40	stab.
21 000	La Sarre	.17	-.01

TORONTO

Volume:
Jeudi 33 236 000
Mercredi 15 988 000

Faits saillants:

	Jeudi	Mercredi
Actions trans.	798	770
Gains	317	224
Pertes	257	273
Inchangées	224	273
Hauts 91	7	5
Bas 91	36	41

Valeurs les plus actives

Volume	Valeurs	Ferm.	Var.
3 770 250	Bq Nationale	7¼	+¼
869 576	Alcan	23⅝	+⅝
818 550	T35 Index Fund	18⅛	+⅜
808 830	Nova Corp.	8⅝	stab.
785 424	BCE Inc.	39⅛	+¾

Mines et pétroles

Volume	en cents	Ferm.	Var.
1 331 633	Placer Dome	16¾	-1
861 514	Ulster Pete	3.15	-.05
597 325	Amer Barrick	22¾	-1
447 833	Corona -A-	4,35	-.25
404 292	Lac Minerals	9	-⅛

NEW YORK

Volume:
Jeudi 318 890 000
Mercredi 134 800 000

Faits saillants:

	Jeudi	Mercredi
Actions trans.	2 026	1 954
Gains	1 517	919
Pertes	255	558
Inchangées	254	477
Hauts 91	36	11
Bas 91	26	56

Valeurs les plus actives

Volume	Valeurs	Ferm.	Var.
11 377 500	Citicorp	13	+⅞
6 844 700	Scherg Plgh	41⅞	-2⅞
5 841 500	Arch Dan Mid	20	+⅜
4 918 800	Philip Morris	52⅞	+½
4 861 700	Chase Manh.	11⅞	h½

Indices Dow Jones:

	Ouv.	Haut	Bas	Clôt.	Var.
30 Ind	2601.73	2635,40	2571,78	2623,51	+114,60
20 Tr	965.09	986,07	949,40	979,55	+61,88
15 S.P.	202.46	205,48	201,77	203,79	+4,15
65 comb	923.67	938,25	913,04	932,86	+42,33

NASDAQ

Volume:
Jeudi 212 351 700
Mercredi 122 1613 200

Faits saillants:

	Jeudi	Mercredi
Actions trans.	4 164	4 166
Gains	1 592	1 050
Pertes	489	653
Inchangées	2 083	2 463
Hauts 91	68	23
Bas 91	48	101

Indices NASDAQ

	Haut	Bas	Ferm.	Var.
Composite.....	380.38	365,38	375,81	+10,61
Industrielles.	420,00	401,32	413,56	+12,53
Banques..	252,68	246,88	249,85	+3,00
Assurances.....	447.33	436,97	446,75	+9,82
Finances.....	352,48	342,56	349,70	+7,16
Transports....	426,06	408,82	422,86	+14,08
Services.pub..	483,56	461,73	476,77	+15,20

Indices Standard & Poor's:

	Haut	Bas	Ferm.	Var.
400 Industries	385,97	372,30	385,97	+13,67
20 Transports	246,54	231,35	246,54	+15,19
40 Serv.pub.	140,04	135,18	140,04	+4,86
40 Finances	23,09	22,07	22,95	+0,88
500 composé	327,97	316,17	327,97	+11,80

L'OR

LONDRES (AP) — Voici les cours de clôture de l'or sur les principales places, jeudi, en dollars US l'once Troy avec, entre parenthèses, les cours de la précédente clôture:
Londres.... 376,50 (403,25)
Paris...... 388,34 (406,60)
Francfort.. 384,00 (404,03)
Zurich..... 376,00 (403,25)
Hong Kong.. 381,50 (403,45)

TORONTO (PC) — L'or cotait 431$CAN (372$US) à l'offre et 434$CAN (374$US) à la demande jeudi, en clôture chez Thomas Cook, courtier en métaux précieux.

dividendes

	TAUX	PAIEMENT	ENREG.
B Corp. -priv.-	0,63 trim. C	14-02-91	01-02-91
Bearings Inc.	0,16 trim.	01-03-91	15-02-91
Bear Stearns	0,14 trim.	28-02-91	15-02-91
Family Dollar Stores	0,11 trim.	15-04-91	15-03-91
FB & T Corp.	0,24 trim.	08-02-91	31-01-91
First Fidelity Bancorp	0,30 trim.	08-02-91	28-01-91
Hilton Hotels	0,30 trim.	15-03-91	01-03-91
Oneok	0,21 trim.	15-02-91	31-01-91
Pacific Gas & Elec.	0,41 trim.	15-04-91	15-03-91
Peoples Westc. Savi.Bk.	0,12 trim.	15-02-91	01-02-91
Thiokol Corp.	0,075 trim.	11-03-91	28-02-91
Time Warner Inc.	0,25 trim.	08-03-91	25-02-91

TITRES AU COMPTOIR (DE TORONTO)

TORONTO (PC) — 17 janvier les actions transigées sur titres inscrits au comptoir fournies par l'Association des courtiers en valeurs mobilières du Canada sous l'autorité de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario. Le volume comprend les transactions pour clients et les échanges entre courtiers.

Valeurs	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	ch. Net
Anglo Sws	10000	25	25	25	−2
Blue Regl	300	15	15	15	
CT Cabisys	2500	350	350	350	−25
Cmp 90 Res	50	$35	35	35	
Calto Ind	12333	20	20	20	−2
C Neuromd	34300	76	70	70	−5
Caratel L	2350	175	100	175	−25
Card Lake	10000	38	38	38	+1
Cessland	2000	10	10	10	
Cochise R	550	125	125	125	
Comet Ex	7000	30	25	30	
Comstar	300	50	50	50	−5
C General	14200	75	60	70	+5
Dexus I A	60	$5⅝	5⅝	5⅝	−¼
Dexus I B	60	$5⅝	5⅝	5⅝	−¼
Dexx Ener	10000	20	20	20	−5
Datyn Tech	13000	58	53	58	+3
Dime Res	25800	85	75	84	+19
D Anglo	8	$234	234	234	+29
D Anglo 4	162	40	40	40	+1
D Anglo 5	15	$52¼	52¼	52¼	
ET 2000	18900	150	150	150	
Envrmnt T	800	189	189	189	+4
Euro Dsnv	300	$21¼	21	21¼	+2
F Cdn Gld	1000	30	30	30	−5
Grnlt clb A	75	350	300	300	
IFM food	700	225	225	225	−62
I Horizn 87	5	$2500	2400	2500	
I Horizn 89	250	$65	65	65	−3
Intster M u	2000	36	36	36	
Justice El	13250	143	143	143	
Kirkton Res	35000	70	70	70	
Mad Grant	17500	200	200	200	
Manor Res	12000	160	150	160	
Mclaren	14000	11	11	11	+1
Mitron Tec	1000	20	20	20	
Monac Acs	3500	50	50	50	−5
Montrose G	17450	96	50	96	
Morrison B	50	$24	24	24	+5½
Nl Sea 5½	100	220	220	220	
Network	2200	100	85	85	
Nthfld A	1800	25	25	25	
Nucell E C	8000	8	8	8	−12
Petrolantc	900	15	15	15	−1
Regal Gld	5000	60	60	60	−10
Regent Rk D	800	10	10	10	+8
S Arizona	9500	13	11	13	+3
STI Ind	500	225	225	225	+25
Strike M	80200	60	50	55	−5
Sugrol M	9000	20	20	20	
Telcmrce	90000	1	1	1	
Trump Res	2500	50	50	50	
Vestronix	27500	72	70	70	−5
Welcm pfc	50	$9⅛	9⅛	9⅛	−¼
Wilngdon	2400	100	100	100	+5
Winchstr G	6000	35	25	35	+5
Windy Mtn	1000	100	100	100	−20
Zyner Cor	15400	130	120	130	
Total Volume	545318				

FRUITS LÉGUMES

MONTREAL (PC) — Voici les prix des fruits et légumes du Québec vendus par les grossistes, jeudi, dans la région montréalaise:

Fruits

Pomme Cortland Qué.: 9,00$ boisseau
Pomme McIntosh Qué.: 10,00$ boisseau
Pomme McIntosh Qué.: 13,60-16,90$ cello 12x3 lb
Pomme Spartan Ont.: 13,75-16,75$ cello 12x3 lb
Tomate rouge serre Qué.: 19,85$ ctn 10 kg

Légumes

Betterave Qué.: 5,65-7,25$ s. 25 lb
Betterave Qué.: 6,70-8,25$ s. 12x2 lb
Carotte Qué.: 12,20-14,00$ s. 24x2 lb
Carotte Qué.: 12,20-14,00$ s. 10x5 lb
Carotte extra-gr. Qué.: 11,80$ s. 50 lb
Carotte mini Qué.: 7,15-8,30$ cello 20x12 oz
Céleri-rave Qué.: 10,00-14,00$ ctn 20 lb
Champignon Qué.: 8,50-8,75$ ctn 5 lb
Champignon Ont.: 8,00$ ctn 5 lb
Chou Bruxelles Qué.: -----$ ctn 25 lb
Chou Bruxelles Qué.: -----$ ctn 12x10 oz
Chou chinois Qué.: 1,75$ ctn 30 lb
Chou rouge Qué.: 8,70-11,50$ ctn 12 un.
Chou Savoy Qué.: 8,65-9,90$ ctn 12 un.
Chou vert moy. Qué.: 6,35-7,85$ ctn 40 lb
Chou vert gr. Qué.: 4,15$ s. 50 lb
Echalotte Qué.: 9,00$ s. 10 lb
Endive Qué.: 8,65-9,50$ ctn 5 lb
Haricot germé Qué.: 11,15-11,65$ ctn 30 lb
Haricot germé Qué.: 5,25-5,80$ s.10 lb
Laitue Boston serre Qué.: 9,40$ ctn 12 un
Laitue Boston hydro. Qué.: 9,750$ ctn 12 un
Oignon jaune bouil. Qué.: 0,93-1,30$ s. 10 lb
Oignon jaune moy. Qué.: 7,45-8,50$ pr 24x2 lb
Oignon jaune moy. Qué.: 7,45-8,50$ pr 10x5 lb
Oignon jaune moy. Qué.: 7,007,50$ s. 50 lb
Panais Qué. no 1: 6,95-8,30$ s. 12x1 lb
Poireau Qué.: 6,70-7,75$ botte 12 un.
Rutabaga moy. Qué.: 9,20-11,30$ s. 50 lb
Rutabaga gros Qué.: 6,25$ s. 50lb

Ce rapport est préparé par le ministère de l'Agriculture, des Pêches et de l'Alimentation du Québec à partir de données fournies par Agriculture Canada.

DOLLAR

MONTREAL(PC) — Le dollar américain a fermé jeudi, en hausse de 89-100 et cotait 1,1590$CAN comparativement à 1,1501 le jour précédent en clôture. La livre sterling a fini sur un gain de 4 99-100 à 2,2403$CAN.

En devise US, le dollar canadien a perdu 67-100 à 86,28 cents US, tandis que le sterling gagnait 2 17-20 à 1,9330$US.

Ces cotes proviennent de la Banque de Montréal.

L'ARGENT

Les courtiers londoniens ont baissé hier le prix de l'argent de $0,135 cents américains par rapport à l'ouverture de la veille
Jeudi $4,0975

MONTRÉAL — Handy & Harman évaluait le prix de l'argent canadien à $4,69 l'once troy.

NEW YORK — Handy & Harman's évaluait le prix de l'argent américain à $4,04 l'once troy.

BESTIAUX

Rapport hebdomadaire

MONTREAL (PC) — Les arrivages cette semaine aux Encans de la Ferme Inc. de Saint-Hyacinthe totalisaient 774 bovins, 1040 veaux, 152 porcs et 295 moutons.

Les prix, communiqués par Agriculture Canada: Division des bestiaux, s'établissaient ainsi:

Vaches, D1-D2: 56,00-62,00$, D-3: 49,00-57,00$; très communes: 45,00-50,00$.

Taureaux: 64,00-73,25$.

Taures, commerc.: 58,00-65,00$.

Veaux d'abattage de choix et bons animaux: ventes insuffisantes pour faire une cotation; moyens et communs: 50,00-70,00$.

Veaux de remplacement de type laitier, de bonne qualité: 110,00-150,00$; moyens et communs: 60,00-110,00$.

Prix moyen du porc à l'indice 100 au Québec, lundi: 153,87$ les 100 kg (158,26$ en Ontario); mardi: 157,55$ (156,02$); mercredi: 159,01 $ (155,95$).

La Presse des six-douze

SEMAINE DU 9 AU 15 JANVIER 1991



Pour commencer

Guerre. Le mot est sur toutes les lèvres depuis quelque temps. Et quand la bouche prononce le mot, les yeux disent "inquiétude", "angoisse". La guerre n'est plus ce qu'elle fut jadis: une action où s'illustrait le courage de l'homme qui devait se battre pour sauver son pays ou pour conserver sa dignité. Quelque chose d'un peu romantique, la guerre en ce temps-là, de presque beau.
Ne disait-on pas d'ailleurs d'un soldat qu'il "était mort au champ d'honneur"?
Aujourd'hui, la guerre est vue de façon beaucoup plus réaliste. Jamais plus elle ne sera vue comme quelque chose de "beau". Des films récents comme *Platoon, Full metal jacket, Victimes de la guerre, (Casualties of war)* ou *Né un 4 juillet (Born on the fourth of July)* nous ont montré le vrai visage de la guerre. De même le téléjournal, les documentaires et les différentes émissions de "témoignages" ont fait de la guerre ce qu'elle a toujours été, une source de souffrance et de mort.
Plusieurs six-douze se sont inquiétés récemment des conséquences pour nous d'une guerre dans le golfe Persique. Question difficile. Comme vous le savez, nous ne sommes ni des politicologues ni des analystes experts dans les questions internationales.
Bien sûr, tout ça semble vouloir se passer assez loin de chez nous pour pouvoir dormir encore paisiblement.
Mais la guerre reste la guerre, peu importe où elle a lieu. Cela vous inquiète un peu et nous ne pouvons vous donner tort. Il faudra peut-être que se lève un jour une génération nouvelle qui croira en la force de la parole pour régler les discordes; une génération nouvelle qui ne voudra pas éliminer les problèmes mais les régler; une génération nouvelle qui ne cherchera pas à dominer et à punir mais à s'allier et à convaincre. Une génération nouvelle.
La vôtre peut-être...?

Christiane et Louis
La Presse des six-douze
7, rue Saint-Jacques
MONTREAL (Québec)
H2Y 1K9

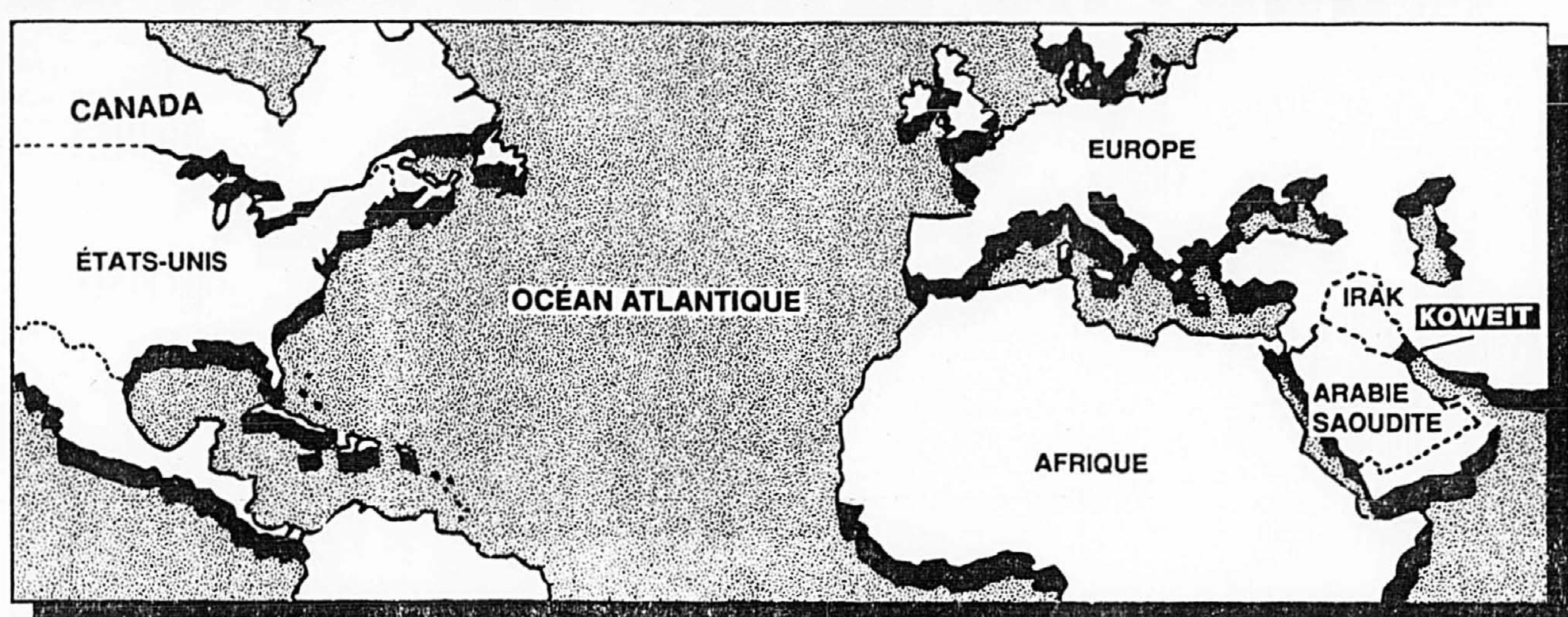
***Les jeunes journalistes dont la carte de membre porte l'un des numéros suivants gagnent un t-shirt* La Presse**

1421 - Annie Grégoire
3502 - Rachel Saint-Pierre
2376 - Marie-Pier Lessard
2351 - Cynthia Turcotte
4215 - Pierre Morin

La Presse des six-douze *est une initiative de* La Presse/Éducation.
Cette page paraissant tous les vendredis en période scolaire est réalisée par deux enseignants du primaire: Mme Christiane Labrie et M. Louis Émond, d'après une idée originale de Mme Christiane Labrie.
Son objectif est de permettre aux jeunes de six à douze ans de lire avec intérêt et compréhension des textes d'actualité. Les articles sont rédigés de manière à faciliter leur utilisation à des fins pédagogiques.

Pour renseignements:
Céline Landry (514) 285-6890

La crise du Golfe: Un rappel



LE 2 AOÛT 1990,
l'armée irakienne envahit le Koweït. Dans le monde arabe c'est la consternation. Le Conseil de sécurité de l'ONU exige le retrait immédiat et inconditionnel des troupes de Saddam Hussein.

LE 6 AOÛT
le Conseil de sécurité décrète un **embargo** économique contre l'Irak et le Koweït.

LE 12 AOÛT
le président Hussein a une proposition: un règlement global des problèmes du Proche-Orient. Cela oblige la communauté internationale à tenir compte de toutes les crises du Moyen-Orient et elles sont nombreuses*. Les États-Unis refusent cette proposition. L'armée de Saddam Hussein doit quitter le Koweït sans condition.

LE 29 NOVEMBRE
le Conseil de sécurité des Nations Unies exige que l'Irak se retire du Koweït au plus tard le 15 janvier, sinon le recours à la force sera autorisé. Bagdad rejette cet ultimatum.

LE 23 DÉCEMBRE
les menaces de part et d'autre ne cessent d'augmenter; les **arsenaux** se gonflent dans les deux camps ennemis.

LE 3 JANVIER
Georges Bush propose une rencontre de la dernière chance; elle sera fixée le 9 janvier à Genève. Cette mission de paix sera encore une fois un échec.

LE 13 JANVIER
le secrétaire général de l'ONU, Javier Perez de Cuellar,tente de persuader le président irakien de quitter le Koweït mais encore une fois il y a impossibilité d'une entente avec l'Irak. À peine 30 heures avant la date **fatidique**, rien ne semble empêcher une guerre dans le golfe Persique, et ce malgré de nombreux efforts diplomatiques. Les dernières minutes semblent interminables; les risques de guerre s'accroissent et l'espoir de paix s'envole.

MERCREDI SOIR,
autour de 19 h, heure de Montréal, l'aviation américaine commence à bombarder Bagdad

Christiane

Tempête? Avez-vous dit tempête?



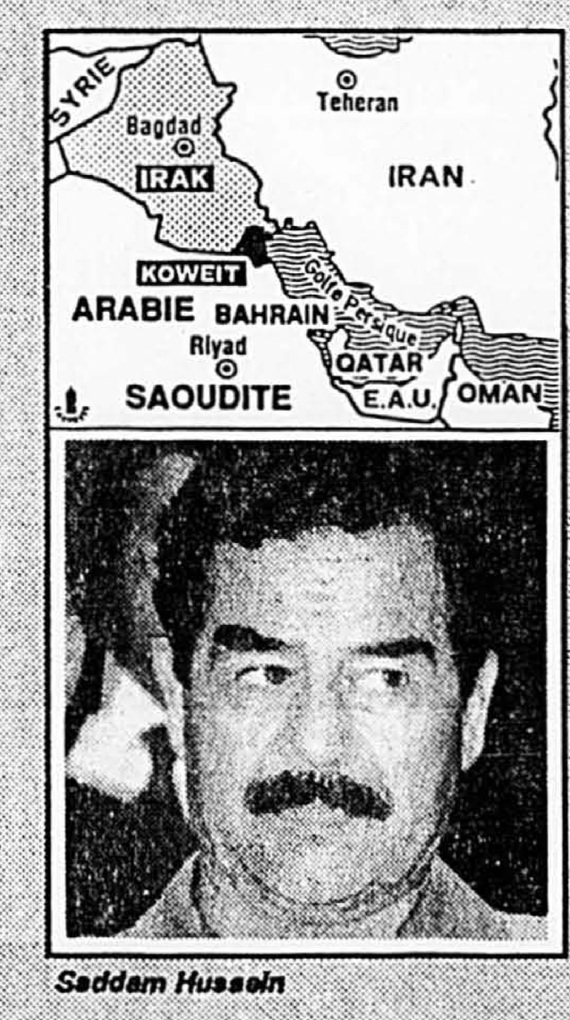
On n'y croyait plus. On se disait: "Finie l'époque des grandes étendues de blanc et des congères himalayens..." Et pour cause. Depuis plus de douze ans, nous n'avions pas connu de véritable tempête de neige en janvier. Mais dans la nuit de vendredi à samedi, la nature s'est souvenue de la région de Montréal, de l'Estrie, de l'Outaouais et des Laurentides et elle nous a envoyé, en guise de salutations, 30 cm de neige poudreuse et immaculée. Le bonheur des skieurs, des fondeurs et des "crazy-carpetteurs" de tout âge!

Louis

*IRAK

Comment en est-on arrivé là?

Le Koweït était occupé depuis le 2 août par les troupes irakiennes. On a commencé par former un "mur" qui empêchait toutes vivres d'entrer au pays de Saddam Hussein. On pensait qu'il céderait. Il ne céda pas. L'impatience grandit. On exigea son retrait du Koweït. Il répondit qu'il y songerait le jour où Israël se retirerait des territoires occupés de la Palestine. "Mais c'est quoi le rapport?" demandez-vous. Question (pour une fois!) très pertinente. Les Irakiens et les Palestiniens sont des Arabes, des frères si vous préférez. Saddam Hussein utilise donc cette fraternité pour forcer les autres pays arabes (Arabie Saoudite, Jordanie, Yémen, etc.) à se ranger de son côté, eux qui pour le moment sont du côté des Américains. Quant à ces derniers, alliés depuis longtemps avec Israël, il n'est pas question de lier de quelque façon que ce soit l'occupation du Koweït à celle de la Palestine. On appelle cette situation un "deadlock", une impasse. En espérant que cela ne finisse pas en "deadend"...



Saddam Hussein

Louis

Non à la guerre

Des manifestations pacifistes ont été organisées dans plusieurs pays contre la menace d'une guerre dans le Golfe. Des dizaines de milliers d'Européens manifestaient le week-end dernier leur opposition à la guerre. Aux États-Unis les manifestations étaient plus violentes à la veille de l'échéance du 15 janvier. A Montréal plus de 2 000 personnes ont exprimé également leur opposition au conflit en marchant dans les rues dimanche dernier. Les manifestants scandaient des slogans tels que:"Pas de guerre pour le pétrole" ou "Pas de sang pour le pétrole". Un sondage CROP-*La Presse* montrait d'ailleurs que 72 % des Québécois s'opposaient à une attaque contre l'Irak.

Christiane

L'URSS retient la Lituanie



C'était au mois de mars 1990. Malgré les avertissements de Moscou, la république soviétique de Lituanie proclame son indépendance. Elle ne désire plus être sous le contrôle du gouvernement d'URSS. Fin mars, l'armée soviétique défile dans les rues de Vilnius, la capitale lituanienne, et occupe plusieurs bâtiments importants. Au milieu d'avril, un peu comme ce sera fait pour l'Irak au mois d'août, le Kremlin (gouvernement soviétique) coupe les approvisionnements à la Lituanie pour la forcer à revenir sur sa déclaration d'indépendance.
Finalement, à la fin de juin, le gouvernement lituanien décide de discuter avec Moscou. Mais les discussions échouent dès le début. En décembre, M. Gorbatchev entend faire respecter partout en URSS, y compris en Lituanie, la conscription (enrôlement obligatoire dans l'armée). Et par la force s'il le faut! Des soldats soviétiques et des blindés entrent donc dans Vilnius une nouvelle fois. Une tragédie devait se produire. Elle se produisit. En investissant le siège de la radio et de la télévision, l'Armée rouge ouvrit le feu. Quatorze personnes moururent et plus d'une centaine furent blessées.

Louis

Naturellement



Qui se souciait du Koweït, ce tout petit pays arabe, avant le 2 août 1990? Depuis cette date, il fait la manchette de tous les journaux d'ici et du reste du monde. Peut-être aurait-il mieux valu ne jamais en entendre parler, car sa célébrité est due à son invasion par l'Irak, pays voisin. Selon l'Irak, le Koweït est devenu une de ses provinces. Mais avant cette attaque, le Koweït était bel et bien un pays, et il l'est toujours aux yeux d'une partie du monde. Sa superficie de 17 800 km^2 est la troisième plus grande réserve de pétrole connue au monde. Sous sa surface on y découvre 94,5 milliards de barils de pétrole, ce qui représente 10 % des réserves de pétrole de la planète. On dit qu'il y a suffisamment de pétrole pour plus d'un siècle d'exploitation. Ce pays d'Asie qui est situé sur la côte du golfe Persique est recouvert de sable et uniformément plat. Le climat y est chaud et sec, les températures intolérables durant la journée. Tous les déserts du monde couvrent une superficie totale d'environ 18 millions de km^2. C'est le Sahara qui est le plus grand désert du monde. On ne compte que 10 % de terres désertiques en Amérique du Nord et du Sud. Il est un peu difficile pour nous de s'imaginer vivre dans le sable mais, comme la neige, cela apporte aussi des inconvénients. Un éternel recommencement, une bataille quotidienne à livrer contre la nature. Et s'il fallait se battre en plus contre les hommes dans cette partie du monde! Le sable et le désert seront un véritable cauchemar pour les hommes et les machines. Il faudra faire face à la "loi du sable"!

Christiane

Superquiz en page A-11

LA GUERRE DU GOLFE PERSIQUE





À Montréal, des réfugiés irakiens prient et des manifestants s'en prennent au consulat US

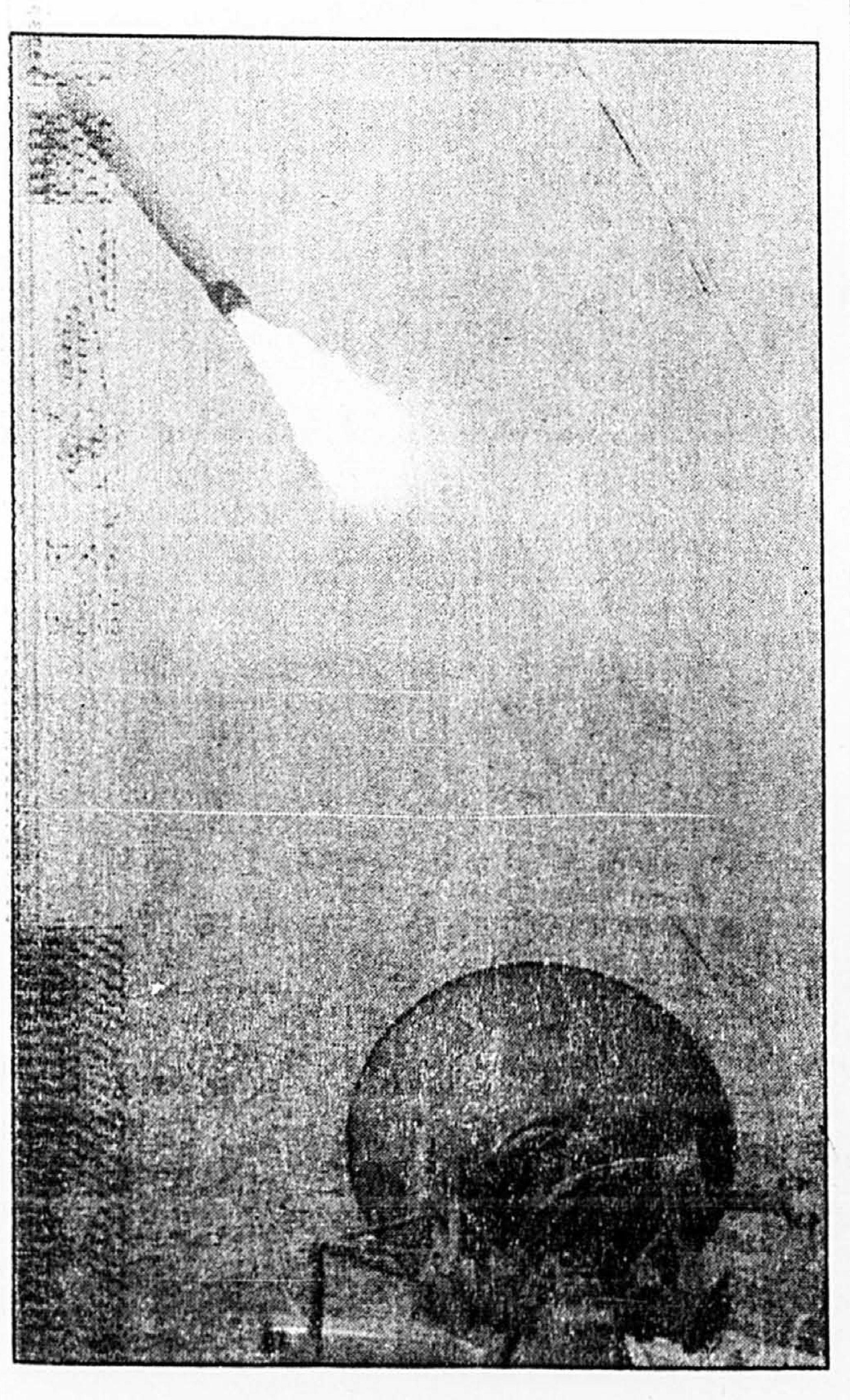
Délaissant pour quelques instants le téléviseur où ils suivent la guerre qui touche leurs parents et leur peuple, ces réfugiés irakiens, opposants du régime de Saddam Hussein, prient pour les leurs. Pendant ce temps, au cours d'une manifestation pacifiste qui s'est déroulée hier devant le consulat des Etats-Unis à Montréal, un jeune homme a réussi à peindre le symbole de la paix sur l'édifice abritant la délégation américaine. Le jeune homme a été arrêté. PHOTOS ROBERT MAILLOUX, *La Presse*, et CP





Des tirs irakiens touchent une raffinerie saoudienne et les tanks américains se dirigent vers la frontière koweitienne

Touchés par l'artillerie irakienne, des réservoirs d'essence de la raffinerie saoudienne de Khafji dégagent une épaisse fumée noire. Pour leur part, les tanks américains et ceux de la force alliée ont reçu ordre de se diriger vers la frontière koweitienne où ils seront appelés éventuellement à déloger les forces irakiennes tapies depuis des semaines. PHOTOS AP et REUTER





Un arsenal sophistiqué pour libérer le Koweït

Pendant que les forces américaines ont recours aux éléments les plus sophistiqués de leur arsenal (dont, à gauche, un missile de croisière Tomahawk lancé depuis le navire USS Wisconsin) pour déloger les Irakiens du Koweït, des Koweitiens en exil à Dubaï prennent connaissance avec grand intérêt des nouvelles concernant leur pays. PHOTOS AP et REUTER

EN JANVIER, LA BAIE PAIE LA TPS SUR...

LES VÊTEMENTS, LES ACCESSOIRES MODE ET LES CHAUSSURES POUR FEMME, HOMME ET ENFANT!

UN CHOIX SENSATIONNEL!

30 % DE RABAIS

TOUS LES VESTONS SPORT AUTOMNE-HIVER

Modèles droits ou croisés, en laine, en laine d'agneau ou en mélange alpaga et laine ou laine et cachemire, de marques réputées. Le choix varie selon le magasin. Ord. 175 $ à 275 $. Solde **122,50** à **192,50** ch.

Vestons sport, rayon 302. Dans certains magasins seulement

MARQUES FAVORITES!

30 % DE RABAIS

TOUS LES COMPLETS AUTOMNE-HIVER

Complets en laine ou en mélange de laines, avec veston droit ou croisé et pantalon à plis. Marques appréciées. Tailles 38 à 46. Le choix varie selon le magasin. Ord. 240 $ à 450 $. Solde **168 $** à **315 $** ch.

Complets, rayon 301. Dans certains magasins seulement.



TENUES DE QUALITÉ À BAS PRIX!

25 % À 40 % DE RABAIS*

VÊTEMENTS POUR HOMME À LA BOUTIQUE LE PRÉSIDENT

Complets, vestons, pantalons, chemises de ville, cravates, vêtements sport et tenues d'extérieur de grandes marques.

*Sur le prix ordinaire.

Boutique Le Président, rayon 323. Au magasin du centre-ville de Montréal seulement.

UN ACHAT BRILLANT À PRIX D'OCCASION

25 % À 40 % DE RABAIS

TOUS LES CHANDAILS AUTOMNE-HIVER POUR HOMME

Soyez à la mode sans vider votre porte-feuille! Nous vous offrons tout plein de modèles et de teintes. Tailles P.M.G.TG. Ord. 24,99 à 85 $. Solde **17,99** à **49,99** ch.

Chandails pour homme, rayons 344 et 856

la Baie



SUPER CES SOLDES!

25 % À 40 % DE RABAIS

TENUES BOX ET NORTHERN SPIRIT

Tous les modèles d'automne sont en solde. Ord. 24,99 à 75 $. Solde **17,99** à **49,99** ch.

Vêtements sport, rayon 366

MARQUES RENOMMÉES

50 % DE RABAIS

PANTALONS DE VILLE OU TOUT-ALLER POUR HOMME

Pantalons Charter Club, BayClub, Pierre Cardin et autres. Tailles 30 à 42. Le choix varie selon le magasin. Ord. 24,99 à 75 $. Solde 12,49 à 37,50 ch.

Pantalons pour homme, rayons 314 et 848

12^49 À 37^50

FAITES DES ÉCONOMIES!

30 % DE RABAIS

HAUTS SPORT BAYCLUB POUR HOMME

Hauts en pur coton rayé, avec patte de boutonnage à l'avant et col en sergé. Marine, rouge, bleu ou blanc. Tailles P.M.G. Ord. 40 $. Solde **27,99** ch.

Interchangeables sport, rayon 350.

FAITES PROVISION!

40 % DE RABAIS

CHEMISES SPORT BAYCLUB

Choisissez les modèles à carreaux, à rayures ou de teintes unies. Marine, havane, coquille d'oeuf, vert chasseur ou lie-de-vin. En pur coton. Tailles P.M.G.TG. Ord. 30 $. Solde **17,99** ch.

Interchangeables sport, rayon 350.

AUBAINES FANTASTIQUES

33 % À 50 % DE RABAIS

HAUTS MOLLETONNÉS POLAIRES POUR HOMME

Avec demi-glissière et 2 poches à l'avant, poignets et ceinture en tricot. Tailles P.M.G.TG. Le choix varie selon le magasin. Ord. 45 $ à 60 $. Solde **29,99** ch.

Interchangeables sport, rayon 350.

MARQUES RÉPUTÉES

40 % DE RABAIS

COLLECTIONS AUTOMNE-HIVER POUR JEUNE HOMME

Tenues Mexx, Point Zéro, Esprit et autres. Ord. 32 $ à 230 $. Solde **19,20** à **138 $** ch.

Dans certains magasins seulement. Collections pour jeune homme, rayon 321

IDÉES-CADEAUX

30 % DE RABAIS

ARTICLES-CADEAUX POUR HOMME

Articles en laiton, accessoires pour l'auto et autres. Auto Club et Toasties de Totes non compris. Ord. 5,99 à 34,99. Solde 4,19 à 24,99 ch.

Accessoires pour homme, rayon 336

4^19 À 24^99

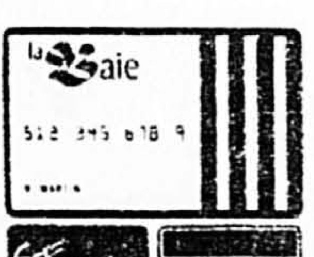
UN PEU DE CHALEUR!

30 % DE RABAIS

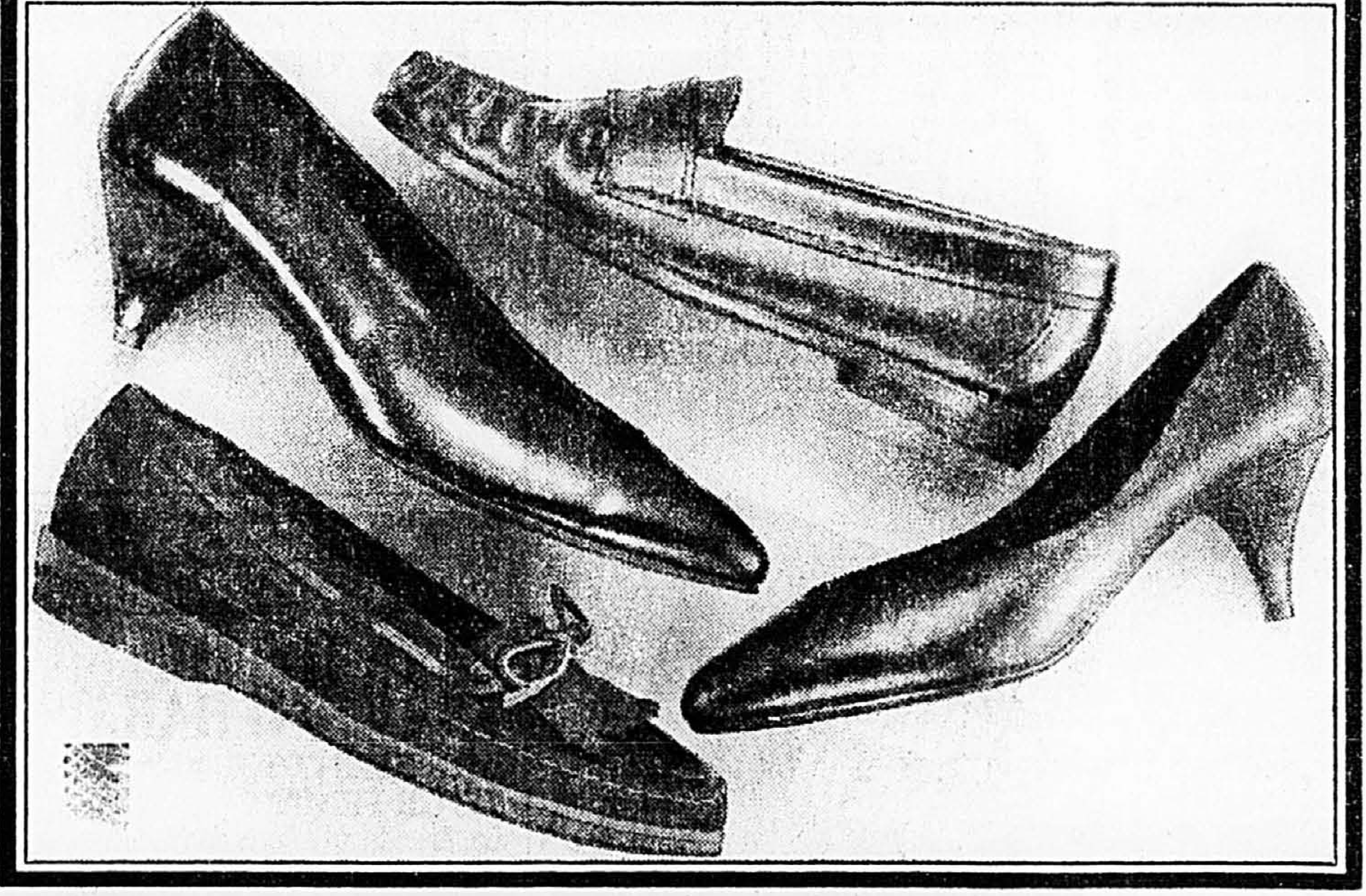
ACCESSOIRES D'HIVER POUR HOMME

Gants, écharpes et chapeaux de Biltmore Stetson et Totes. Ord. 3,99 à 120 $. Solde **2,79** à **84 $** ch.

Accessoires pour homme, rayon 336.









UN CHOIX IMMENSE!

25 % À 40 % DE RABAIS*

CHAUSSURES AUTOMNE-HIVER POUR FEMME

Voyez notre fabuleux assortiment de chaussures offertes en couleurs variées. Rockport, Naturalsport et nouveaux modèles du printemps non compris.

*Sur le dernier prix étiqueté.

Chaussures pour femme, rayon 012.

SAISISSEZ L'OCCASION D'ÉCONOMISER!

20 % À 30 % DE RABAIS*

CHAUSSURES DE FIN DE SÉRIE POUR HOMME

Offrez-vous de nouvelles chaussures et profitez de nos prix de braderie. Nous avons tout un assortiment de modèles de ville ou tout-aller.* Sur le dernier prix étiqueté. *Chaussures pour homme, rayon 368.*



PROFITEZ DE NOS AUBAINES!

20 % DE RABAIS*

CHAUSSURES D'ENTRAÎNEMENT DE FIN DE SÉRIE POUR ADULTE

Qu'importe le sport que vous pratiquez, nous avons pour vous un vaste assortiment de modèles pour adulte.

*Sur le dernier prix étiqueté.

Chaussures d'entraînement, rayon 275

DES RABAIS TOUJOURS DES RABAIS!

20 % À 30 % DE RABAIS*

CHAUSSURES DE FIN DE SÉRIE POUR ENFANT

Assortiment de chaussures de ville ou d'entraînement et de bottes pour enfant.

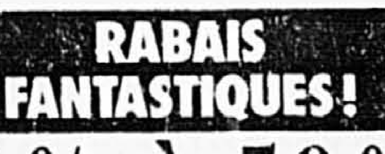
*Sur le dernier prix étiqueté.

Chaussures pour enfant, rayons 446 et 841

JANVIER, LE MOIS DES RABAIS À LA BAIE!

EN JANVIER, LA BAIE PAIE LA TPS SUR...
LES VÊTEMENTS, LES ACCESSOIRES MODE ET LES CHAUSSURES POUR FEMME, HOMME ET ENFANT!

GRANDES ÉCONOMIES



50 % DE RABAIS
TENUES SPORT DES FÊTES, TAILLES PETITE
Faites vite car elles s'envoleront vite! Choix de coordonnés, de blouses, de tricots et d'interchangeables. Tailles 4 à 16 et P.M.G. Ord. 24,99 à 130 $. Solde **12,49** à **64,99** ch.
Tenues sport tailles petite, rayon 115
Dans certains magasins seulement

UN DES GRANDS NOMS DE LA MODE

30 % À 50 % DE RABAIS
TENUES AUTOMNALES JONES WEAR
Assortiment de tenues en tricot ou tissées, tout coton. Parfaites le week-end! Le choix varie selon le magasin. Ord. 40 $ à 75 $. Solde **27,99** à **36,99** ch.
Tenues tout-aller, rayon 195.
Dans certains magasins seulement.





CHIC TENUES SPORT POUR TAILLES FORTES

50 % DE RABAIS*
TENUES SPORT D'AUTOMNE ET DES FÊTES, TAILLES 38 À 44
Nos tenues sport à moitié prix comprennent des coordonnés, des blouses, des tricots et des interchangeables. Tailles 38 à 44.
*Sur le prix ordinaire.
Tenues en tailles 38 à 44, rayon 116.
Dans certains magasins seulement.

LES GRANDES MARQUES À VOTRE PORTÉE!

30 % À 50 % DE RABAIS*
TOUTES LES TENUES GRIFFÉES D'AUTOMNE ET DES FÊTES
Vittadini, Mr. Jax, J.H.Collectibles, Mondi, Tahari, Brian Bailey, Alfred Sung et autres grands noms! Le choix varie selon le magasin. *Sur le prix ordinaire.
Tenues tout-aller, rayon 127.
Dans certains magasins seulement

RABAIS FANTASTIQUES!



30 % À 50 % DE RABAIS
COORDONNÉS AUTOMNAUX CHARTER CLUB POUR FEMME
Des tenues qui ont belle allure! Ne ratez surtout pas cette occasion! Le choix varie selon le magasin. Ord. 15 $ à 75 $. Solde **9,99** à **36,99** ch.
Tenues tout-aller, rayon 195.
Dans certains magasins seulement.

MARQUES RÉPUTÉES, PRIX COUPÉS!

30 % DE RABAIS
LE JEAN POUR FEMME
Toutes vos marques préférées sont offertes à 30 % de rabais: Levi's, Hollywood, Santana et Ikeda. Quelle aubaine! Ord. 38 $ à 120 $. Solde **26,60** à **83,99** ch.
Jean pour femme, rayon 466.

TENUES MODE À PRIX DÉJÀ RÉDUITS!

25 % DE RABAIS*
INTERCHANGEABLES À PRIX DÉJÀ RÉDUITS, POUR JEUNE FEMME
Hauts, pantalons, chandails et autres tenues tout-aller de notre collection automne-hiver!
*Sur le dernier prix étiqueté.
Tenues mode pour jeune femme, rayons 463 et 813.

TOUT NOTRE ASSORTIMENT!

25 % DE RABAIS*
TENUES À PRIX DÉJÀ RÉDUITS POUR JEUNE FEMME
Il s'agit de tout notre assortiment de tenues d'automne et d'hiver, pour jeune femme!
*Sur le dernier prix étiqueté.
Tenues carrière, rayon 470

ESPRIT, MEXX, GITANO ET AUTRES

25 % DE RABAIS*
COLLECTIONS À PRIX DÉJÀ RÉDUITS POUR JEUNE FEMME
Les étiquettes les plus appréciées dont Esprit, Mexx et Gitano. Collections automne-hiver.
*Sur le dernier prix étiqueté.
Collections pour jeune femme, rayon 475
Dans certains magasins seulement

VENEZ VITE ÉCONOMISER!

25 % DE RABAIS
TENUES BAYCLUB À PRIX DÉJÀ RÉDUITS
Tout notre assortiment de pantalons, de jupes et de vestes d'automne et des fêtes. Ord. 24,99 à 125 $. Derniers prix: 19,99 à 79,99. Solde **14,99** à **59,99** ch.
Interchangeables carrière, rayon 136.

TOUT NOTRE ASSORTIMENT!

30 % À 50 % DE RABAIS
COORDONNÉS D'AUTOMNE ET DES FÊTES POUR FEMME
Notre sélection inclut des jupes, des blouses, des pantalons, des vestes et des deux-pièces. Le choix varie selon le magasin. Tailles 10 à 18. Ord. 42 $ à 125 $. Solde **20,99** à **86,99** ch.
Coordonnés carrière, rayon 140
Dans certains magasins seulement.

LES MARQUES LES PLUS POPULAIRES!

1[99]
SERRE-TÊTE IMPORTÉS
Couleurs et modèles pour tous les goûts! Serre-tête Tropic-Cal, Beverly Hamburg et Clio exceptés. Le choix varie selon le magasin. Ord. 3,99 à 5,99. Solde **1,99** ch.
Accessoires de ville, rayon 201.

UN CHOIX INCOMPARABLE!

25 % DE RABAIS
CEINTURES À PRIX DÉJÀ RÉDUITS POUR FEMME
Modèles et teintes variés. Le choix varie selon le magasin. Ord. 12 $ à 30 $. Derniers prix: 7,99 à 24,99. Solde **5,99** à **18,75** ch.
Accessoires de ville, rayon 201



DES ÉCONOMIES SENSATIONNELLES!

25 % DE RABAIS
ÉCHARPES ET CHÂLES À PRIX DÉJÀ RÉDUITS
Des accessoires indispensables par temps froids! Motifs variés, au choix. Le choix varie selon le magasin. Ord. 9,99 à 50 $. Derniers prix: 7,99 à 44,99. Solde **5,99** à **33,74** ch.
Accessoires de ville, rayon 201

CUIR, TISSU, SUÈDE, ETC!

30 % DE RABAIS*
GANTS POUR FEMME
Pourquoi ne pas faire tout de suite provision pour l'an prochain? Gants en cuir avec doublures variées, en tissu, en Thinsulate ou autres matières. Gants Isotoner exceptés.
*Sur le prix ordinaire.
Gants pour femme, rayon 218

UNE OFFRE IMBATTABLE!

COLLANTS FINS BAYCREST
Achetez 3 collants fins Baycrest et obtenez-en un quatrième sans frais supplémentaires! Choix de collants fins diaphanes et soyeux, ultra diaphanes, avec culotte amincissante, etc.
1,95 à **5,99** ch.

UNE OCCASION À NE PAS RATER!

1[99]
SOCQUETTES POUR FEMME
À ce prix-là, vous en voudrez une paire de chaque couleur! 1,99 la paire.
Accessoires mode, rayon 829.



MINIGANTS À MINIPRIX!

50 % DE RABAIS
MINIGANTS POUR FEMME
Gants en tricot offerts dans un arc-en-ciel de couleurs! Pointure unique. Ord. 2,49 à 2,99. Solde **1,19** la paire.
Accessoires mode, rayon 829.

DES COULEURS À PROFUSION!

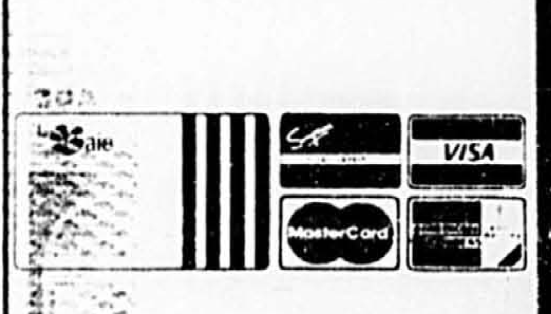
1 $ DE RABAIS
CACHE-OREILLES POUR FEMME
La façon la plus colorée d'être au chaud et... à la mode! Ord. 3,99. Solde 2,99 ch.
Accessoires mode, rayon 829.
2[99]

CACHE-NEZ À PRIX ORDINAIRE

1 $ DE RABAIS
CHAUDS CACHE-NEZ
Tous nos cache-nez, tout acrylique, à prix ordinaire! En tons unis ou avec motifs. Ord. 4,99. Solde **3,99** ch.
Accessoires mode, rayon 829.
3[99]

UN GRAND ASSORTIMENT D'ACCESSOIRES EN TRICOT

50 % DE RABAIS
TRICOTS CHAUDS POUR HIVER FROID!
Chapeaux, gants, moufles, écharpes, plastrons, cagoules, bérets et autres articles en tricots.
Ord. 2,49 à 56 $. Solde **1,19** à **27,99** ch.
Accessoires mode et chapellerie, rayons 256 et 829.



LA LIQUIDATION DE JANVIER À NE PAS MANQUER!

la Baie